



Observatoire Economique et Statistique d'Afrique Subsaharienne

RAPPORT D'ACTIVITE 2010

Février 2011

SOMMAIRE

ABREVIATIONS ET SIGLES UTILISES	4
RESUME	6
INTRODUCTION.....	9
1. RENFORCEMENT DES MOYENS DE TRAVAIL ET ACTIVITES D'ORDRE INSTITUTIONNEL D'AFRISTAT.....	10
1.1. RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL	10
1.2. RENFORCEMENT DES RESSOURCES HUMAINES, MATERIELLES ET FINANCIERES	12
1.2.1. <i>Renforcement des ressources humaines</i>	12
1.2.2. <i>Locaux et équipements</i>	14
1.2.3. <i>Financement des activités en 2010</i>	14
1.3. DEVELOPPEMENT ET GESTION DES BASES DE DONNEES.....	14
1.3.1. <i>Gestion de la base de données socio-économiques et de la banque de données d'AFRISTAT</i>	15
1.3.2. <i>Gestion des bases de données des ordres et rapports de mission et des consultants</i>	15
1.4. DIFFUSION, COMMUNICATION, PUBLICATION ET DOCUMENTATION	15
1.4.1 <i>Gestion du site Internet d'AFRISTAT (www.afristat.org)</i>	15
1.4.2 <i>Gestion du système d'information sur les systèmes statistiques nationaux des Etats membres d'AFRISTAT</i>	16
1.4.3 <i>Diffusion, gestion de la documentation et communication</i>	16
1.4.4 <i>Participation aux séminaires et ateliers internationaux</i>	17
1.5. COOPERATION AVEC LES PARTENAIRES TECHNIQUES ET FINANCIERS	17
1.5.1 <i>France</i>	18
1.5.2 <i>Partenariat avec les organisations régionales et sous-régionales</i>	18
1.5.3 <i>Partenariat avec la BAD</i>	19
1.5.4 <i>Partenariat avec la Banque mondiale</i>	19
1.5.5 <i>Partenariat ACBF</i>	19
1.5.6 <i>Partenariat avec le CESD-Statisticiens pour le développement</i>	19
1.5.7 <i>Partenariat avec d'autres institutions et organismes</i>	19
2. PRINCIPAUX RESULTATS OBTENUS	21
2.1 APPUI AU RENFORCEMENT DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES DES ETATS MEMBRES	21
2.2 APPUI A LA FORMATION INITIALE ET CONTINUE	21
2.3 APPUI POUR LE DEVELOPPEMENT DES SYSTEMES D'INFORMATION POUR LE SUIVI ET EVALUATION DES OMD 22	22
2.3.1 <i>Appui au développement des statistiques sociodémographiques</i>	22
2.3.2 <i>Appui pour le suivi des conditions de vie des ménages</i>	23
2.3.3 <i>Appui pour le renforcement des capacités de production des données statistiques et d'élaboration des synthèses statistiques et économiques</i>	23
2.3.4 <i>Appui pour le renforcement des capacités de diffusion statistique</i>	27
2.3.5 <i>Recherche appliquée</i>	27
3. APPUIS DIRECTS AUX SYSTEMES STATISTIQUES NATIONAUX.....	28
3.1 CONSOLIDATION DES ACQUIS DE L' ACTION D'AFRISTAT	28
3.1.1 <i>Renforcement des capacités institutionnelles des Etats membres, des écoles et des institutions d'intégration sous-régionale</i>	28
3.1.2 <i>Appui pour le développement des systèmes d'information pour la conception, la mise en œuvre et le suivi et évaluation des stratégies de réduction de la pauvreté ainsi que les objectifs du millénaire pour le développement</i>	33
3.1.3 <i>Appui pour le renforcement des capacités de production des données statistiques et d'élaboration des synthèses statistiques et économiques</i>	40
3.1.4 <i>Appui pour le renforcement des capacités de diffusion statistique</i>	50
4. ETUDES ET RECHERCHE APPLIQUEE	52
4.1 MISE EN ŒUVRE DU PROJET MIGMAC	52
4.2 MISE EN ŒUVRE DU PROJET D' EVALUATION DES DEPENSES DE R&D POUR LA SANTE.....	52
4.3 AUTRES ACTIVITES DE RECHERCHE.....	53

CONCLUSION.....	54
ANNEXES	55
ANNEXE 1 : SUITE DONNEE AUX RECOMMANDATIONS DE LA 21EME ET 22EME REUNION DU COMITE DE DIRECTION ET DE LA 19EME SESSION DU CONSEIL DES MINISTRES D'AFRISTAT	56
ANNEXE 2 : APPUIS DIRECTS AUX ETATS	57
ANNEXE 3 : EVALUATION DES COUTS DES APPUIS DIRECTS AUX ETATS MEMBRES EN FCFA.....	79

ABREVIATIONS ET SIGLES UTILISES

Sigles	Libellés
2gLDB	Live Data Base 2ème génération
ACBF	African Capacity Building Foundation
AFD	Agence française pour le développement
AFRILB	Base de données socio-économiques d'AFRISTAT / Adaptation de 2gLDB
AFRIPUB	Module d'automatisation des publications de AFRILDB
AFRISTAT	Observatoire économique et statistique d'Afrique subsaharienne – Bamako
ANSD	Agence nationale de la statistique et de la démographie - Sénégal
APU	Administration publique
BAD	Banque africaine de développement
BCEAO	Banque centrale des Etats d'Afrique de l'ouest
BDCEA	Bulletin des données conjoncturelles des Etats membres d'AFRISTAT
BEAC	Banque des Etats d'Afrique centrale
BIT	Bureau international pour le travail
CAS	Centre africain de la statistique
CEA	Commission économique pour l'Afrique
CEDEAO	Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest – Abuja
CEMAC	Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale – Bangui
CEPED	Centre Français sur la Population et le Développement
CERA	Centre d'études et de recherches d'AFRISTAT
CHAPO	Calcul harmonisé des prix par ordinateur
CILSS	Comité inter-états de lutte contre la sécheresse au Sahel
CITI	Classification internationale type par activité
CNSEE	Centre national de la statistique et des études économiques
COCOZOF	Comité de convergence de la Zone Franc
CODESA	Conférence des écoles de statistique africaines
COICOP	Classification of Individual Consumption by Purpose
DSRP	Document de stratégie de réduction de la pauvreté
EDM	Enquête dépenses des ménages
EDS	Enquête démographique et de santé
ENSAE	Ecole nationale de la statistique et de l'administration économique – Paris
ENSAE-Sénégal	Ecole nationale de la statistique et de l'analyse économique – Dakar
ENSEA	Ecole nationale supérieure de statistique et d'économie appliquée - Abidjan
EPCV	Enquête prioritaire sur les conditions de vie
ERETES	Equilibre ressources – emplois, Tableau entrées-sorties
FCFA	Franc de la Communauté financière d'Afrique
FSP	Fonds de solidarité prioritaire
GAR	Gestion axée sur les résultats
GFHR	Global Forum for health research
ICASEES	Institut centrafricain de statistique et d'études économiques et sociales
IHPC	Indice harmonisé des prix à la consommation
IIS	Institut international de statistiques
INS	Institut national de statistique
INSD	Institut national de la statistique et de la démographie
INSEE	Institut national de la statistique et des études économiques – Paris
INSEED	Institut National de la Statistique, des Etudes Economiques et Démographiques – Tchad
INSTAT	Institut malien de statistiques
IPC	Indice des prix à la consommation
ISE	Ingénieur statisticien économiste

Sigles	Libellés
ISSEA	Institut Sous-régional de Statistique et d'Économie Appliquée de Yaoundé
ISTEEBU	Institut de statistiques et études économiques de Burundi
LMIS	Labour market information system (Projet d'amélioration de la qualité des statistiques de l'emploi et de la gestion du système d'information du marché du travail en Afrique)
MIGMAC	Mesurer les inégalités de genre des ménages ouest-africain en matière de consommation
NAEMA	Nomenclature d'activités des Etats membres d'AFRISTAT
NCOA	Nomenclature de consommation en Afrique de l'Ouest
NOPEMA	Nomenclature des produits des Etats membres d'AFRISTAT
OCDE	Organisation de coopération pour le développement économique
OIT	Organisation internationale du travail
OMD	Objectifs du millénaire pour le développement
ONS	Office national de la statistique – Nouakchott
PACDIP	Projet d'Appui à l'Amélioration du Circuit de la Dépense et du Suivi de la Pauvreté
PARCES-BM	Projet d'appui au renforcement des capacités des écoles de statistique « TFSCB Grant N° TF0921112 » financé par la Banque mondiale
PARCPE	Projet d'appui à la réhabilitation des capacités de planification économique
PARIS21	Partenariat statistique au service du développement au XXI ^e siècle
PCI	Programme de comparaison internationale
PIB	Produit intérieur brut
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PRIME Mali	Programme d'appui à la mise en œuvre de la SRP du Mali financé par ACBF
PRCS-BAD	Programme multinational de renforcement de capacités statistiques des pays membres régionaux en vue du suivi des OMD et évaluation des résultats financé par la BAD
PSTA	Programme stratégique de travail d'AFRISTAT pour la période 2006-2010
PTF	Partenaires techniques et financiers
QUIBB	Questionnaire unifié des indicateurs sur le bien-être
RCA	République centrafricaine
RDC	République Démocratique du Congo
RGPH	Recensement général de la population et de l'habitat
SCAC	Service de coopération et d'action culturelle – de l'ambassade de France
SCN93	Système de comptabilité nationale version 93
SDS	Schéma directeur statistique
SIMT	Système d'information sur le marché du travail
SISIA	Séminaire international sur le secteur informel en Afrique
SNDS	Stratégie nationale de développement de la statistique
SSN	Système statistique national
STATCOM	Commission africaine pour la statistique
TABLO	Modèle quasi-comptable pour pays en voie de développement
TFSCB	Trust fund for statistic capacity building
UEMOA	Union économique et monétaire Ouest africaine – Ouagadougou

RESUME

Les activités menées au cours de l'année 2010, dans le cadre de la mise en œuvre du Plan d'action de la Direction générale d'AFRISTAT 2010-2011, ont permis d'obtenir des résultats en matière de renforcement des capacités d'intervention d'AFRISTAT et des capacités institutionnelles et techniques des Etats membres avec l'appui technique et financier des partenaires et la collaboration des responsables des SSN.

En matière de renforcement des capacités d'intervention d'AFRISTAT et conformément aux décisions du Conseil des Ministres prises lors des précédentes sessions, les termes de référence de l'étude approfondie sur la restructuration institutionnelle et organisationnelle d'AFRISTAT ont été finalisés et les travaux ont démarré dès octobre 2010. Le Comité de direction a approuvé le programme de travail de moyen terme d'AFRISTAT au titre de la période 2011-2015.

Concernant le renforcement des capacités institutionnelles et de management des SSN, des appuis en ligne ont été apportés au Togo pour la finalisation des textes visant l'organisation et la coordination de son système statistique. Le Congo et le Bénin ont fait l'objet d'une revue par les pairs au cours de laquelle de pertinentes recommandations ont été faites en vue d'améliorer la gouvernance de leur SSN avec l'appui technique et financier de PARIS21 et AFRISTAT.

Le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, Sao Tomé et Príncipe et l'Union des Comores ont bénéficié de l'appui d'AFRISTAT pour la révision ou la mise en œuvre de leur SNDS. Les appuis en Mauritanie et à Sao Tomé et Príncipe ont réalisés dans le cadre de missions conjointes PARIS21, Banque mondiale et AFRISTAT. Le Congo a démarré l'élaboration de sa SNDS et renforcé les capacités de l'équipe en charge de cette activité en planification stratégique et gestion axée sur les résultats avec l'appui d'AFRISTAT.

AFRISTAT a poursuivi son partenariat avec les écoles de statistique d'Abidjan, de Dakar et de Yaoundé à travers sa participation aux réunions de la CODESA, la conduite de missions d'enseignement, l'encadrement des stagiaires et la gestion des financements mis à leur disposition par les partenaires. Les enseignements dispensés étaient relatifs à la gestion des SSN, à la planification stratégique et à la gestion axée sur les résultats et au développement de systèmes d'information pour le suivi et évaluation des DSRP et des OMD. Six étudiants, en raison de deux par école, ont été encadrés par les experts AFRISTAT dans le cadre des stages académiques.

S'agissant de l'appui au développement de systèmes d'information pour le suivi des OMD, des politiques de développement économique et social, et des conditions de vie des ménages, AFRISTAT a poursuivi l'amélioration des systèmes d'information sectoriels notamment, dans le domaine du travail et du secteur informel. Au titre des statistiques du travail, les activités se sont inscrites dans le cadre du Projet régional d'amélioration des statistiques du marché du travail et de renforcement de la gestion de l'information sur le marché du travail et des Systèmes de suivi de la pauvreté en Afrique phase II financé par ACBF. Au niveau du secteur informel, notamment, dans le cadre du plan d'action

pour l'amélioration et le suivi des statistiques du secteur informel en Afrique sur la période 2010-2012 du Groupe de travail sur le secteur informel en Afrique, les travaux se sont poursuivis pour rédiger de notes techniques sur les évolutions internationales du cadre conceptuel pour la mesure du secteur informel et de l'emploi informel ont été rédigées et diffusées et élaborer un dispositif minimum commun harmonisé d'enquêtes sur l'emploi et le secteur informel. Pour ce qui est de la valorisation des données d'enquête, un séminaire portant sur l'analyse approfondie des données des enquêtes sur les dépenses des ménages de 2008 des pays de l'UEMOA a été organisé. Il a permis de renforcer les capacités d'analyse des données d'enquête et d'élaboration d'un profil de pauvreté des cadres nationaux. Par ailleurs, des appuis ont été apportés aux Etats membres pour l'amélioration des statistiques d'état civil et la réalisation d'enquête auprès des ménages.

Dans le domaine du renforcement des capacités techniques pour la production de statistiques économiques de base, les appuis aux Etats pour l'amélioration des statistiques d'entreprises et de prix se sont poursuivis. En effet, les Etats membres ont bénéficié des appuis d'AFRISTAT pour la mise en œuvre effective des cadres méthodologiques harmonisés pour la mise en place et la gestion des répertoires d'entreprises et pour l'élaboration d'indices de la production industrielle. Grâce à ces interventions, des avancées remarquables ont été enregistrées dans les pays suivants : Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Congo, Gabon, Guinée et Togo.

En matière de statistiques des prix, les travaux de rénovation des indices harmonisés des prix à la consommation (IHPC) des pays de l'UEMOA se sont poursuivis. Tous les pays de l'UEMOA disposent d'un dispositif rénové de production de leur IHPC. Ces dispositifs ont été adoptés par un règlement pris par le Conseil des Ministres de l'UEMOA en mars 2010. Les travaux d'élaboration de l'application de calcul des indices sont en cours et une première version de ladite application est en train d'être testée à AFRISTAT.

Des appuis directs ont été apportés aux autres Etats non membres de l'UEMOA pour améliorer la production de leurs indices de prix (Cameroun, RCA et Congo).

Pour renforcer les dispositifs de suivi de la conjoncture des Etats membres, AFRISTAT a engagé des travaux de mise à disposition de méthodologies de calcul de nouveaux indicateurs. Il s'agit en particulier des indices du coût de la construction et des indices de la production industrielle et des prix des services fournis aux entreprises. Des cadres méthodologiques harmonisés pour l'élaboration de ces indices ont été finalisés et devraient être adoptés par le Comité de direction au cours de l'une de ses prochaines réunions en 2011.

Les travaux de rénovation des nomenclatures d'activités et de produits des Etats membres (NAEMA et NOPEMA) ont donné lieu à des versions qui seront présentées au Comité de direction pour approbation en vue de leur promulgation par le Conseil des Ministres d'AFRISTAT au cours du premier semestre 2011.

Pour ce qui est de la comptabilité nationale, la Direction générale a présenté en octobre 2010 au Comité de direction un projet de manuel de production des comptes nationaux trimestriels. Le document a été approuvé sous réserve de la prise en compte des recommandations formulées par le

Comité sur la question. Dans la poursuite du renforcement des capacités des comptables nationaux et d'échanges de bonnes pratiques, le séminaire de comptabilité nationale de septembre 2010 s'est tenu avec pour thème central « analyse des résultats des comptes nationaux ».

Par ailleurs, dans le cadre du rattrapage des retards dans l'élaboration des comptes nationaux, des appuis directs sous forme de séminaires et ateliers ont été apportés aux pays de l'UEMOA. Cette assistance a été financée par la Commission de l'UEMOA et AFRISTAT. Des appuis ont été également apportés à Sao Tomé et Príncipe et au Tchad pour renforcer les capacités techniques des comptables nationaux en méthodes de décomposition du PIB, au Burundi, et au Cameroun pour l'élaboration d'une méthodologie d'estimation des activités illicites (vente de stupéfiants et des activités de prostitution).

Concernant le suivi de la conjoncture économique, deux séminaires ont permis de renforcer les capacités des cadres nationaux, notamment en matière de suivi de la conjoncture et de prévision économique. Tenus de façon alternative en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale, ils ont concerné tous les pays et ont porté sur la conjoncture du premier semestre 2010 et les prévisions économiques 2010-2011 dans les Etats. Le thème central de ces séminaires était « *La crise économique et financière mondiale : premier bilan dans les Etats et perspectives de sortie de crise* ».

Les travaux d'affinement du modèle TABLO se sont poursuivis. A l'aide de cet outil, le Mali a pu reconstituer la série de comptes économiques 1999-2004 et la RCA a réalisé les projections macroéconomiques pour les années 2007 à 2011. Ce dernier dispose maintenant d'un modèle de prévision à court terme TABLO-RCA avec un manuel d'utilisation. L'appui au Burundi a permis de réaliser un état de lieu de l'existant en matière de données économiques et des publications et de mettre en place des bases de données conjoncturelles.

Dans le domaine de la diffusion et de la communication, la mise en œuvre du projet d'élaboration d'une plate-forme éditoriale commune s'est poursuivie. Ce projet est financé par un fonds fiduciaire de renforcement des capacités statistiques de la Banque mondiale. Deux sessions de formation ont déjà eu lieu. La première, portant sur *écrire.net* s'est tenue au Centre de formation de l'INSEE à Libourne (Cefil) en France du 30 août au 3 septembre 2010. Elle a regroupé une vingtaine de participants (directeurs généraux et webmasters des INS). La seconde a eu lieu en décembre 2010 à Bamako et a permis de former huit gestionnaires de sites aux techniques informatiques mises en œuvre sur la plate-forme.

En conclusion la mise en œuvre du Plan d'action 2010 n'a pas connu de difficultés particulières.

INTRODUCTION

1. Pour assurer une transition harmonieuse entre le PSTA 2006-2010 et le programme de travail de moyen terme d'AFRISTAT 2011-2015 et dans le souci d'une pérennisation des acquis des programmes précédents, le Comité de direction avait adopté en octobre 2009, le plan d'action 2010-2011 dont le présent rapport d'activité rend compte de la mise en œuvre au cours de l'année 2010. Ce rapport fait le point sur la mise en œuvre des activités inscrites au plan d'action 2010-2011 et rend compte des activités découlant des recommandations formulées par les instances statutaires au cours de leurs sessions et des conventions signées au cours de la période sous revue. Des actions n'ont pas pu être engagées sur les nouvelles thématiques et le développement des méthodes alternatives et complémentaires de production statistique.
2. Comme par le passé, la mise en œuvre du plan d'action a bénéficié de la collaboration des Etats membres et du soutien direct ou à travers des projets des partenaires techniques et financiers.
3. Les activités dominantes de la Direction générale ont été celles menées dans le cadre de la mise en œuvre des Règlements sur les statistiques d'entreprises, de la comptabilité nationale avec la préparation du manuel d'élaboration des comptes nationaux trimestriels et du séminaire annuel sur les comptes nationaux, de la préparation du programme stratégique de travail de moyen terme 2011-2015, de l'étude sur la restructuration institutionnelle d'AFRISTAT, de la mise en œuvre du Programme multinational de renforcement de capacités statistiques des pays membres régionaux en vue du suivi des OMD et évaluation des résultats financé par la BAD et de celle du Projet régional d'amélioration de la qualité des statistiques de l'emploi et la gestion du système d'information sur le marché du travail en Afrique, et des diverses conventions bilatérales et multilatérales.
4. Ce rapport s'articule principalement autour de quatre parties principales. La première partie est relative au renforcement des moyens de travail et aux activités d'ordre institutionnel d'AFRISTAT. Elle rapporte la situation du personnel et des ressources matérielles et financières, rappelle les principales conclusions des réunions statutaires et présente l'état de la coopération avec les principaux partenaires techniques et financiers ainsi que les outils essentiels de travail de la Direction générale. La deuxième partie porte sur les principaux résultats atteints au cours de l'année 2010. La troisième est relative aux appuis apportés aux systèmes statistiques nationaux. Elle indique les interventions de la Direction générale dans le domaine du renforcement des capacités (institutionnelles, de collecte, d'analyse des données et de diffusion statistique) ainsi que dans celui de l'appui au développement des systèmes d'information pour la mise en œuvre des stratégies de réduction de la pauvreté. La quatrième partie rend compte des résultats des études et de la recherche appliquée.
5. En annexe, figurent l'état de mise en œuvre des recommandations des différentes sessions des instances statutaires et le détail des appuis directs aux systèmes statistiques nationaux.

1. RENFORCEMENT DES MOYENS DE TRAVAIL ET ACTIVITES D'ORDRE INSTITUTIONNEL D'AFRISTAT

6. Au cours de l'année 2010, la Direction générale a poursuivi le développement de ses capacités d'intervention à travers l'amélioration de son cadre d'organisation et de gestion, le renforcement de ses ressources humaines, financières et matérielles, le développement de partenariats avec d'autres organisations et la gestion de ses bases de données et de son site Internet.

1.1. Renforcement institutionnel

7. Les activités de renforcement institutionnel ont été centrées sur l'organisation des réunions statutaires, l'élaboration du programme de moyen terme d'AFRISTAT pour la période 2011-2015 et la préparation et le lancement de l'étude sur la restructuration institutionnelle d'AFRISTAT et la reconstitution de son fonds de financement au titre de la période 2016-2025.

Organisation des réunions statutaires d'AFRISTAT

8. La Direction générale a organisé la 19^{ème} session du Conseil des Ministres, les 21^{ème} et 22^{ème} réunions du Comité de direction et la 15^{ème} réunion du Conseil scientifique.

9. Le Conseil des Ministres a, lors de sa 19^{ème} session tenue le 4 octobre 2010 à Paris (France), en plus des questions relatives à la gestion courante de l'organisation, examiné la demande d'adhésion de la République de Djibouti. S'agissant des questions relatives à la reconstitution des ressources propres d'AFRISTAT, le Conseil a pris connaissance des actions entreprises par la Direction générale et invité les Etats membres à tout mettre en œuvre pour se mettre à jour de leurs contributions. A cet effet, le Conseil a mis en place un Comité ministériel chargé de la mobilisation des ressources propres d'AFRISTAT. Enfin, le Conseil a accepté l'adhésion de la République de Djibouti comme vingtième Etat membre d'AFRISTAT.

10. Lors de sa 21^{ème} réunion, le Comité de direction a approuvé le rapport d'activité 2009, donné quitus à la Direction générale d'AFRISTAT sur sa gestion au titre de l'exercice 2009 et approuvé les termes de référence de l'étude sur la restructuration institutionnelle et organisationnelle d'AFRISTAT et la reconstitution de son fonds de financement au titre de la période 2016-2025 ainsi que l'avis de recrutement du Directeur Général d'AFRISTAT pour la période 2012-2015. Concernant la mise en œuvre du plan d'action 2009, il a recommandé à la Direction générale de mieux valoriser ses interventions dans le cadre des activités régionales menées en partenariat avec d'autres institutions et d'organiser régulièrement le séminaire des cadres chargés de la programmation des activités au sein des INS. S'agissant de la réalisation de l'étude institutionnelle, le Comité a mis en place un groupe de référence composé du Cameroun, de la Mauritanie et du Sénégal pour suivre, aux côtés de la Direction générale, de la réalisation de cette étude confiée à un consultant.

11. Au titre de sa 22^{ème} réunion, le Comité a adopté le budget 2011 et le Programme de travail de moyen terme d'AFRISTAT pour la période 2011-2015 et entamé le processus de recrutement du directeur général d'AFRISTAT. Sur ce dernier point, avec l'appui d'un bureau conseil en ressources

humaines, le Comité a présélectionné trois candidats sur la base de l'examen des dossiers. La sélection finale et la nomination du nouveau Directeur Général interviendront lors de la prochaine session du Conseil des Ministres.

12. Sur le plan des développements méthodologiques, le Comité a approuvé un projet de « Manuel méthodologique de production des comptes nationaux trimestriels dans les Etats d'Afrique au Sud du Sahara » et donné des orientations en vue de sa finalisation. A cet effet, le Comité a mis en place un groupe de travail chargé de finaliser ce manuel.

13. Le Comité a demandé à la Direction générale d'intégrer dans son Plan d'action 2010-2011 l'élaboration des modules d'initiation à la statistique à l'intention des agents non statisticiens travaillant dans les systèmes statistiques nationaux. Cette initiative bénéficie d'un financement de 19 360 000 francs CFA du fonds affecté par l'association CESD – Statisticiens pour le développement à l'Agence de coopération des ministères économiques et financiers français (GIP ADETEF).

14. Le Conseil scientifique a tenu sa 15^{ème} session à Bamako du 27 au 29 septembre 2010 afin de préparer la 22^{ème} réunion du Comité de direction. Celle-ci a entériné toutes les recommandations qui avaient été formulées.

Etude sur la restructuration institutionnelle et organisationnelle d'AFRISTAT et la reconstitution de son fonds de financement au titre de la période 2016-2025

15. Sur la base des termes de référence approuvés par le Comité de direction, la Direction générale a recruté le bureau d'étude InSyDe (Information, Systèmes et Développement) qui a commencé ses travaux depuis le 8 novembre 2010. Le groupe de référence mis en place par le Comité a arrêté un calendrier prévisionnel d'exécution de l'étude. Le rapport final de l'étude devrait être adopté en 2012 par le Conseil des Ministres.

Programme stratégique de travail de moyen terme d'AFRISTAT pour la période 2011-2015

16. Conformément à la feuille de route arrêtée par le Comité, la Direction générale s'est dotée d'un programme stratégique de travail pour la période 2011-2015. En effet, ce projet de programme a été adopté par le Comité qui a recommandé la prise en compte du rôle d'incitateur qu'AFRISTAT doit jouer auprès de ses Etats en vue de prendre des mesures d'amélioration de la qualité de leurs statistiques en adhérant ou en souscrivant aux normes internationales, notamment les cadres proposés par le FMI (SGDD, NSDD et CEQD). Pour sa mise en œuvre, les directeurs généraux des instituts nationaux de statistique (INS) ont été invités à accorder une importance plus grande au plaidoyer auprès des autorités politiques de leur pays, singulièrement auprès des ministres en charge de la statistique afin de les sensibiliser sur le versement des contributions de leurs pays. Enfin, il a été demandé à la Direction générale d'AFRISTAT d'en rendre compte au Conseil des Ministres avant sa large diffusion.

1.2. Renforcement des ressources humaines, matérielles et financières

1.2.1. Renforcement des ressources humaines

17. Au cours de l'année 2010, sur le plan des effectifs, AFRISTAT n'a pas effectué de recrutement sur ses fonds propres et les experts mis à disposition par la Coopération française en fin de contrat n'ont pas été remplacés. Un seul consultant de long terme en statistiques sociales de long terme a été recruté sur le Programme multinational de renforcement des capacités statistiques des pays membres régionaux de la Banque africaine de développement.

18. Au titre des départs des membres du personnel, huit ont été enregistrés dont la plupart étaient en fin de contrat. Il s'agit d'un assistant technique en comptabilité nationale, d'un assistant technique en systèmes informatiques, d'un expert en macroéconomie, d'un expert principal en statistiques sociales et stratégies de réduction de la pauvreté, d'un expert en organisation institutionnelle des systèmes statistiques, d'un expert statisticien-informaticien (Projet d'assistance de la France à la Commission de la CEDEAO), d'un assistant chargé de collecte de données et d'une secrétaire comptable (retraite). Le tableau ci-dessous donne l'état des effectifs au 31 décembre 2010. Le recrutement de trois experts (un expert économiste principal, un expert principal en statistiques sociodémographiques et un expert en organisation institutionnelle des systèmes statistiques nationaux) et d'un(e) assistant(e) de direction sont en cours.

Tableau n°1 : Etat du personnel au 31 décembre 2010

Domaines	Répartition par source de financement		TOTAL
	Fonds AFRISTAT	Autres sources de financement	
Experts			
Management	2	0	2
Sous-total 1	2	0	2
Comptabilité nationale	2	1	3
Macroéconomie	0	1	1
Informatique	2	0	2
Statistiques des prix	1	2	3
Statistiques d'entreprises	1	0	1
Enquêtes auprès des ménages	1	0	1
Statistiques sociodémographiques	1	1	2
Analyse de la pauvreté	1	0	1
Planification stratégique et GAR	1	0	1
Système d'information pour le suivi et évaluation des OMD	0	1	1
Système d'information sur le marché du travail	0	1	1
Sous-total 2	10	7	17
PERSONNEL ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE			
Administration	1	1	2
Comptabilité	2	1	3
Finances	1	0	1
Secrétariat	2	0	2
Documentation	1	0	1
Reprographie	1	0	1
Liaison	1	0	1
Chauffeurs	3	0	3
Sous-total 3	12	2	14
TOTAL	24	9	33

19. Concernant le renforcement des compétences techniques, des experts ont pu bénéficier de formations organisées dans d'autres domaines soit par la Direction générale soit par d'autres institutions. Ainsi :

- dans les domaines du management, de l'organisation institutionnelle et de la gestion de la qualité : deux experts ont pris part à des sessions de formation portant sur le management stratégique, le leadership et la gestion d'un SSN ; un expert a pris part à une revue technique et méthodologique des outils d'évaluation de la qualité des données de l'éducation. Par ailleurs, l'expert en planification stratégique et en gestion axée sur les résultats et un expert informaticien se sont rendus à Dakar, au siège de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) pour étudier et apprécier les outils de planification, de suivi des activités et de contrôle de gestion de cette institution. La Direction générale d'AFRISTAT compte s'inspirer de l'expérience de la BCEAO pour améliorer son système d'information et de gestion.

- en matière de comptabilité nationale et d'élaboration de statistiques économiques de base : deux experts en comptabilité nationale ont pris part aux travaux du 13^{ème} Colloque de l'Association de comptabilité nationale qui s'est tenu du 2 au 4 juin 2010 à Paris (France). Organisé par l'INSEE, l'objectif principal du colloque était de réfléchir sur le rôle que pourrait jouer la comptabilité nationale pour une meilleure appréciation des impacts de certains phénomènes tels que la mondialisation et la crise financière sur le bien-être des populations ; un expert en comptabilité nationale a été formé sur la méthodologie de l'étude sur le diagnostic des infrastructures nationales en Afrique (AICD) et sur les modèles de collecte de données afin d'améliorer l'état et la disponibilité des statistiques sur l'infrastructure dans les pays. Cette formation sur la collecte des données des infrastructures a été organisée par la BAD à Tunis du 26 au 30 avril 2010 ; un expert en statistiques des prix a pris part à la réunion des experts sur les indices des prix à la consommation organisée conjointement par la Commission économique des nations unies pour l'Europe (CENE) et le Bureau international du travail (BIT) du 10 au 12 mai à Genève. Cette rencontre, qui se tient tous les deux ans, est un forum de discussion sur les méthodologies et les pratiques en matière d'indices des prix à la consommation ; la Direction générale a organisé, au profit d'une dizaine d'experts d'AFRISTAT, un atelier de formation sur les méthodologies d'élaboration des indices de prix de production du 4 au 8 octobre 2010 avec l'appui technique de l'INSEE ; dans le cadre du démarrage du round 2011 du PCI-Afrique, deux experts en statistiques des prix ont pris part à l'atelier de formation des formateurs sur le logiciel du PCI 2011 organisé par la BAD, du 6 au 10 décembre 2010 à Tunis.

- pour ce qui est de la diffusion et de la gestion des fonds documentaires, le Chef du centre de documentation d'AFRISTAT a effectué un voyage d'étude du 18 au 22 janvier 2010 à Dakar auprès de l'ENSAE-Sénégal pour s'imprégner des fonctionnalités du logiciel PMB de gestion d'une bibliothèque en vue d'une migration de WINISIS vers ce logiciel. Par ailleurs, en vue de préparer la mutation de la 2gLDB vers la Data Collection System (DCS) / Data Platform (DP),

l'expert assistant informaticien d'AFRISTAT a participé à une session de formation à la gestion, au développement et à la maintenance des bases de données sous ORACLE organisée par le Centre EGILIA du 23 au 27 août 2010 à Bruxelles. Cette formation a permis de s'informer des fondements des systèmes ORACLE au niveau architectural, les méthodes de déploiement sur les principaux systèmes d'exploitation, de sécurisation, de personnalisation des ressources mémoires, de sauvegarde et de restauration des données de la base en cas de sinistre.

1.2.2. Locaux et équipements

20. La Direction générale a acquis de nouveaux équipements informatiques et meubles en vue d'équiper le personnel recruté à cet effet. Dans le même temps, sur financement propre, l'Observatoire a procédé au renouvellement d'une partie de son parc informatique par le remplacement de ses serveurs informatiques.

1.2.3. Financement des activités en 2010

21. Pour le financement des activités, un montant de 3 535,5 millions de francs CFA a été mobilisé dont 1 286,5 millions de francs CFA sur le Fonds AFRISTAT et 2 248,9 millions au titre des partenaires.

22. En dépenses, le budget AFRISTAT a été exécuté à 85,0% contre 85,1% en 2009. L'exécution du budget n'a pas connu de difficultés particulières.

23. Concernant la reconstitution du Fonds AFRISTAT 2006-2015, le Conseil des Ministres, lors de sa dix-huitième session avait pris une résolution fixant exceptionnellement le 31 décembre 2009 comme date butoir ultime pour permettre à tous les Etats membres de s'acquitter entièrement de leurs engagements. Constatant qu'à cette échéance les pays ne s'étaient pas acquittés de leurs contributions, le Conseil, lors de sa 19^{ème} session tenue à Paris avait mis en place un Comité ministériel chargé de la mobilisation des ressources propres d'AFRISTAT. Le Directeur Général s'est rendu en Côte d'Ivoire, en Mauritanie et au Sénégal pour sensibiliser les autorités pour le versement de l'intégralité de leurs contributions. Malgré ces efforts, aucune contribution nouvelle n'a été enregistrée au cours l'année 2010 de la part des pays. Au 31 décembre 2010, seulement sept Etats membres (Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Congo, Mali et Togo) se sont acquittés intégralement de leurs contributions. Le taux de mobilisation des contributions des Etats membres est demeuré à 67,6%.

1.3. Développement et gestion des bases de données

24. Au cours de l'année 2010, la Direction générale a poursuivi la mise à jour de sa base de données socio-économiques et de celles des ordres et rapports de mission et des consultants.

1.3.1. Gestion de la base de données socio-économiques et de la banque de données d'AFRISTAT

25. A l'aide de son dispositif de collecte des données auprès des Etats membres, la Direction générale a poursuivi la mise à jour de sa base de données socio-économiques (AFRILDB) qui dérive de la 2gLDB. Grâce à ce système, quatre numéros (17, 17bis, 18 et 19) du bulletin des données conjoncturelles des Etats membres d'AFRISTAT (BDCEA) ont été générés et publiés sur le site Internet. Le projet de migration du système de bases de données de la 2gLDB vers la Data Platform est en cours. Après le voyage d'étude auprès de la BAD (Tunis) qui utilise ce nouveau système de bases de données de la Banque mondiale, les travaux préparatoires ont été lancés en 2010. Un appui technique est attendu de la BAD pour une migration effective.

26. En matière d'archivage des données d'enquêtes et de recensements, pour permettre aux internautes d'accéder aux archives nationales des enquêtes statistiques (NADA) des pays membres d'AFRISTAT à travers le site Internet (www.afristat.org), une page « Bases de données » a été insérée. Cette page donne également accès aux bases de données des Nations unies (<http://data.un.org>), à celles de la Banque mondiale (<http://donnees.banquemondiale.org>) et à celles de l'Organisation internationale du Travail (<http://www.ilo.org/global/statistics-and-databases/lang-fr/index.htm>).

27. AFRISTAT a élaboré un projet dénommé IRESTAT (inventaire des recensements et des enquêtes des Etats membres d'AFRISTAT) qui vise la création d'un portail internet à AFRISTAT. Pour chaque opération de collecte, il y aura une brève description méthodologique et une liste des différentes publications y relatives (documents techniques, questionnaires, rapports, articles, etc.).

28. Le projet a été présenté lors de la 19^{ème} réunion du Conseil scientifique d'AFRISTAT et devrait être finalisé au cours de l'année 2011.

1.3.2. Gestion des bases de données des ordres et rapports de mission et des consultants

29. La base de données des rapports et ordres de mission d'AFRISTAT et celle de consultants sont régulièrement mises à jour. Ces bases de données ne sont consultables qu'en interne. La base de données des consultants sert à AFRISTAT et à ses partenaires à l'identification d'experts pour la réalisation de projets ou consultations.

1.4. Diffusion, Communication, publication et documentation

1.4.1 Gestion du site Internet d'AFRISTAT (www.afristat.org)

30. La Direction générale a poursuivi l'amélioration de son site Web en 2010 pour le rendre plus accessible conformément à l'évolution technologique dans ce domaine. Ainsi, la nouvelle version du site est accessible sur les nouveaux terminaux portables.

31. En plus des mises à jour, de nouvelles rubriques et fonctionnalités ont été insérées sur le site, notamment la consultation sélective des données statistiques, les documents de travail, l'accès aux bases de données internationales et des Etats membres, etc.

32. Les statistiques de consultation du site montrent un taux de fréquentation assez élevé pour les différentes pages du site Internet. Il en est de même du forum de discussion d'AFRISTAT. Ces statistiques révèlent un taux de consultation plus élevé en Europe et aux Etats Unis que dans les Etats membres d'AFRISTAT. Au cours de l'année 2010, le site d'AFRISTAT a été consulté à partir de 395 041 points de connexion différents pour un total de 1 421 842 visites.

33. Sur le site AFRISTAT sont régulièrement diffusées des informations sur l'actualité statistique africaine et internationale et des données statistiques conjoncturelles, institutionnelles et structurelles sur ses Etats membres.

1.4.2 Gestion du système d'information sur les systèmes statistiques nationaux des Etats membres d'AFRISTAT

34. Au 31 décembre 2010, la collecte des données sur les systèmes statistiques nationaux a été réalisée dans l'ensemble des pays membres, à l'exception de la Guinée équatoriale. Les données de l'enquête institutionnelle sont disponibles pour dix-sept pays et celles des statistiques structurelles sont disponibles pour seize pays. En ce qui concerne les données conjoncturelles, elles sont collectées pour les propres besoins d'AFRISTAT et ceux de l'Agence française de développement (AFD).

35. Les données validées sont progressivement mises en ligne sur le site Internet de la Direction générale. Les difficultés liées à la validation finale, les retards de transmission et parfois l'absence de données constituent les principales contraintes de la mise à disposition des données sur le site internet. Des réflexions sont en cours pour améliorer la collecte à travers une meilleure définition des indicateurs que les pays peuvent produire.

1.4.3 Diffusion, gestion de la documentation et communication

36. Au cours de l'année 2010, quatre (4) numéros de La lettre d'AFRISTAT (51, 52, 53 et 54) et le rapport d'activité 2009 de la Direction générale (format illustré) ont été diffusés. En outre, les documents ci-après ont été édités et publiés :

- Cadre de référence pour l'élaboration de programmes régionaux de formation continue en statistique pour la période 2008 – 2012 ;
- Règlement portant adoption d'une méthodologie commune aux Etats membres d'AFRISTAT pour l'élaboration d'un indice harmonisé de la production industrielle et ;
- Règlement portant adoption d'un cadre commun aux Etats membres d'AFRISTAT pour la création et la gestion d'un répertoire d'entreprises à des fins statistiques.

37. La documentation méthodologique produite dans le cadre du projet de rénovation de l'IHPC-UEMOA est en attente d'impression. Il s'agit notamment du guide méthodologique de l'indice harmonisé des prix à la consommation dans la zone UEMOA, du manuel de l'agent enquêteur et du document de présentation de la nomenclature de consommation ouest africaine adaptée aux besoins de l'IHPC (NCOA-IHPC).

38. La base de données bibliographiques des ouvrages et périodiques auxquels AFRISAT est abonné et la liste de nouvelles acquisitions ont été régulièrement mises à jour.

39. Par ailleurs, en collaboration avec l'Institut national de la statistique du Mali, la Direction générale a organisé le 20 octobre 2010 la célébration de la Journée mondiale de la statistique instituée par les Nations unies le thème « célébrons les nombreuses avancées de la statistique publique » , sous la présidence du Premier Ministre du gouvernement du Mali et en présence de nombreuses personnalités, notamment les membres du Comité de direction.

40. Au cours de cette journée, dédiée à la sensibilisation du public sur les valeurs fondamentales du service, du professionnalisme et de l'intégrité dans le domaine statistique, le Directeur Général d'AFRISTAT, la Coordonnatrice du Système des Nations unies, le Ministre de l'Économie et des Finances et le Premier Ministre du Mali ont tour à tour insisté sur l'importance de la statistique, le rôle qu'elle joue dans la gestion des économies et apprécié les efforts que déploient les SSN pour produire des données statistiques de bonne qualité.

41. Une table-ronde sur le thème « La statistique au service de l'économie », animée par le Président du Conseil de l'analyse économique du Président de la République du Bénin et Président du Conseil scientifique d'AFRISTAT, a clôturé les festivités.

42. Dans le cadre de la commémoration de la journée africaine de la statistique, AFRISTAT a fait une communication sur le thème « la statistique au service du développement de l'Afrique subsaharienne » aux palabres scientifiques sous la paillote de l'IRD.

1.4.4 Participation aux séminaires et ateliers internationaux

43. Comme chaque année, les experts d'AFRISTAT ont participé à plusieurs séminaires, ateliers et forums concernant directement ou indirectement la statistique au cours desquels des contributions remarquées ont été faites.

44. Ainsi, AFRISTAT a pris part à la 41^{ème} session de la Commission statistique des Nations unies, aux réunions de la Zone franc, à la 5^{ème} réunion du Comité des directeurs généraux des Etats membres de l'Union africaine, au 6^{ème} symposium pour le développement de la statistique en Afrique, à la 2^{ème} session de la Commission africaine de statistique (StatCom-Afrique II), à la Conférence des Ministres en charge de l'emploi et de la formation professionnelle de l'espace UEMOA, à la 1^{ère} conférence des Ministres africains chargés de l'enregistrement des faits d'état civil, au 2^{ème} colloque africain sur le travail décent et à d'autres réunions organisées par diverses institutions partenaires (AFRITAC, BCEAO, PARIS21, CODESA, CESD-Statisticiens pour le développement, BAD, Afrique du Sud, FAO, OIT, BIT, etc.).

1.5. Coopération avec les partenaires techniques et financiers¹

45. Au cours de l'année 2010, AFRISTAT a poursuivi le renforcement de ses relations de coopération et de collaboration avec plusieurs partenaires au développement. Ainsi, de nouveaux

¹ En annexe 4, en volume séparé, un rapport fait le point de la mise en œuvre des projets de grande envergure

accords et protocoles ont été signés. Les apports dont a bénéficié AFRISTAT ont permis de mettre en œuvre plusieurs activités du plan d'action 2010-2011.

1.5.1 France

46. La France apporte un appui important sur le plan technique et financier. En plus de la mise à disposition d'assistants techniques long terme (2-4 ans), elle met à la disposition d'AFRISTAT des experts court terme (1-2 semaines) pour la réalisation d'activités spécifiques (développement méthodologique, animation d'ateliers, etc...). En matière de financement, la subvention de 1,8 millions d'euros soit 1,180 milliards de Francs CFA accordée depuis fin 2007 pour la mise en œuvre du Programme stratégique de travail d'AFRISTAT 2006-2010 (PSTA) sur la période 2008-2009 a permis à AFRISTAT de poursuivre, au cours de 2010, le renforcement des capacités de ses Etats membres dans divers domaines de la statistique, dans le cadre des conventions de travail. Au titre des contributions au Fonds AFRISTAT, un versement d'un montant de neuf cent mille euros a été effectué.

1.5.2 Partenariat avec les organisations régionales et sous-régionales

47. La **Commission de l'UEMOA** a confié à AFRISTAT, en 2007, la mise en œuvre du projet de rénovation de l'IHPC dans les Etats membres de cette union. La convention, signée à cet effet et qui a fait l'objet de plusieurs avenants, a été prorogée jusqu'au 31 décembre 2010 pour permettre la finalisation de l'élaboration de l'application informatique de calcul des indices et pour l'analyse des données collectées auprès des ménages. Au cours de l'année 2010, le dispositif de production de l'IHPC a été adopté par un Règlement édicté par l'UEMOA et les travaux de développement de l'application se sont poursuivis.

48. Grâce au contrat de subvention signé en août 2009 entre la Direction générale et la Commission de l'UEMOA, AFRISTAT apporte depuis février 2010 des appuis aux pays bénéficiaires dans le domaine de la comptabilité nationale à travers l'animation d'ateliers techniques. En 2010, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Mali, le Niger et Togo ont bénéficié de ces appuis qui se poursuivront en 2011.

49. Avec la **Commission de la CEMAC**, la Direction générale AFRISTAT a signé une Convention de service d'un montant de 2 577 661 300 FCFA pour fournir une assistance technique aux INS de ses Etats membres et à la Commission de la CEMAC dans le cadre de la réalisation du projet d'harmonisation des indices des prix à la consommation finale des ménages avec un volet sur les enquêtes auprès des ménages et un autre sur la collecte des prix de base. Faute de mobilisation du financement, les travaux n'ont pas pu démarrer 2010 comme cela était prévu.

50. Avec la **Commission de la CEDEAO**, la Direction générale a apporté ses appuis aux Etats membres de cette communauté dans le cadre du projet financé par la Coopération française. La convention signée à cet effet en 2006 et qui a pris fin en décembre 2010 portait sur le renforcement des capacités statistiques des Etats membres de la CEDEAO et de la Commission en matière de collecte, de centralisation et de diffusion d'informations statistiques (Cf. 3.1.4)

1.5.3 Partenariat avec la BAD

51. La BAD et AFRISTAT ont signé, courant 2009, un protocole d'accord d'un montant de 8 858 190 USD soit 4 623 975 180 FCFA pour la mise en œuvre du Programme multinational de renforcement de capacités statistiques des pays membres régionaux² en vue du suivi des OMD et évaluation des résultats. Le protocole d'accord a été prorogé jusqu'au 31 décembre 2011. Dans le cadre de ce partenariat, des développements méthodologiques ont été réalisés, notamment, dans les domaines de la comptabilité nationale et des indices des prix de la production (Cf. 3.1.3).

1.5.4 Partenariat avec la Banque mondiale

52. AFRISTAT assure, pour le compte des écoles de formation statistique d'Abidjan, de Dakar et de Yaoundé, une convention signée avec la Banque mondiale en 2008 relatif à un projet de renforcement des capacités de ces écoles. La clôture de cette convention est intervenue le 31 décembre 2010.

53. Par ailleurs, la Banque mondiale avait accordé en avril 2009 à AFRISTAT une subvention d'un montant de 318 235 USD pour la mise en œuvre d'un projet de développement d'une plate-forme éditoriale commune aux INS des Etats membres. Dans le cadre de cette convention, la Direction générale a organisé un certain nombre d'ateliers de formation en 2010 (Cf. 3.1.4). La clôture de cette subvention est prévue le 30 juin 2011.

1.5.5 Partenariat ACBF

54. Une deuxième phase du partenariat avec ACBF a fait l'objet de la signature d'un Accord de don le 22 décembre 2008 d'un montant de 1 500 000 USD entre ACBF et AFRISTAT. Il porte sur la mise en œuvre d'un projet pilote pour l'amélioration de la qualité des statistiques de l'emploi et de gestion du système d'information du marché du travail en Afrique (LMIS-Phase II) dans cinq pays (Cameroun, Mali, Nigéria, Ouganda et Zambie) (Cf. 3.1.2.2).

1.5.6 Partenariat avec le CESD-Statisticiens pour le développement

55. AFRISTAT, membre de l'association, participe à ses réunions statutaires. Le CESD a apporté un appui technique pour le développement de modules de formation des cadres non statisticiens travaillant dans les SSN. Ce développement sera financé sur ses fonds gérés par l'ADETEF.

1.5.7 Partenariat avec d'autres institutions et organismes

56. AFRISTAT a développé d'importantes activités au cours de l'année 2010, soit à travers la participation croisée aux réunions statutaires et ateliers, soit sur des actions spécifiques de partenariat, avec d'autres partenaires tels que la FAO (atelier sur les systèmes de collecte, de traitement et de diffusion des données statistiques relatives à l'alimentation et à l'agriculture), la CEA (statistiques du travail et secteur informel), la Division statistique des Nations unies (atelier sur les nomenclatures économiques et sociales internationales : CITI rev.4 et CPC ver.2) des centres de recherche européens (secteur informel et marché du travail) et les écoles de formation statistique

² Les pays bénéficiaires sont : Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Cap Vert, RCA, Comores, Congo, RDC, Côte d'Ivoire, Guinée, Guinée Bissau, Mali, Mauritanie, Niger, Sao Tomé et Príncipe, Sénégal, Tchad et Togo pour les pays FAD. Gabon et Guinée pour les pays BAD.

d'Abidjan, Dakar et Yaoundé (mise en œuvre d'un projet de renforcement de capacités financé par la Banque mondiale).

2. PRINCIPAUX RESULTATS OBTENUS

57. Les résultats obtenus au cours de l'année 2010 portent essentiellement sur la consolidation des acquis résultant de la mise en œuvre des programmes de travail antérieurs.

2.1 Appui au renforcement des capacités institutionnelles des Etats membres

58. Sur la demande de la Direction générale de la statistique et de la comptabilité nationale du Togo, AFRISTAT a émis des avis sur les projets de loi statistique et décrets d'application de ce pays, notamment, ceux relatifs à la mise en place du Conseil national de la statistique et de la création de l'institut national de la statistique et des études économiques et démographiques.

59. Dans le cadre des examens par les pairs des SSN du Bénin et du Congo avec l'assistance de PARIS21 et d'AFRISTAT, les conclusions de ces examens ont été rédigées et transmises aux pays concernés.

60. Dans le cadre de la programmation statistique, des appuis techniques ont été apportés au Burkina Faso pour la finalisation de son schéma directeur 2010-2015, au Congo pour le lancement de l'élaboration de sa SNDS, notamment le diagnostic du SSN congolais, à l'Union des Comores et à la Mauritanie pour l'actualisation de leur SNDS. Dans le cadre d'une mission conjointe Banque mondiale et PARIS21, AFRISTAT a contribué à la finalisation de la feuille de route pour la révision de la SNDS de Sao Tomé et Príncipe. Au Mali, l'Observatoire a contribué à la revue du schéma directeur de la statistique et à l'élaboration des termes de référence du Groupe statistique des partenaires du Mali pour la période 2010-2011.

61. AFRISTAT a apporté un appui au Gabon pour l'élaboration d'un rapport intitulé : « Proposition pour la mise à jour du cadre de renforcement et de développement des capacités statistiques du Ministère de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche et du développement rural (MAEPDR) du Gabon ».

2.2 Appui à la formation initiale et continue

62. Dans le domaine de la formation initiale et à la demande des écoles, trois missions d'enseignement ont été réalisées à l'ISSEA de Yaoundé et l'encadrement des stagiaires a été assuré. Les enseignements portaient sur le management d'un système statistique national, la planification stratégique et la gestion axée sur les résultats et sur le processus de développement d'un système d'information pour le suivi et évaluation des DSRP et des OMD. Huit stagiaires provenant des trois écoles (ENSEA d'Abidjan, ENSAE-Sénégal et ISSEA de Yaoundé) et du Ministère des Affaires étrangères du Sénégal ont bénéficié d'un encadrement à AFRISTAT au cours du troisième trimestre 2010.

63. Pour ce qui est de la formation continue, quelques résultats ont été atteints. Des termes de référence pour le recrutement des consultants pour rédiger des modules de formation des cadres non statisticiens travaillant dans les SSN ont été élaborés avec l'appui technique de l'association CESD-

Statisticiens pour le développement. Une douzaine de cadres gabonais ont été formés au traitement des données statistiques avec les logiciels CPro et SPSS.

64. Suite au lancement du processus de l'élaboration de la SNDS 2012-2016 du Congo et à l'adoption, l'équipe (au nombre de trente) chargée de cette élaboration a été formée à la planification stratégique et à la gestion axée sur les résultats. Des cadres du SSN du Burkina Faso (16) ont été formés à l'utilisation du logiciel STATA. Au Mali, AFRISTAT a contribué à l'élaboration d'un programme décennal de développement de la formation professionnelle.

2.3 Appui pour le développement des systèmes d'information pour le suivi et évaluation des OMD

2.3.1 Appui au développement des statistiques sociodémographiques

65. Dans le domaine des statistiques sociodémographiques, à la demande de la Direction générale de la statistique du Gabon, AFRISTAT a établi un diagnostic du processus de production des statistiques dans les secteurs de la santé, de l'éducation et de l'emploi.

66. L'appui apporté au Mali a permis d'exploiter les données de son recensement général de la population et de l'habitat de 2009.

67. Dans le cadre du Groupe de travail sur les genre³, AFRISTAT contribue à l'élaboration d'un manuel de référence pour une meilleure intégration des préoccupations de genre dans les instruments de collecte de données (questionnaires et manuels) en cours de rédaction, notamment ceux de la méthodologie du RGPH.

68. Dans le cadre de l'exploitation des données de l'état civil, AFRISTAT a apporté des appuis au Burkina Faso, à la Côte d'Ivoire, au Niger, au Sénégal et au Togo afin de renforcer leurs systèmes de collecte et d'exploitation des données par la mise à disposition de manuels de codification, de masques de saisie et de plans d'analyse des résultats.

69. Au titre du développement des systèmes d'information sur le marché du travail, les programmes de travail 2010 des composantes nationales et régionale du Projet régional d'amélioration des statistiques du marché du travail et de renforcement de la gestion de l'information sur le marché du travail et des systèmes de suivi de la pauvreté en Afrique financé par l'ACBF ont été adoptés. Des missions de supervision ont eu lieu au Cameroun, au Mali et en Ouganda.

70. Des communications sur l'emploi et le secteur informel ont été présentées lors d'importantes rencontres régionales ou internationales. Il s'agit notamment de la conférence des Ministres de l'emploi et de la formation professionnelle des pays membres de l'UEMOA à Bamako (Mali) en mai 2010 et de la Conférence internationale sur l'emploi et le secteur informels à Hanoï (Vietnam) en mai 2010.

71. Dans le cadre du Groupe de travail sur le secteur informel en Afrique, un plan d'action 2010-2012 a été élaboré et adopté en janvier 2010 lors de la deuxième réunion de STATCOM-Afrique. Une première série de notes techniques sur les évolutions internationales du cadre conceptuel pour la

³ Ce groupe de travail est mis en place par la CEA. AFRISTAT participe aux travaux de ce Groupe.

mesure du secteur informel et de l'emploi informel ont été rédigées et diffusées (français, anglais) aux pays pilotes. Enfin, une première ébauche d'un document intitulé « Méthodologie harmonisée d'enquête sur l'emploi et le secteur informel » a été rédigé. Ce document propose une analyse critique de certaines préoccupations techniques des dispositifs de collecte des données sur le secteur informel les plus souvent utilisés dans les pays africains et définit la structure d'un dispositif minimum commun harmonisé d'enquêtes sur l'emploi et le secteur informel.

72. AFRISTAT a apporté un appui au Cameroun pour l'élaboration de documents méthodologiques (plan de sondage, documents méthodologiques, manuels, plan de communication, chronogramme des activités) pour la réalisation d'une enquête pilote sur la productivité des cheptels et pour former une quinzaine de superviseurs de l'enquête à l'utilisation de ces différents outils.

2.3.2 Appui pour le suivi des conditions de vie des ménages

73. Dans le domaine du suivi des conditions de vie des ménages, AFRISTAT a apporté des appuis :

- au Congo, pour finaliser la méthodologie de la deuxième enquête congolaise auprès des ménages (ECOM) dont la collecte des données interviendra en 2011. L'appui a permis aussi de traiter et d'analyser les données des deux phases de l'enquête sur l'emploi et le secteur informel et de rédiger les rapports dont la validation est prévue au premier trimestre 2011.
- aux INS des Etats membres de l'UEMOA pour mener l'analyse de la pauvreté à partir des données des enquêtes sur les dépenses menées dans le cadre du Projet de rénovation de l'IHPC ;
- à la Mauritanie, pour élaborer un rapport provisoire sur l'analyse de la pauvreté en liaison avec les inégalités et la croissance économique ;
- au Burkina Faso, pour d'une part, traiter et analyser les données de l'enquête intégrale sur les conditions de vie des ménages 2009 (EICVM-2009) et, pour d'autre part, améliorer la méthodologie adoptée pour la détermination du seuil de pauvreté. Les seuils de pauvreté de 2009 ont été estimés sur la base des données de l'EICVM-2009. De même, celui de 2003 a été déterminé à partir des données de l'EBCVM de 2003. Pour la rédaction du profil de pauvreté de 2009, un plan d'analyse a été adopté. En outre, 16 cadres des INS des Etats membres de l'UEMOA ont été formés à l'analyse de la pauvreté et aux techniques d'analyse approfondie des données des enquêtes sur les dépenses et conditions de vie des ménages

2.3.3 Appui pour le renforcement des capacités de production des données statistiques et d'élaboration des synthèses statistiques et économiques

74. Les résultats atteints ont été obtenus dans les domaines des statistiques des prix, des statistiques d'entreprises, des comptes nationaux et du suivi de la conjoncture économique et de la prévision macroéconomique.

2.3.3.1 Indices des prix à la consommation

75. Dans le cadre du projet de rénovation des IHPC des pays membres de l'UEMOA, le dispositif d'élaboration des indices rénovés est opérationnel et a été adopté par règlement pris par le Conseil

des Ministres de l'UEMOA, tenu en mars 2010 à Bissau (Guinée Bissau). Une version provisoire de l'application de production de l'IHPC a été élaborée et est dans sa phase de test.

76. Par ailleurs, des appuis directs ont permis au :

- Cameroun de calculer de nouvelles pondérations pour l'indice national des prix à la consommation ;
- au Centrafrique et au Congo de publier leurs indices de prix de 2009 et du 1er trimestre 2010 et ;
- au Burundi de former une quarantaine d'agents du SSN en statistique des prix.

77. Au titre du PRCS-BAD, les données du PCI des années 2009 et 2010 (des enquêtes principales, des services de santé, d'éducation et de produits pharmaceutiques) transmises par les pays ont été validées.

78. Une partie du financement de ce programme a permis de mettre en place des méthodologies d'élaboration des indices de prix de la production industrielle, des services et du coût de la construction prévue dans le programme de travail 2010 d'AFRISTAT. Les capacités des experts d'AFRISTAT ont été renforcées dans ces domaines avec l'appui de l'INSEE.

79. Dans le cadre de la préparation du round du PCI 2011, la liste des produits et les outils de collecte et de traitement des données ont été actualisés. La liste régionale définitive est arrêtée à 1016 produits. Les outils de collecte (questionnaires, manuel de l'enquêteur et du superviseur, catalogue des produits) ont été transmis aux pays en fin décembre 2010. Le logiciel du PCI 2011 a été développé par la Banque mondiale. Un appui direct a été apporté au Centrafrique pour l'élaboration du cadre d'enquête. Sao Tomé et Príncipe a bénéficié dans ce cadre d'une assistance par échange de fichier électronique.

2.3.3.2 Statistiques d'entreprises

80. La mise en œuvre des règlements sur les statistiques d'entreprises se fait de façon progressive depuis leur adoption en avril 2009. En application des recommandations du Conseil des Ministres, AFRISTAT accompagne ses Etats membres pour améliorer leur dispositif de production des statistiques d'entreprises. Les appuis apportés au cours de l'année 2010 ont permis :

- Au **Bénin**, de mettre en place son répertoire d'entreprises national à des fins statistiques, de définir les procédures de sa gestion. Trois cadres nationaux ont été formés sur le processus de création et de gestion d'un répertoire d'entreprises à des fins statistiques ;
- au **Burkina Faso**, de mettre en place son dispositif de production et de publication de l'indice harmonisé de la production industrielle et d'évaluer le processus de création de son répertoire d'entreprises à des fins statistiques ;
- au **Burundi**, de mettre en place un indice harmonisé provisoire de la production industrielle et un répertoire d'entreprises national à des fins statistiques et de former 17 cadres nationaux ;

- au **Cameroun**, de finaliser les travaux de mise en place d'un répertoire d'entreprises national à des fins statistiques et de former 21 cadres nationaux sur le processus de gestion du répertoire ;
- Au **Congo**, de former 9 cadres nationaux sur le processus de création et de gestion d'un répertoire d'entreprises national à des fins statistiques et de définir le champ, les variables ainsi que les procédures de gestion du répertoire à mettre en place et d'élaborer un projet de document méthodologique du recensement général des entreprises ;
- Au **Gabon**, d'évaluer le répertoire existant en conformité avec les normes prescrites par le Règlement, de revoir le champ, les variables et les sources ainsi que les procédures de gestion de ce répertoire et de former 9 cadres nationaux au processus de création et de gestion d'un répertoire d'entreprises à des fins statistiques ;
- En **Guinée**, de finaliser le processus de mise en place de l'indice harmonisé de la production industrielle, de calculer les indices définitifs de 2006, 2007, 2008 et 2009, de mettre en place un répertoire d'entreprises national à des fins statistiques et de former 14 cadres nationaux ;
- au **Togo**, de mettre en place son répertoire d'entreprises national à des fins statistiques ;

81. En outre, AFRISTAT a contribué à l'organisation et à l'animation, du 29 juin 7 juillet 2010 à Libourne, du séminaire dont le thème a porté sur l'état d'avancement des travaux concernant la mise en place d'un répertoire d'entreprises national et le calcul d'un indice harmonisé de la production industrielle.

2.3.3.3 Conjoncture et prévision économiques

82. Deux séminaires régionaux de conjoncture et de prévision regroupant une cinquantaine de participants des Etats membres ont été organisés sur le thème «La crise économique et financière mondiale : premier bilan dans les Etats et perspectives de sortie de crise». Ces rencontres ont permis aux participants de renforcer leurs compétences pour mieux apprécier les déterminants du niveau des agrégats macroéconomiques des années 2009 et 2010 et les analyses de la conjoncture économique faites au début 2010 dans chaque pays, pour en déduire les grandes tendances qui devraient orienter leurs économies en 2010 puis en 2011.

83. Les appuis apportés aux Etats membre dans ces domaines ont permis :

- au **Mali**, d'interpoler ces comptes nationaux à l'aide du modèle TABLO pour reconstituer la série de comptes économiques 1999-2004 et de disposer ainsi d'une série longue de comptes nationaux ;
- à la **RCA**, de disposer un modèle de prévision à court terme TABLO-RCA avec un manuel d'utilisation, de réaliser les projections macroéconomiques pour les années 2007 à 2011, de mettre au point une enquête d'opinions auprès des opérateurs économiques de Centrafrique et de renforcer les capacités des cadres de l'ICASEES en matière de gestion et d'interprétation des résultats de ladite enquête.

- au **Burundi**, en application de la convention signée entre AFRISTAT et la BAD, de réaliser un état de lieu de l'existant en matière de données économiques et des publications et de mettre en place des bases de données conjoncturelles.

2.3.3.4 Comptes nationaux

84. Pour renforcer les dispositifs de suivi des économies d'Afrique subsaharienne, AFRISTAT a entrepris, dans le cadre du PRCS-BAD en partenariat avec l'INSEE, la BAD et Eurostat, la mise en place d'une méthodologie d'élaboration des comptes nationaux trimestriels. Un atelier de lancement des travaux s'est tenu à Douala (Cameroun) pour définir les conditions institutionnelles, organisationnelles et techniques de production des comptes nationaux trimestriels, discuter et valider le contenu du cadre méthodologique. Ce cadre a été validé au cours du séminaire de comptabilité de septembre 2010 et approuvé par le Comité de direction après avis du Conseil scientifique. Cette approbation est assortie de recommandations visant l'amélioration et l'opérationnalisation de la méthodologie.

85. Le séminaire de comptabilité nationale de 2010 s'est tenu avec pour thème central « analyse des résultats des comptes nationaux ». Les résultats ci-après ont été atteints :

- des notes d'analyse économiques ont été rédigées ;
- certains changements du SCN2008 et leurs conséquences sur les comptes des sociétés financières ont été portés à la connaissance des participants ;
- les capacités techniques rédactionnelles des participants ont été renforcées et ;
- le projet de manuel méthodologique d'élaboration des comptes nationaux trimestriels (CNT) a été validé.

86. AFRISTAT a apporté des appuis :

- au **Bénin**, au **Burkina Faso**, au **Burundi**, au **Mali**, au **Niger** et au **Togo** pour l'élaboration de leurs comptes nationaux de 2006, 2007 et de 2008 ;
- à la **Côte d'Ivoire** pour la publication des comptes de 2007 et pour l'élaboration d'une note de synthèse des comptes provisoires 2008.

87. Ces appuis ont été financés par la Commission de l'UEMOA et AFRISTAT.

88. Par ailleurs, l'appui à Sao **Tomé et Príncipe**, dans le cadre d'une convention entre l'INE et AFRISTAT a permis de démarrer les travaux d'élaboration de la nouvelle année de base des comptes. Les nomenclatures nécessaires à l'élaboration des comptes nationaux ont été élaborées.

89. En plus du manuel de comptes nationaux trimestriels, d'autres résultats ont été atteints à l'aide des financements PRCS-BAD.

90. Il s'agit notamment du guide méthodologique de validation des données de décomposition du PIB, de la matrice sous régionale AFRISTAT de décompositions du PIB pour l'année 2009, de la matrice de décomposition du PIB 2009 des pays africains et d'une synthèse méthodologique de collecte des données des infrastructures. Une méthodologie d'estimation des activités illicites (vente

de stupéfiants et des activités de prostitution) a été élaborée avec application sur l'économie camerounaise. Des appuis techniques ont été apportés au Tchad et à Sao Tomé et Príncipe pour renforcer les capacités techniques des comptables nationaux en méthodes de décomposition du PIB.

91. Les travaux de révision des nomenclatures d'activités des Etats membres d'AFRISTAT (NAEMA) et de produits (NOPEMA) en vue de leur conformité aux dernières révisions de nomenclatures internationales, ont permis de disposer des versions provisoires et d'un document des notes explicatives. Ces documents seront soumis à la validation et à l'adoption par les instances d'AFRISTAT au cours des prochains mois.

2.3.4 Appui pour le renforcement des capacités de diffusion statistique

92. Dans le domaine de la diffusion statistique, des cadres de la Direction Générale des Statistiques du Gabon et de l'Institut national de la statistique du Niger ont été formés aux principes de fonctionnement de la base de données 2gLDB et à l'utilisation des outils de consultation et de publication automatique au cours du premier semestre de juin 2010.

93. En Guinée Bissau, au Mali et au Niger, la base de données StatBase a été installée et treize cadres ont été formés pour les trois instituts nationaux de la statistique.

94. Un Etat des lieux en système d'information géographique a été réalisé en Gambie et au Liberia.

2.3.5 Recherche appliquée

95. Les résultats atteints dans le domaine de la recherche appliquée sont relatifs à la recherche méthodologique, à la réalisation d'études pour valoriser les données d'enquêtes auprès des ménages et à la présentation d'articles lors des rencontres scientifiques.

96. Au titre de la recherche méthodologique, la mise en œuvre du projet pilote d'évaluation des dépenses de recherche & développement (R&D) pour la santé dans les pays au Burkina Faso, au Cameroun et au Mali a permis d'adopter une **méthodologie de mesure des dépenses de R&D pour la santé (questionnaires, manuels et divers autres outils méthodologiques) et une stratégie d'identification des principaux acteurs dans le domaine**. En outre, une base de données sur les acteurs de la R&D pour la santé dans ces pays a été constituée.

97. Pour ce qui est de la valorisation des données d'enquêtes auprès des ménages à travers la réalisation d'études, les activités du projet MIGMAC et de celles de l'étude sur les barrières à la formalisation des entreprises du secteur informel des réflexions ont été menées. Pour le projet MIGMAC mené conjointement avec le CEPED, la collecte des bases de données et l'archivage des fiches d'éligibilité des EDM 2008 ont été réalisées. Des pistes de réflexion en matière de catégorisation de la structure des ménages ont été explorées ainsi qu'une première élaboration de profils des dépenses. Concernant la recherche sur le secteur informel en Afrique, piloté par l'ISS (Institute of Social Studies) basé à la Haye aux Pays Bas, un article sur les barrières à la formalisation des entreprises du secteur informel dans les pays de l'UEMOA a été rédigé et présenté à la deuxième réunion du groupe de travail du Consortium organisée à Paris en novembre 2010.

3. APPUIS DIRECTS AUX SYSTEMES STATISTIQUES NATIONAUX

98. Les appuis apportés aux SSN des Etats membres et non membres, aux écoles de formation et aux institutions d'intégration sous régionales ont été réalisés principalement dans les domaines du sous-programme « consolidation des acquis résultant de la mise en œuvre des programmes de travail antérieurs » du Programme stratégique de travail 2011-2015. Cependant, en ce qui concerne les domaines des autres sous-programmes, des réflexions ont été menées pour doter les pays de méthodologies.

99. Les domaines concernés sont le renforcement des capacités institutionnelles, le développement des systèmes d'information pour la conception, la mise en œuvre et le suivi et évaluation des stratégies de réduction de la pauvreté ainsi que des OMD, le développement des statistiques et des synthèses économiques et le renforcement des capacités de diffusion. Des actions dans le domaine de la recherche ont été aussi menées en interne ou en partenariat

3.1 Consolidation des acquis de l'action d'AFRISTAT

100. Les appuis ont été apportés dans les domaines du renforcement des capacités institutionnelles, du développement des systèmes d'information pour la conception, la mise en œuvre et le suivi et évaluation des stratégies de réduction de la pauvreté ainsi que des OMD, du développement des statistiques et des synthèses économiques et du renforcement des capacités de diffusion.

3.1.1 Renforcement des capacités institutionnelles des Etats membres, des écoles et des institutions d'intégration sous-régionale

101. Conformément au Plan d'action 2010-2011, l'objectif global est d'apporter un soutien et une assistance technique aux systèmes statistiques nationaux en matière d'organisation institutionnelle, d'élaboration de stratégies de développement de la statistique et de formation. En 2010 outre les appuis directs, il était prévu la réalisation d'un séminaire de formation en management et leadership institutionnel pour les responsables des SSN et dix (10) missions d'enseignement auprès des écoles de formation statistique. Le séminaire n'a pu être organisé mais quelques missions d'enseignement l'ont été à la demande des écoles. Les autres appuis apportés aux SSN ont consisté en l'examen de textes organiques et au soutien pour l'élaboration des SNDS.

3.1.1.1 Appui à l'organisation, à la coordination, au management et au pilotage de SSN

102. Dans le cadre du projet de réorganisation de son système statistique, le Togo a élaboré un projet de loi et des textes d'application portant notamment sur la création d'un conseil national de la statistique et la transformation de la Direction générale de la statistique et de la comptabilité nationale en un établissement public dont la dénomination proposée est Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques (INSEED). AFRISTAT a examiné ces textes et formulé des observations en vue de leur finalisation. Le Gouvernement du Togo a soumis, depuis le 15 décembre 2010, le projet de loi statistique à l'Assemblée nationale pour adoption.

103. Faisant suite à la résolution du Comité de direction d'inviter AFRISTAT à participer aux réunions des organes de coordination des Etats membres, l'Observatoire a pris part à la réunion du Conseil national de la statistique du Burkina Faso consacrée à l'adoption de son Schéma directeur 2010-2015. La participation à cette réunion a permis de s'informer des problèmes auxquels est confronté le système statistique national dans le processus d'élaboration de son programme de développement statistique et d'apporter des conseils nécessaires.

104. Les systèmes statistiques nationaux du Bénin et du Congo ont fait l'objet d'examen par les pairs. Ils ont été, respectivement, examinés par le Congo et le Burundi, et le Bénin et la RDC avec l'assistance technique et financière de PARIS21 et AFRISTAT. Les résultats de ces examens sont consignés dans des rapports qui, d'une part, relèvent les forces, les faiblesses, les menaces et les opportunités des SSN des pays évalués et, d'autre part, comportent des recommandations visant l'amélioration de la gouvernance des SSN afin de renforcer leurs capacités à produire et à mettre à la disposition des utilisateurs les statistiques nécessaires à une meilleure prise de décisions.

3.1.1.2 Coordination et suivi des appuis de PTF/reporting

105. La coordination et le suivi des appuis des partenaires techniques et financiers se font à travers des enquêtes institutionnelle et structurelle auprès des SSN. Ces enquêtes auparavant annuelles sont désormais biennuelles. En 2010, l'édition 2007/2008 a été lancée ; les données sont en cours de traitement. L'enquête institutionnelle inclut les données sur les appuis des partenaires techniques et financiers.

3.1.1.3 Appui à l'élaboration et la mise en œuvre des SNDS et d'autres programmes de développement statistique

106. Concernant l'élaboration ou la révision des SNDS, AFRISTAT a apporté des appuis :

- à l'Union des Comores pour l'actualisation de sa SNDS : les observations d'AFRISTAT sur la SNDS actualisée ont été transmises à la Direction nationale de la statistique ;
- à Sao Tomé et Principe, dans le cadre d'une mission conjointe PARIS21 et Banque mondiale, pour définir une feuille de route en vue de la révision et de la mise en œuvre de la SNDS ;
- à la Mauritanie, dans le cadre d'une mission conjointe avec PARIS21, pour actualiser le plan d'action de la SNDS 2007-2012 ;
- au Mali, par sa participation à la revue du SDS qui s'est tenue les 10 et 11 mai 2010 et le 14 mai 2010. Dans le cadre des activités du Groupe statistique, AFRISTAT a contribué à la préparation de la participation des PTF à cette revue ainsi qu'à la rédaction de la note sur les appréciations du Groupe sur la revue 2010 du SDS ;
- au Congo, par (i) la participation au lancement du processus d'élaboration de la SNDS 2012-2016 du Congo et de l'adoption de la feuille de route pour son élaboration ; (ii) la formation des acteurs (une trentaine) impliqués dans le processus d'élaboration de la SNDS en planification stratégique et gestion axée sur les résultats ; (iii) la contribution à l'organisation des travaux de la phase du diagnostic du SSN du Congo qui seront menés au sein des comités sectoriels appuyés par des consultants nationaux.

107. Enfin, dans le cadre du renforcement des capacités des Etats pour le suivi et évaluation de la mise en œuvre des SNDS, AFRISTAT a entrepris l'élaboration d'un guide. La version provisoire de guide est en cours de validation.

3.1.1.4 Appui à la formation initiale et continue

108. En matière de formation, AFRISTAT a poursuivi son partenariat avec les écoles de statistique à travers l'animation de sessions de formation et la rédaction de manuels ou de guides. Il assure le suivi de la mise en œuvre du projet d'appui au renforcement des capacités des écoles de statistique financé par la Banque mondiale.

Participation aux activités institutionnelles des écoles

109. AFRISTAT a pris part aux travaux de la vingt-troisième conférence des directeurs des écoles africaines de statistique (CODESA) et a présenté une communication dont le thème est « Recrutement et rétention des cadres supérieurs au sein du système statistique national ».

Animation des cours et séminaires

110. Au titre de la formation initiale, les experts d'AFRISTAT ont effectué trois missions d'enseignement auprès de l'ISSEA. La première mission a porté sur la «Gestion d'un système statistique national. Quelques repères pour une bonne insertion des jeunes diplômés des écoles de formation statistique d'Abidjan, de Dakar et de Yaoundé dans la vie professionnelle». La deuxième mission a concerné les outils de la planification stratégique et de la gestion axée sur les résultats. La troisième était relative au développement des systèmes d'information pour le suivi des DSRP et des OMD.

111. S'agissant de la formation continue, AFRISTAT a animé un atelier de formation sur le traitement des données au profit des cadres gabonais. Cet atelier a été financé dans le cadre du Projet de renforcement des capacités statistiques mis en place par la Banque mondiale. La formation a concerné plus d'une douzaine de participants provenant de la Direction générale des statistiques ainsi que d'autres services statistiques sectoriels.

Appui au renforcement des moyens d'intervention des écoles

112. Le projet d'appui au renforcement des capacités des écoles de statistique d'un montant de 228.955 USD financé sur le Trust Fund n°092112 a fait l'objet d'une convention signée entre la Banque mondiale et AFRISTAT. Il couvre la production de modules de formations spécifiques, le perfectionnement des agents des INS, la formation des formateurs, l'acquisition de nouveaux matériels informatiques destinés à la formation, de matériels didactiques et des livres pour les bibliothèques des écoles de statistique. Des missions de supervision auprès de chacune des écoles, à savoir, l'ISSEA à Yaoundé, l'ENSEA à Abidjan et l'ENSAE à Dakar ont permis de faire le point sur l'état d'avancement des activités du projet, d'examiner les difficultés qui ont entravé sa bonne exécution et de dégager des solutions pour une bonne poursuite en vue d'atteindre les objectifs fixés. Il convient de mentionner qu'à la demande d'AFRISTAT et en rapport avec les écoles, la Banque mondiale a procédé à la prolongation de la fin du projet jusqu'au 31 décembre 2010 au lieu de 30 juin 2010. Le projet étant arrivé à terme fait l'objet d'audit financier.

Développement de modules et de manuels de formation

113. AFRISTAT et l'association CESD-Statisticiens pour le développement ont lancé les activités d'élaboration de modules de formation à la statistique à l'attention des agents non-statisticiens travaillant dans les services statistiques. A cet effet, des termes de référence ont été élaborés pour le recrutement des consultants devant rédiger les modules de formation. Le financement de l'élaboration de ces modules sera assuré par le Fonds ADETEF/CESD.

3.1.1.5 Autres activités de renforcement institutionnel

114. Au cours de la période sous revue, AFRISTAT a pris activement part à des réunions internationales traitant de questions statistiques et de sujets connexes.

115. AFRISTAT a pris part du 18 au 22 janvier 2010 à la 2^{ème} session de la Commission statistique pour l'Afrique (ComStat-Afrique II) et à la 4^{ème} édition du Forum pour le développement de la statistique en Afrique (FASDEV). Au cours de ces sessions, il a présidé les travaux du Groupe de travail sur le secteur informel en Afrique, rapporté les travaux du Groupe africain sur la comptabilité nationale groupe sur la comptabilité nationale et pris part aux travaux du groupe sur les statistiques selon le genre.

- Lors des travaux du groupe de travail sur le secteur informel, deux communications ont été présentées. L'une a porté sur le projet de plan d'action pour l'amélioration et le suivi des statistiques du secteur informel en Afrique sur la période 2010-2012 et l'autre, sur les termes de référence du groupe sur la même période. Au terme des travaux, le plan d'action et les termes de référence ont été adoptés. Le bureau du groupe de travail a été formellement constitué avec neuf membres, dont AFRISTAT assure la présidence.
- Les travaux du Groupe africain sur la comptabilité nationale (AGNA) ont porté sur l'amélioration et le formatage du document de la stratégie africaine pour la mise en œuvre du SCN 2008 et sur l'actualisation des termes de référence de l'AGNA et des institutions panafricaines et régionales chargées du suivi et de la mise en œuvre de ladite stratégie. Les échanges ont porté sur le processus de mise en œuvre de la stratégie dans les pays et son articulation avec le Cadre stratégique régional de référence pour le renforcement des capacités statistiques (CSRR) au niveau continental et avec les SNDS au niveau des Etats. L'utilisation d'outils communs et flexibles pour l'élaboration des comptes nationaux dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie a également été au centre des discussions.
- Le Groupe de travail sur les statistiques selon le genre a passé en revue les activités et a défini ses objectifs. Il a également passé en revue les activités programmées dans ce domaine par les différents partenaires techniques et financiers⁴ prenant part aux travaux de ce groupe. Les activités à mettre en œuvre au cours de la période 2010-2012 ont été définies. Il s'agit, notamment, de l'élaboration d'un manuel et d'une boîte à outils sur les statistiques du genre.

116. AFRISTAT a participé à la 41^{ème} session de la Commission statistique des Nations unies. Les principales questions retenues par le groupe des pays africains ont été : (i) le cadre national

⁴ CEA, BAD, InWent et AFRISTAT

d'évaluation de la qualité, (ii) la stratégie pour le développement des statistiques agricoles, (iii) la révision du système de comptabilité nationale 2008, (iv) le programme de comparaison internationale, (v) la journée mondiale de la statistique, (vi) le système d'information géographique, (vii) l'inventaire des normes et standards internationaux en matière statistique, (viii) les indicateurs de développement, (ix) les recensements généraux de la population et de l'habitat. En marge aux travaux de la session,

117. AFRISTAT a participé à plusieurs réunions parallèles d'intérêt pour la statistique africaine.

118. AFRISTAT a participé à une réunion organisée en mars 2010 par la BCEAO sur le renforcement de la collaboration entre cette institution et les instituts nationaux de statistique de ses Etats membres. Suite aux réformes institutionnelles de l'UMOA et de la BCEAO, le principal objectif assigné à la politique monétaire a été la stabilité des prix. Pour assurer cette mission en toute transparence, la disponibilité d'information statistique fiable et à jour est une nécessité. Cette rencontre avait pour objectif d'évaluer la satisfaction de la demande des données statistiques des banques centrales face à l'offre des systèmes nationaux de statistique et de proposer un mécanisme de partage des tâches entre les acteurs en vue de l'améliorer. Au cours de la réunion AFRISTAT a présenté une communication dont le thème est « Besoin d'information statistique et fiabilisation des dispositifs de production de données, notamment de conjoncture dans les pays de l'UEMOA ».

119. Le 6^{ème} Symposium pour le développement de la statistique en Afrique s'est tenu au Caire (Egypte) du 30 octobre au 3 novembre 2010. D'importantes recommandations relatives à l'évaluation des recensements généraux de la population et de l'habitat (RGPH) et à l'implication des centres de formation statistique et démographique dans l'appui technique aux pays réalisant les RGPH ont été adoptées. Par ailleurs, les pays se sont engagés à accorder une attention particulière à la construction d'un système d'état-civil efficient et performant.

120. Toujours au Caire, le Comité de gouvernance du PCI-Afrique 2011 a tenu sa première réunion. Il est ressorti des conclusions de cette rencontre que les activités de collecte de données du PCI-Afrique dont le but ultime retenu est l'analyse de la pauvreté, devront démarrer en 2011. Les chercheurs et les universitaires devront être associés et des moyens mis à disposition des centres de formation statistique pour l'élaboration et la divulgation des méthodologies harmonisées d'utilisation des données du PCI.

121. En marge à ces deux rencontres, AFRISTAT a pris part à la réunion du Comité africain de coordination de la statistique et à celle du Groupe africain sur la formation statistique et les ressources humaines.

122. Dans le cadre de la collaboration avec l'UNESCO à travers son bureau régional de Dakar (BREDA), AFRISTAT a participé à l'atelier de revue technique et méthodologique des outils d'évaluation de la qualité des données de l'éducation qui s'est tenu du 6 au 10 décembre 2010 à Cape Town (Afrique du sud). Cet atelier a réuni une vingtaine de participants venant de l'Institut de statistique de l'Unesco, des bureaux régionaux de l'Unesco, des instituts nationaux de la statistique de certains pays et de quelques organisations internationales partenaires. Les travaux ont été animés par les experts de l'UNESCO et des consultants internationaux.

3.1.2 Appui pour le développement des systèmes d'information pour la conception, la mise en œuvre et le suivi et évaluation des stratégies de réduction de la pauvreté ainsi que les objectifs du millénaire pour le développement

123. Conformément au Plan d'action 2010-211, les activités de ce volet ont été centrées sur le renforcement des capacités des SSN dans les domaines des statistiques sociodémographiques et du développement rural, du développement de systèmes d'information pour le suivi et évaluation des politiques et programmes de développement (DSRP, des OMD) et des politiques sectorielles. En particulier, en 2010 il était prévu l'organisation de missions de collecte des méthodologies de recensement dans quatre (4) pays, de poursuivre les réflexions sur les recensements généraux de la population dans les pays de l'UEMOA, de mettre en œuvre les activités du projet d'amélioration du système d'information sur le marché du travail financés par ACBF, de renforcer les capacités en statistiques sociales et de la pauvreté et conciliation des indicateurs sur la pauvreté et d'élaborer un profil de pauvreté en Guinée-Bissau.

3.1.2.1 Amélioration des statistiques sociodémographiques

124. Concernant l'appui aux SSN pour la réalisation de la série des RGPH 2010, les missions de collecte des méthodologies de recensement dans quatre (4) pays n'ont pas pu être réalisées. Cependant, les réflexions sur la réalisation d'un recensement général de la population et de l'habitation simultané et harmonisé se sont poursuivies et ont abouti à la rédaction de termes de référence pour l'élaboration d'un cadre institutionnel. Un projet de guide pratique pour l'évaluation de la qualité des données de recensements généraux de population et de l'habitat, notamment, celles relatives à la structure de la population par sexe et par âge, à la fécondité et à la mortalité a été rédigé. Pour contribuer davantage à la réflexion sur les questions de populations, AFRISTAT a pris part à la réunion régionale des experts pour la validation des outils et approches d'intégration des questions de population dans les cadres nationaux et régionaux de développement et dans les stratégies de réduction de la pauvreté organisée par le Bureau Sous-Régional de l'UNFPA basé à Dakar (SRO/Dakar). Cette rencontre a permis de mettre en place un cadre de concertation et de partage d'expériences entre experts, d'une part, et d'apporter les contributions nécessaires en vue d'améliorer les outils disponibles pour les adapter au besoin de formation des universités et instituts, d'autre part.

125. Pour l'exploitation des données du RGPH de 2009 du **Mali**, un appui technique a été apporté au Bureau Central du Recensement (BCR) pour l'évaluation du système de traitement, notamment des besoins en personnel de traitement de données et de la stratégie de traitement informatique.

126. Dans le cadre de l'exploitation des données de l'état civil, des appuis directs ont été apportés au **Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, au Niger, au Sénégal et au Togo**. Ces appuis ont contribué au renforcement des systèmes de collecte et d'exploitation des données, à l'élaboration des manuels de codification, de masques de saisie et de plans d'analyse des résultats. En outre, une stratégie de collecte des données a été proposée aux INS afin de consolider et d'améliorer la couverture et la significativité des indicateurs produits.

127. Au **Burkina Faso**, AFRISTAT a apporté un appui à l'INSD dans le renforcement du système de collecte et d'exploitation des données de l'état civil. Cet appui a permis d'atteindre les résultats

suivants : (i) les fiches de collecte (naissance, décès mariage) ont été amendées et finalisées ; (ii) le rapport de l'analyse des données de l'état civil pour la phase pilote (2005-2007) a été amendé et (iii) les partenaires des ministères en charge des questions d'état civil (Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation, Ministère de l'Economie et des Finances) ont été sensibilisés à l'importance des relations de coordination.

128. Au **Niger**, AFRISTAT a poursuivi ses activités d'appui dans le domaine de l'exploitation des données d'état civil (appuis directs et indirects). Des résultats importants ont été atteints et de nombreuses recommandations ont été faites en vue de permettre à l'INS de disposer des éléments nécessaires à la finalisation de cette activité et la diffusion des résultats.

129. Au **Sénégal**, un appui a été apporté à l'Agence nationale de la statistique et de la démographie (ANSD) pour la validation des questionnaires, l'exploitation pilote des données de l'état civil dans les régions de Dakar, Diourbel et de Tambacounda, la formation des agents de l'état civil pour la collecte des données, la validation du masque de saisie et l'élaboration du plan d'analyse.

130. Au **Togo**, les activités initiées en 2009 se sont poursuivies. Certains documents méthodologiques, en l'occurrence le manuel de codification du Togo, ont été amendés.

131. En **Côte d'Ivoire**, dans le cadre de la revue du dispositif d'établissement des statistiques d'état civil, AFRISTAT a appuyé l'INS pour l'examen du cadre institutionnel d'exploitation des faits d'état civil, l'évaluation de la méthodologie de collecte, de traitement et d'analyse des données.

132. Au plan régional, AFRISTAT a pris part à la première conférence des Ministres africains chargés de l'enregistrement des faits d'état civil tenue à Addis-Abeba. Organisée par la CEA, elle avait pour thème central «Vers une amélioration des systèmes d'information des faits d'état civil en vue d'une administration publique et d'une production de statistiques efficaces pour le développement national et le suivi des OMD en Afrique». Elle avait pour objectif principal de faire le plaidoyer pour susciter l'engagement politique des pouvoirs publics, des services d'état civil et des services nationaux de statistique en faveur de l'amélioration des systèmes d'enregistrement des faits d'état civil et des statistiques de l'état civil en Afrique. Il est ressorti de cette conférence la nécessité d'un partenariat régional renforcé pour améliorer les systèmes d'enregistrement des faits d'état civil et de statistiques de l'état civil en Afrique.

133. Dans le cadre des travaux du groupe africain sur les statistiques selon le genre, AFRISTAT contribue à l'élaboration d'un manuel de référence pour une meilleure intégration des préoccupations de genre dans les instruments de collecte de données (questionnaires et manuels). Cette contribution a consisté à la relecture de la méthodologie du RGPH pour une proposition d'une meilleure prise en compte du genre dans cette opération.

3.1.2.2 Appui à l'amélioration des systèmes d'information de suivi des stratégies sectorielles (emploi, éducation, santé, développement rural)

Appui au développement des statistiques sectorielles (éducation, santé et développement rural)

134. Dans les domaines des statistiques sectorielles sociales, des outils techniques ont été développés et des appuis directs ont été apportés aux Etats membres pour mieux prendre compte les stratégies sectorielles dans les SNDS.

135. Ainsi, dans le cadre de la mise en œuvre du PRCS-BAD, une étude portant sur l'élaboration d'un manuel de formation en statistiques sociales a été menée.

136. La rédaction du manuel vise à contribuer à l'harmonisation des méthodologies et au renforcement des capacités des INS et des autres structures spécialisées dans la production des données sectorielles. Une version du manuel est en cours de validation. La version finale sera disponible au premier semestre 2011 et servira de base pour l'organisation d'un atelier de formation de formateurs dans le domaine des statistiques de la santé, de l'éducation et de l'habitat, à l'intention des cadres des administrations et institutions centrales.

137. Au Gabon, un appui technique a été apporté pour réaliser le diagnostic de son processus de production des statistiques dans les secteurs de la santé, de l'éducation et de l'emploi. En outre, AFRISTAT a apporté un appui au Ministère chargé de l'agriculture pour la mise à jour du cadre de renforcement et de développement des capacités statistiques agricoles que le gouvernement a élaboré dans le cadre de la préparation de sa SNDS. Cette activité a contribué à : (i) l'actualisation du diagnostic du système de statistiques agricoles avec la prise en compte de nouvelles demandes en matière de suivi et évaluation de la Politique agricole, de sécurité alimentaire et de croissance (PASAC) du Gabon ; (ii) la rédaction d'un programme minimum à court terme intégrant les actions de relance de la production des statistiques agricoles et la résolution des contraintes institutionnelles et organisationnelles ; (iii) la proposition d'un programme à moyen et long terme comprenant des investissements nécessaires à la mise en place d'un système de statistiques agricoles complet ; (iv) la proposition d'un chronogramme et d'un budget pour les actions proposées.

138. Enfin, AFRISTAT a apporté un appui au Cameroun pour la préparation d'une enquête pilote sur la productivité des cheptels. Cet appui a permis la finalisation des outils et de la méthodologie de l'enquête et l'organisation de la collecte (plan de sondage, documents méthodologiques, manuels, plan de communication, chronogramme des activités).

Amélioration des systèmes d'information sur le marché du travail

139. Seul ou en partenariat, AFRISTAT a mené des activités pour l'amélioration des systèmes d'information sur le marché du travail et le secteur informel.

140. La mise en œuvre du Projet régional d'amélioration des statistiques du marché du travail et de renforcement de la gestion de l'information sur le marché du travail et des systèmes de suivi de la pauvreté en Afrique financé par l'ACBF5 s'est poursuivie. Dans ce cadre, les activités prévues pour

⁵ Les pays bénéficiaires sont : Cameroun, Mali, Nigéria, Ouganda et Zambie

l'entrée en vigueur de l'accord de don pour la deuxième phase ont été réalisées. La première réunion du Comité régional de pilotage du projet (CRPP) a eu lieu en mars 2010 et a adopté le programme d'activité pour l'année 2010 ainsi que le budget correspondant et le règlement intérieur du CRPP. En marge de cette réunion, une formation des responsables techniques des unités nationales du projet aux procédures de l'ACBF a également eu lieu. Pour le suivi des activités du projet, des supervisions techniques ont été réalisées auprès des unités nationales du Mali, de l'Ouganda et du Cameroun.

141. Dans le cadre d'un consortium dirigé par le Centre International de Formation de l'Organisation Internationale du Travail à Turin (CIF-OIT), AFRISTAT participe à la mise en œuvre d'un projet de renforcement des capacités pour la production et l'analyse des indicateurs du travail décent (RECAP). Le Champ du programme couvre l'Amérique latine et l'Afrique de l'Ouest dont le Bénin, le Burkina Faso, le Mali et le Sénégal. Ce projet du CIF-OIT, financé par l'Union Européenne et piloté par le CIF-OIT pour une durée de 3 ans, vise l'amélioration des Systèmes d'information sur le marché du travail (SIMT) pour le suivi des progrès en matière de travail décent. Les principales activités du projet sont : (i) élaboration des revues techniques et institutionnelles des SIMT, (ii) examen des rapports des revues et échange des bonnes pratiques, (iii) formations interrégionales et nationales en matière de collecte et d'analyse de données sur le travail décent et (iv) conduite d'enquêtes améliorées sur la main d'œuvre dans le cadre de dispositifs existants et pérennes. AFRISTAT a participé au lancement des travaux de ce projet en juin 2010 et est désigné pour appuyer les quatre pays d'Afrique de l'Ouest dans sa mise en œuvre. A cet effet, un contrat a été signé entre le CIF-OIT et AFRISTAT.

142. Dans le domaine des statistiques du secteur informel et de l'emploi, AFRISTAT est le chef de file du Groupe de travail sur le secteur informel en Afrique (GSIA)⁶ et fait partie d'un consortium sur la recherche sur le secteur informel en Afrique.

143. Le GSIA dont le Secrétariat est conjointement assuré par le CAS/CEA, dispose d'un Plan d'action sur le secteur informel en Afrique (PASIA) qui est un programme de travail sur la période 2010-2012. Le PASIA a été élaboré par AFRISTAT et adopté par StatCom-Africa en janvier 2010. Dans le cadre de la mise en œuvre de ce Plan quelques activités ont pu être menées. Ainsi :

- des notes techniques sur le cadre conceptuel du secteur informel et de l'emploi informel (en anglais et français) à partir du manuel du Delhi Group sur les enquêtes sur le secteur informel et les emplois informels ont été élaborées et diffusées ;
- des appuis conseils ont été apportés au Burkina Faso, au Cameroun, au Cap Vert et à Madagascar pour la réalisation de leurs enquêtes sur l'emploi et le secteur informel 2010 ; l'élaboration d'une méthodologie harmonisée d'enquête sur l'emploi et le secteur informel dont le document provisoire sera disponible au premier semestre 2011 a été lancée. Cette méthodologie consistera en une analyse critique de des dispositifs de collecte des données sur le secteur informel les plus utilisés dans les pays africains et de proposer la structure d'un dispositif minimum commun harmonisé d'enquête sur l'emploi et le secteur informel ;

⁶ Il comprend les institutions et pays suivants : CEA, AFRISTAT, DIAL, Cameroun, Ethiopie, Madagascar, Maroc, République démocratique du Congo et Sénégal.

- un document de projet interrégional sur le développement des comptes du secteur informel élaboré par la CEA a été examiné les parties prenantes (AFRISTAT et les commissions des Nations unies d'Afrique (CEA), d'Asie (Eclac, Escwa) et d'Amérique latine (Eclac) CEA en novembre 2010.

144. Le consortium sur la recherche sur le secteur informel en Afrique, piloté par l'ISS (Institute of Social Studies) basé à la Haye aux Pays Bas, a pour objet l'étude des contraintes institutionnelles, économiques et sociales du secteur informel en Afrique. AFRISTAT est chargé, sur la base d'un contrat, de rédiger un article sur les barrières à la formalisation des entreprises du secteur informel dans les pays de l'UEMOA. Une première version de l'article a été présentée à l'atelier organisé par le consortium à Paris en novembre 2010. L'article sera finalisé au cours du premier trimestre 2011 sur la base des observations de l'atelier.

145. Des appuis ont été apportés au Mali plusieurs domaines de l'emploi et de la formation professionnelle. Ainsi, pour la préparation et la réalisation de la conférence des Ministres en charge de l'emploi et de la formation professionnelle de l'espace UEMOA, AFRISTAT a appuyé le Comité d'organisation. Tenue en en avril 2010 à Bamako au Mali, la conférence avait pour objectif de mettre en place un système régional d'information sur l'emploi et la formation professionnelle. Au cours de cette conférence, AFRISTAT a présenté une communication sur le rôle de la statistique et le système d'information sur le marché du travail. La Conférence a mis en place un cadre de concertation des ministres en charge de l'emploi et de la formation professionnelle et a créé un observatoire sous régional. Elle a recommandé aux pays d'instituer un système d'enquête nationale annuelle sur l'emploi auprès des ménages et une enquête nationale périodique sur l'emploi et les besoins de formation des unités de production.

146. Pour l'élaboration de son dictionnaire opérationnel des métiers et des emplois (DOME), AFRISTAT a apporté son appui au Mali pour la définition du contenu d'une base de données sur l'emploi et la formation professionnelle et pour l'élaboration et la validation du rapport d'analyse situationnelle du marché du travail de 2009.

147. Enfin, des appuis conseils ont été apportés au Mali pour la réalisation des études sur plusieurs thématiques visant le développement de la formation professionnelle. Dans le cadre de l'élaboration du Programme décennal de développement de la formation professionnelle pour l'emploi, le Ministère de l'emploi et de la formation professionnelle a entrepris une série d'études. Ces études portent sur les thèmes suivants :

- les filières de formation professionnelle et technique en relation avec les secteurs de développement économique du Mali ;
- les emplois du secteur informel et les revenus qui s'y attachent ;
- l'évaluation des dispositifs de formation professionnelle au Mali.

148. AFRISTAT a aussi contribué aux travaux de la Commission de supervision et d'encadrement de ces études.

149. AFRISTAT a pris part à des rencontres traitant des questions de statistiques d'emploi. Il s'agit de :

- *Atelier régional sur les services publics de l'emploi en septembre 2010 à Kinshasa*

150. AFRISTAT a participé à l'atelier régional organisé en septembre 2010 par l'Association Mondiale des Services de l'Emploi Public (AMSEP) à Kinshasa en République Démocratique du Congo, sur le thème : les services publics de l'emploi (SPE) d'Afrique et l'information sur le marché du travail. Il a présenté une communication sur le programme régional d'amélioration des statistiques du travail (LMIS), financé par ACBF et piloté par AFRISTAT depuis 2004. La communication a mis l'accent sur les objectifs du programme, les résultats atteints lors de sa première phase (2004-2008) et la consolidation des résultats durant la deuxième phase en cours d'exécution. L'atelier a fait une recommandation aux organisations internationales d'appuyer l'élargissement du projet LMIS à plusieurs pays africains.

- *Deuxième colloque africain sur le travail décent en octobre 2010 à Yaoundé*

151. AFRISTAT a participé au deuxième colloque africain sur le travail décent Afrique, organisé en octobre 2010 à Yaoundé au Cameroun, par l'Organisation Internationale du Travail (OIT), en collaboration avec le Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale du Cameroun. Il a contribué à la réflexion sur les questions liées à la formalisation des entreprises du secteur informel. Le colloque a adopté une déclaration tripartite de Yaoundé sur la mise en œuvre du socle de protection sociale.

- *Atelier régional sur les défis et les stratégies d'amélioration des statistiques du travail en Afrique en novembre 2010 à Bamako*

152. La Commission Economique des Nations unies pour l'Afrique (CEA) a organisé en novembre 2010 à Bamako au Mali, en collaboration avec le BIT et AFRISTAT, un atelier régional sur les défis et les stratégies d'amélioration des statistiques du travail en Afrique, au profit de 24 pays d'Afrique subsaharienne francophones et anglophones. AFRISTAT a pris part activement aux travaux de l'atelier en présentant des communications sur la prise en compte i) des indicateurs du travail décent et ii) du champ national dans les enquêtes sur l'emploi et le secteur informel.

3.1.2.3 Suivi des conditions de vie des ménages

153. AFRISTAT a apporté des appuis directs au Congo, au Burkina Faso et à la Mauritanie pour la conception, le traitement et l'analyse des données des enquêtes auprès des ménages et a lancé l'analyse approfondie des résultats des enquêtes sur les dépenses des ménages de 2008 dans les Etats membres de l'UEMOA.

154. Dans le cadre du projet PACDIP, AFRISTAT a apporté son assistance technique au traitement et à l'analyse des données des deux phases de l'enquête emploi (phase 1) et secteur informel (phase 2) au Congo. Les plans d'analyse des rapports et les tableaux ont été produits et la rédaction des rapports provisoires des deux phases est terminée. Ces rapports seront finalisés par le CNSEE au cours du premier trimestre 2011 en collaboration avec AFRISTAT.

155. Par ailleurs, AFRISTAT a apporté son appui pour la finalisation de la méthodologie, la formation des superviseurs et le tirage de l'échantillon des ménages de la deuxième enquête congolaise auprès

des ménages pour l'évaluation de la pauvreté (ECOM 2010). L'enquête comprend trois volets : i) le suivi du bien-être de base des population à travers l'enquête QUIBB, ii) les dépenses de consommation et iii) l'enquête sur les prix des biens et services dans les départements pour le calcul des indices de prix spatiaux.

156. Depuis 2009, le Burkina Faso a entrepris la réalisation d'une enquête intégrale sur les conditions de vie des ménages (EICVM), d'envergure nationale comprenant une enquête dite principale sur 3 mois et une enquête complémentaire sur 9 mois. La collecte des données s'est déroulée sur la période de juin 2009 à juin 2010. AFRISTAT a apporté un appui pour la préparation technique de l'enquête, le traitement et l'analyse des données. Cet appui a permis d'améliorer la méthodologie de détermination des seuils de pauvreté et de former une quinzaine de cadres de l'INSD dans le domaine de la mesure et de l'analyse de la pauvreté. Sur la base de cette méthodologie améliorée, le seuil de pauvreté de 2009 a été estimé à partir des données de l'Enquête intégrale sur conditions de vie de ménages de 2009 et celui de 2003 a été déterminé à partir des données de l'enquête burkinabé sur les conditions de vie des ménages (EBCVM) de 2003, sur les mêmes bases méthodologiques. La rédaction du profil de pauvreté de 2009 par l'INSD est en cours sur la base d'un plan d'analyse proposé par AFRISTAT.

157. En Mauritanie, l'assistance technique apportée à l'Office national de la statistique (ONS) a eu pour objectif de procéder à l'analyse approfondie des données de l'EPCV 2008. Le rapport provisoire sur l'analyse de la pauvreté en liaison avec les inégalités et la croissance économique en Mauritanie est disponible.

158. Afin de valoriser les données des enquêtes, AFRISTAT a accompagné les INS pour l'analyse approfondies des données issues des enquêtes sur les dépenses des ménages (EDM 2008) réalisées dans le cadre du projet de rénovation de l'IHPC des pays de l'UEMOA. A ce titre, il a été organisé en juin 2010, un atelier qui a permis d'adopter un plan commun pour les rapports pays, de produire les principaux indicateurs à analyser notamment les différentes lignes de pauvreté (monétaire et de conditions de vie) et de former les cadres des INS sur les principaux outils d'analyse (régression logistique multinomiale, analyse factorielle, etc.). Les rapports provisoires sont en cours d'élaboration.

3.1.2.4 Appui au développement des systèmes d'information opérationnels pour le suivi et évaluation des DSRP et des OMD

159. Les activités menées dans ce domaine ont été centrées sur la réconciliation des données nationales et internationales sur les indicateurs des OMD, le développement et la gestion des bases de données sur les OMD et la participation au Symposium international sur le partage d'expérience en matière de développement humain et de suivi les OMD.

Réconciliation des données nationales et internationales sur des indicateurs des OMD : sources potentielles des anomalies et des mesures réparatrices

160. Concernant le suivi et évaluation de la mise œuvre des DSRP et des OMD, une étude sur la « Réconciliation des données nationales et internationales sur des indicateurs des OMD : sources potentielles des anomalies et des mesures réparatrices » a été réalisée au Bénin. L'objectif de cette étude est de répertorier l'ensemble des sources de données pour renseigner chaque indicateur des

OMD au niveau national et les comparer aux données disponibles dans la base globale des OMD. Le rapport final de l'étude est attendu au cours du premier trimestre 2011.

Développement et la gestion des bases de données sur les OMD

161. La mise à jour des orientations sur les métadonnées des indicateurs des OMD a consisté en une revue des indicateurs des OMD selon le cadre révisé de suivi des OMD. Les travaux de mise à jour des métadonnées sont en cours.

162. Par ailleurs, AFRISTAT a pris part à l'atelier sur le développement et la gestion des bases de données sur les Objectifs du millénaire pour le développement à Nairobi au Kenya. L'objectif principal de cet atelier est de renforcer le dialogue entre institutions régionales et producteurs de statistiques en vue d'améliorer la disponibilité des données objectives destinées à éclairer les prises de décision, en particulier, les politiques de lutte contre la pauvreté et le suivi des OMD. Cette participation a permis de soulever les questions liées à la cohérence des données entre les institutions nationales et les organisations internationales en charge de la production de certains rapports mondiaux.

Symposium international sur le partage d'expérience en matière de développement humain et de suivi les OMD

163. AFRISTAT a apporté un appui au Gouvernement du Mali pour la préparation et l'organisation du Symposium international sur le partage d'expérience en matière de développement humain et de suivi les OMD. L'objectif principal de ce symposium était de contribuer à la valorisation des acquis des processus développement humain durable engagés en Afrique tout en revisitant les innovations en matière de mesure des progrès du développement.

164. Au cours de cette rencontre, AFRISTAT a présenté une communication sur « l'Asymétrie d'information entre les bases de données nationales et internationales : Orientations pour assurer la conciliation des données ». Cette communication a été préparée sur la base des conclusions des études réalisées au Burkina Faso et au Sénégal sur la conciliation des données nationales et internationales sur les OMD.

3.1.3 Appui pour le renforcement des capacités de production des données statistiques et d'élaboration des synthèses statistiques et économiques

165. A cours de la période sous revue, les activités dans les domaines du renforcement des capacités de production des données statistiques et d'élaboration des synthèses statistiques et économiques ont été marquées par des développements méthodologiques et par la poursuite des appuis directs aux Etats membres.

3.1.3.1 Amélioration et harmonisation des statistiques économiques de base

166. Les travaux d'harmonisation et d'amélioration des statistiques économiques de base se sont poursuivis à travers l'exécution du projet de rénovation des indices harmonisés des prix à la consommation des pays de l'UEMOA, la mise en place de méthodologies harmonisées de production des indices des prix à la production industrielle, des prix des services et du coût de la construction, la mise en œuvre des règlements sur les statistiques d'entreprises, et la révision des nomenclatures d'activités et de produits des Etats membres d'AFRISTAT.

3.1.3.1.1 Amélioration des statistiques des prix

Mise en œuvre du projet de rénovation des indices harmonisés des prix à la consommation des pays de l'UEMOA

167. Au cours de l'année 2010, les pays et la Commission de l'UEMOA ont été accompagnés dans la finalisation des travaux de rénovation, tels que l'affinement des pondérations de l'IHPC 2008 et l'élaboration des argumentaires et des publications.

168. Les appuis ont permis à chaque pays de disposer d'indices définitifs 2008 et 2009 base 2008, de coefficients de raccordement des deux indices (base 1996 et base 2008) et d'un texte de l'argumentaire de l'IHPC (base 2008 = 100) qui fait ressortir l'analyse comparative de l'évolution des indices (base 2008 = 100 et 1996 = 100). L'argumentaire développé avec l'appui d'AFRISTAT a servi de support pour le plaidoyer auprès des autorités nationales concernées pour l'officialisation des indices rénovés.

169. S'agissant de l'adoption de l'IHPC rénové, le Conseil des Ministres de l'UEMOA a, le 30 mars 2010 à Bissau, adopté le Règlement portant modalités de calcul de l'indice harmonisé des prix à la consommation au sein des Etats membres de l'UEMOA (IHPC base 2008). Chaque pays dispose d'un dispositif fonctionnel de production de l'IHPC rénové. Ce dispositif est soutenu par une documentation bien fournie comprenant en plus du guide méthodologique de l'IHPC rénové, la nomenclature de consommation ouest africaine utilisée pour la diffusion de l'IHPC (NCOA-IHPC), la méthodologie de description structurée des produits, la méthodologie de mise à jour de la liste des produits par pays et des manuels de l'agent de collecte et du superviseur et du gestionnaire de l'indice.

170. Depuis la validation du cahier des charges informatique pour la nouvelle application de calcul des IHPC UEMOA en novembre 2009, les travaux de développement de cet outil ont démarré. Le développement est assuré par un bureau d'étude sous la supervision d'AFRISTAT. Les deux institutions ont réalisé ensemble de façon régulière des tests de conformité et de fonctionnalité du logiciel en cours de développement.

Mise en œuvre du projet des indices harmonisés des prix à la consommation des pays de la CEMAC

171. Les activités relatives au projet prix CEMAC dont la convention a été signée en 2009 n'ont pas véritablement pu démarrer. Cependant, AFRISTAT a déjà élaboré les documents méthodologiques et des outils de collecte relatifs à la liste régionale des produits, aux méthodologies de description structurée des produits et de mise à jour de la liste des produits par pays et aux manuels de l'agent de collecte, du contrôleur et du superviseur.

Mise en œuvre du volet prix du PRCS-BAD

172. Les activités de collecte des prix dans le cadre du PCI entamées en 2009 se sont poursuivies en 2010. Il s'agit de la collecte des prix des produits communs IPC et PCI, de l'enquête principale prix

et des enquêtes sur les prix des services de santé, d'éducation et sur ceux des produits pharmaceutiques. AFRISTAT en collaboration avec la BAD a contribué à la validation des données des enquêtes prix des pays membres de la coordination sous-régionale AFRISTAT. Des appuis techniques ont aussi été apportés aux pays dans le traitement et la validation interne des données des enquêtes PCI.

173. Afin d'assister les pays dans la collecte et le traitement des données, des outils ont été développés. Il s'agit d'un guide des procédures de création des fichiers « InputQt.xls » et d'un masque de saisie des données des services de santé et des produits pharmaceutiques.

174. Des résultats importants ont été obtenus. L'ensemble des pays membres de la coordination sous-régionale AFRISTAT ont collecté et archivé les données sur les prix à la consommation des enquêtes prix de 2009 à l'exception de la Guinée Equatoriale qui n'a fourni que pour le mois de mai 2009 à la BAD. La validation des données prix de 2009 intra pays a été lancée et des indications fournies pour la poursuite des travaux dans les pays. Pour l'année 2010, les données de l'enquête principale prix et des produits communs PCI/IPC du premier semestre ont été fournies par 10 pays. Pour trois d'entre eux (Bénin, Mali et Sénégal), la période couverte va jusqu'en août 2010. Le Mali a fourni les données jusqu'en novembre 2010. Les données des enquêtes sur les services de santé et sur les produits pharmaceutiques ont été fournies par la République centrafricaine, les Comores et la Guinée Bissau. La République démocratique du Congo et le Sénégal ont transmis les données sur les services de santé.

175. Au titre du PCI-Afrique 2011, la liste des produits pour la comparaison mondiale du round 2011 a été revue et amendée ; la liste des produits pour la comparaison africaine du round 2005 a été mise à jour en vue de son utilisation en 2011. La liste globale est arrêtée à 1016 produits. Enfin, un plan de mise en œuvre et un calendrier des activités du PCI round 2011 ont été adoptés.

Mise en place de méthodologies harmonisées de production des indices des prix à la production industrielle, des prix des services et du coût de la construction

176. Dans le cadre de la mise en œuvre du PRCS-BAD, des méthodologies ont été mises en place dans le domaine des prix des productions. Il s'agit des méthodologies de production d'indices du coût de la construction (ICC), des prix à la production industrielle (IPPI) et de la production de services (IPPS) qui ont été validées au cours d'un séminaire par l'ensemble des pays membres régionaux de la coordination d'AFRISTAT du PRCS-BAD.

Appuis directs aux Etats membres

177. Dans le domaine des prix, des appuis directs ont été apportés aux pays soit dans le cadre des projets (régionaux et nationaux) ou du Fonds AFRISTAT.

178. En **Centrafrique**, dans le cadre du Projet d'appui à la réhabilitation des capacités de planification économique (PARCPE), l'ICASEES a entrepris la mise en place d'IHPC depuis 2008. Les appuis apportés en 2010 ont permis au pays de disposer des prix moyens et des indices de prix

mensuels recalculés de 2009 et de janvier et février 2010, d'une maquette de publication mensuelle sur l'évolution des prix à Bangui comportant des tableaux et graphiques, d'argumentaire pour l'officialisation du nouvel indice et d'un guide de l'utilisateur. Dans le cadre des travaux préparatoire du PCI 2011, l'appui apporté a permis à l'ICASEES d'élaborer un cadre d'enquête et le budget prévisionnel y relatif.

179. Au **Congo**, les appuis réalisés dans le cadre du Projet d'Appui à l'Amélioration du Circuit de la Dépense et du Suivi de la Pauvreté (PACDIP) ont permis de disposer des indices des prix de toute l'année 2009 pour Brazzaville et Pointe-Noire. Pour la ville de Pointe-Noire, les indices ont été calculés jusqu'en mars 2010 et diffusés. Des fichiers constitués de tableaux et de graphiques pour la publication ont été élaborés pour les deux villes. Les indices des ces villes ont été officialisées.

180. Au **Cameroun**, l'appui a permis à l'INS de disposer de nouvelles pondérations pour 3 des cinq villes (Douala, Yaoundé et Bafoussam) entrant dans le calcul de l'indice national des prix à la consommation Cameroun (INP). Elles ont été calculées à partir des résultats de l'enquête Camerounaise auprès des ménages de 2007 (ECAM3) sont disponibles. Les cadres de l'INS formés à la méthodologie pourront calculer les pondérations des deux villes restantes.

181. Au **Burundi**, l'appui a permis de former une quarantaine d'agents du SSN (ISTEEBU et autres services de l'administration) en statistique des prix. Cette formation a concerné une quarantaine de cadres exerçant aussi bien dans l'administration centrale que dans les services provinciaux de l'ISTEEBU.

182. La **Guinée** a bénéficié d'un appui pour dépanner l'application CHAPO et relancer la production de l'indice des prix à la consommation, La base de données prix a été corrigée et sauvegardée et l'indice de juin 2010 calculé.

183. L'appui à la **Guinée Bissau** a permis de finaliser les travaux de rénovation de l'IHPC 2008. L'INEC de Bissau a pu combler le retard accusé dans la réalisation des travaux de la rénovation devant conduire à la production régulière de l'IHPC 2008 à partir d'avril 2010. Ainsi, les données de l'année de base 2008 (prix et indice) ont été apurés, les prix de base calculés et saisis dans l'application CHAPO, les indices de l'année de base 2008 et ceux de l'année 2009 calculés et analysés, les publications flash-prix et 6 pages mises en place et un argumentaire de passage à l'IHPC 2008 élaboré en français.

3.1.3.1.2 Amélioration des statistiques d'entreprises

184. Les activités menées dans le domaine des statistiques d'entreprises au cours de l'année 2010 sont relatives à la poursuite de la mise en œuvre des deux règlements sur les statistiques d'entreprises adoptés par le Conseil des Ministres d'AFRISTAT en sa 18^{ème} session, tenue à Ouagadougou le 16 avril 2009.

185. Une note bilan de la mise en œuvre de ces deux règlements dans les Etats au cours du premier semestre 2010 a été élaborée. Une large diffusion des deux règlements a été faite à travers le site Internet d'AFRISTAT. Ces règlements, postés sur le site Internet www.afristat.org, ont été imprimés et largement diffusés auprès des Etats membres et des partenaires.

186. Des appuis techniques directs ont été apportés au Bénin, au Burkina Faso, au Burundi, au Cameroun, au Congo, à la Guinée et au Togo.

187. Au **Bénin**, un répertoire d'entreprises national à des fins statistiques a été mis en place et les procédures de sa gestion courante ont été définies. Trois cadres nationaux ont été formés sur le processus de création et de gestion d'un répertoire d'entreprises à des fins statistiques.

188. Au **Burkina Faso**, le dispositif de production et de publication de l'indice harmonisé de la production industrielle a été mis en place. Une collecte de base est envisagée pour recueillir les informations sur les produits fabriqués et transformés par les unités industrielles. Deux cadres nationaux ont été formés sur le processus d'élaboration d'un indice harmonisé de la production industrielle. Une évaluation du processus de création de répertoire défini par la coopération suédoise a été faite.

189. Au **Burundi**, un indice harmonisé de la production industrielle ainsi qu'un répertoire d'entreprises national à des fins statistiques ont été mis en place. De même, 17 cadres nationaux ont été formés sur les processus de création et de gestion d'un répertoire d'entreprises national à des fins statistiques et d'élaboration d'un indice harmonisé de la production industrielle.

190. Au **Cameroun**, l'appui apporté a permis de finaliser les travaux de mise en place d'un répertoire d'entreprises national à des fins statistiques et de former 21 cadres nationaux sur le processus de gestion du répertoire.

191. Au **Congo**, neuf cadres nationaux ont été formés sur le processus de création et de gestion d'un répertoire d'entreprises national à des fins statistiques. Le champ, les variables ainsi que les procédures de gestion du répertoire à mettre en place ont été définis. En outre, le Centre national de la statistique et des études économiques du Congo a été accompagné dans l'élaboration d'un projet de document méthodologique du recensement général des entreprises.

192. Au **Gabon**, le répertoire existant a été évalué et revu en conformément aux normes du Règlement y relatif. Le champ, les variables et les sources ont été revus, les procédures de gestion de ce répertoire ont été définies. Neuf cadres nationaux ont été formés sur le processus de création et de gestion d'un répertoire d'entreprises à des fins statistiques

193. En **Guinée**, le processus de mise en place de l'indice harmonisé de la production industrielle a été finalisé. Les indices définitifs de 2006, 2007, 2008 et 2009 ont été calculés. Un répertoire d'entreprises national à des fins statistiques a été mis en place et les procédures de sa gestion ont été définies.

194. Au **Togo**, un répertoire d'entreprises national à des fins statistiques a été mis en place et les procédures de sa gestion courante ont été définies. Cinq cadres nationaux ont été formés sur le processus de création et de gestion d'un répertoire d'entreprises à des fins statistiques.

195. En dehors des appuis directs aux Etats, AFRISTAT a contribué à la préparation et à l'animation du séminaire du CEFIL sur les statistiques d'entreprises tenu du 29 juin au 7 juillet 2010.

196. En vue d'accompagner la mise en œuvre des règlements adoptés en 2009 sur les statistiques d'entreprises, AFRISTAT a développé une application informatique pour la gestion du répertoire d'entreprises, dénommée TIGRE. Cette application regroupe un ensemble de technologies informatiques et de télécommunications pour la gestion automatique, la production et la diffusion de publications relatives au répertoire des entreprises. Cette application est en test au sein de la Direction générale et pourra être déployée dans les Etats membres à partir de l'année 2011.

3.1.3.1.3 Statistiques du commerce extérieur

197. En vue de l'établissement d'un diagnostic des systèmes statistiques du commerce extérieur des Etats membres, une collecte d'information a été menée auprès des SSN du Cameroun, du Centrafrique, du Sénégal et du Togo ainsi qu'auprès de la BEAC, la BCEAO, la CEMAC et l'UEMOA. Le diagnostic a porté sur les systèmes productifs, la qualité des données et les principales difficultés du domaine. Les constats faits sur la base des entretiens et des données collectées sont les suivants :

- le personnel en charge des statistiques du commerce extérieur pour la plupart n'a pas reçu de formation spécifique dans ce domaine ;
- les principales sources sont les déclarations douanières : étant orientées liquidation, leur exploitation statistique est en pratique impossible à l'intérieur du système douanier et les statistiques produites sont souvent les statistiques douanières ;
- les statistiques du commerce extérieur sont validées au moins annuellement par un comité national lié à la balance des paiements et auquel participent les principaux acteurs du domaine ;
- les unions d'intégration régionales (CEMAC, UEMOA et CEDEAO) apportent des appuis aux pays la mise en place de systèmes d'information performants pour permettre l'obtention de statistiques du commerce extérieur complètes et fiables ;
- les Banques centrales n'envisagent pratiquement les statistiques du commerce extérieur que sous l'aspect monétaire.

198. Les recommandations générales formulées à suite de ces constats sont :

- l'organisation de formations spécifiques à l'élaboration des statistiques du commerce extérieur ;
- l'utilisation d'Eurotrace comme outil de traitement des statistiques extérieur ;
- le traitement des fichiers douanes de manière autonome ;
- la participation d'AFRISTAT aux programmes mis en place de systèmes de traitement par l'UEMOA, la CEMAC et la CEDEAO

3.1.3.2 Appui à la gestion macroéconomique, au suivi de la conjoncture et à la prévision économiques

199. Dans le domaine du suivi macroéconomique, de la conjoncture et de la prévision, les activités réalisées ont concerné le renforcement des compétences des cadres économistes et statisticiens des Etats membres, le développement d'un modèle de prévision à court terme et l'appui direct aux Etats membres.

Organisation de deux séminaires sous-régionaux sur la conjoncture économique et les prévisions à court terme du premier semestre

200. Deux séminaires sur la conjoncture économique et les prévisions à court terme du premier semestre 2010 ont eu lieu, à Bamako et à Douala. Celui de Bamako a été co-organisé avec la Commission de l'UEMOA. Une cinquantaine d'experts nationaux et sous-régionaux ont suivi ces séminaires.

201. Ces rencontres, organisées sous le thème central « La crise économique et financière mondiale : premier bilan dans les Etats et perspectives de sortie de crise » visaient un double objectif, à la fois pédagogique et opérationnel. Il s'agissait en particulier : (i) d'identifier dans l'évolution récente de la conjoncture économique les éléments qui déterminent le niveau des agrégats macroéconomiques des années 2009 et 2010, et de voir dans quelle mesure ils ont conduit à réviser les prévisions élaborées au cours de l'année 2009 ; (ii) de confronter les analyses de la conjoncture économique faites au début 2010 dans chaque pays et en déduire les grandes tendances qui devraient orienter les économies des Etats en 2010 puis en 2011 ; (iii) de déduire une orientation cohérente des prévisions pour 2010 et 2011 des grands agrégats économiques (croissance, revenus, inflation, monnaie, équilibres budgétaires et des finances extérieures), par pays et par zone ; (iv) de renforcer les capacités des administrations en matière d'analyse et de diagnostic économiques et (v) de poursuivre et approfondir l'harmonisation des procédures, tant du point de vue des méthodes de traitement et d'analyse, que des données exogènes utilisées.

Appui direct aux Etats membres

202. Dans le cadre de la reconstitution de la série des comptes économiques 1999-2004 manquante, un atelier spécifique a été organisé au profit des comptables et prévisionnistes du Mali. A l'aide du modèle TABLO, ce pays dispose à présent d'une série longue de comptes nationaux qui devront être validés par l'INSTAT.

203. Au **Centrafrique**, dans le cadre du projet PARCPE, les appuis ont permis de valider la version adaptée du modèle TABLO et d'effectuer les projections macroéconomiques des années 2007 à 2011. Une note de prévision macroéconomique et un projet de guide d'utilisation du modèle ont été élaborés avec la participation des cadres nationaux. Les capacités des cadres du service de la conjoncture de l'ICASEES en matière de gestion de l'enquête et d'interprétation des résultats de l'enquête d'opinion auprès des opérateurs économiques ont été renforcées. En outre, une évaluation des différents aspects méthodologiques de l'enquête a été faite ainsi que des propositions d'axes de travail pour la refonte du dispositif d'enquête, de questionnaires plus allégés et mieux adaptés et d'une maquette de publication des résultats.

204. Au **Burundi**, en application de la convention signée au premier semestre entre AFRISTAT et la BAD, AFRISTAT a réalisé un état de l'existant en matière de données économiques et des publications et contribué à la mise en place des bases de données conjoncturelles.

3.1.3.3 Comptes nationaux

205. Dans le domaine de la comptabilité nationale, l'objectif général d'AFRISTAT est d'aider les Etats membres à élaborer leurs comptes nationaux de manière pérenne par la mise en œuvre du SCN93. Cette rénovation passe par le recours à de nouvelles méthodes de travail, l'utilisation d'outils performants et surtout le transfert de savoir-faire. En 2010, les actions ont été centrées sur l'élaboration d'un manuel des comptes nationaux trimestriels, sur l'appui aux Etats membres pour l'élaboration de leurs comptes nationaux et le renforcement technique des cadres nationaux.

Développement méthodologique

206. Pour renforcer le dispositif de suivi des économies d'Afrique subsaharienne, AFRISTAT a entrepris, dans le cadre du PRCS-BAD en partenariat avec l'INSEE, la BAD et Eurostat, la mise en place d'une méthodologie d'élaboration des comptes nationaux trimestriels. Un atelier de lancement des travaux s'est tenu à Douala (Cameroun) pour définir les conditions institutionnelles, organisationnelles et techniques de production des comptes nationaux trimestriels, discuter et valider le contenu du cadre méthodologique. Ce cadre a été validé au cours du séminaire de comptabilité de septembre 2010 et approuvé par le Comité de direction après du Conseil scientifique. Cette approbation est assortie de recommandations visant l'amélioration et l'opérationnalisation de la méthodologie. Il a été notamment demandé de présenter de façon détaillée (i) les conditions minimales de faisabilité ainsi que les pré-requis en matière de données statistiques de base et d'indicateurs conjoncturels indispensables ; (ii) les leçons à tirer des expériences en matière de bonnes pratiques des pays qui élaborent des comptes nationaux trimestriels ou sont en passe de le faire et (iii) l'utilisation des comptes nationaux trimestriels. A cet effet et pour accompagner la Direction générale, le Comité a mis en place un groupe de travail chargé de finaliser une première version de ce manuel qui sera présentée lors d'une prochaine réunion du Comité de direction. Présidé par la Direction générale, ce groupe comprend les experts des Etats et institutions suivants : Bénin, Cameroun, Guinée, Sénégal, BCEAO, BEAC, CEMAC et UEMOA.

207. Par ailleurs, dans le cadre de la composante « Statistiques prioritaires du FAD XI : Agriculture, développement rural, infrastructures, environnement, gouvernance, genre », AFRISTAT a prévu l'élaboration d'une note méthodologique de collecte des données sur les infrastructures, spécifique aux Etats sous sa supervision. Les travaux entamés au début de l'année 2010 ont abouti à l'élaboration d'un premier draft qui sera validé en interne au cours du premier semestre 2011.

Appui direct aux Etats membres

208. Dans le cadre des programmes et conventions avec les partenaires, des appuis ont été apportés au Bénin, au Burkina Faso, au Burundi, à la Côte d'Ivoire, au Mali, au Niger, à Sao Tomé et Príncipe, au Sénégal et au Togo pour relancer, finaliser ou publier leurs comptes nationaux. Pour l'année 2010, les appuis techniques réalisés dans les pays leur ont permis d'atteindre les objectifs qu'ils se sont fixés. Ainsi, le Burkina Faso devrait produire les comptes nationaux de 2007 et 2008 avant la fin d'année 2010 ; le Togo, les comptes nationaux de 2008, le Mali, les comptes de 2008 et 2009, le Niger, les comptes nationaux de 2007, la Côte d'Ivoire, les comptes de 2009, le Bénin, les comptes nationaux de 2006 et comptes nationaux de 2007.

209. Au **Bénin**, l'appui a permis à l'Institut national de la statistique et de l'analyse économique (INSAE) de redresser les données des comptes nationaux 2006 et faire une synthèse intermédiaire des comptes de l'année 2007. L'équipe des comptables a été formée aux techniques d'élaboration des comptes nationaux par l'utilisation de l'outil ERETES.

210. Au **Burkina Faso**, les comptes nationaux définitifs des années 2006 et 2007 ont été réalisés et les travaux d'élaboration des comptes nationaux 2008 ont démarré. Les capacités d'une dizaine de cadres ont été renforcées dans les techniques d'élaboration des comptes nationaux en utilisant le système ERETES.

211. Au **Burundi**, la synthèse des comptes nationaux 2007 a été réalisée et les travaux sur les comptes nationaux 2008 sont en cours. Une formation des cadres dans la production des comptes nationaux provisoires avec l'outil ERETES a été effectuée.

212. En **Côte d'Ivoire**, l'appui à l'équipe des comptables nationaux a permis de produire les documents de publication des résultats des comptes nationaux définitifs de 2007 et des comptes provisoires de 2008. Cette équipe a été formée à la démarche d'élaboration des comptes des secteurs institutionnels avec l'outil ERETES.

213. Au **Mali**, la synthèse des comptes nationaux 2007 est réalisée et les agents ont été formés aux techniques de production des comptes nationaux sous ERETES. Par ailleurs, comme indiqué plus haut, AFRISTAT avec l'appui technique de l'INSEE a reconstitué la série des comptes nationaux de 2000 à 2005 afin de permettre au Mali de disposer d'une longue série.

214. Au **Niger**, l'appui a permis le chargement des données sources des comptes nationaux 2007 dans la base ERETES, d'effectuer leur mise en cohérence et de démarrer les travaux sur les équilibres ressources et emplois et les comptes de branches. Une formation pratique des cadres dans la démarche d'élaboration des comptes nationaux et à l'utilisation de l'outil ERETES a été réalisée.

215. A **Sao Tomé et Príncipe**, dans le cadre d'une Convention de travail pour la rénovation des comptes nationaux, l'appui apporté a permis d'élaborer les nomenclatures nécessaires aux travaux de comptabilité nationale, de constituer la base de données des comptes nationaux 2008 et de réaliser l'analyse des différentes opérations. La première synthèse des comptes nationaux 2008 est prévue pour janvier 2011.

216. Au Togo, les différents appuis ont permis de disposer des comptes nationaux définitifs de l'année de base 2007 (Tableau des ressources et des emplois (TRE) et tableau des comptes économiques intégrés (TCEI)) et de réaliser une formation pratique des cadres dans la démarche d'élaboration des comptes nationaux avec l'outil ERETES.

Renforcement des capacités

217. Le séminaire de comptabilité nationale de 2010 avait pour thème central « analyse des résultats des comptes nationaux ». C'est un forum auquel ont pris part une vingtaine de pays de la sous-coordination PRCS-BAD d'AFRISTAT et des organisations internationales, régionales et sous régionales telles que la Commission de l'Union Africaine, la Commission Economique pour l'Afrique,

EUROSTAT/TRASYS, l'INSEE et AFRITAC. Il avait pour objectif principal de faire le bilan de la mise en œuvre du guide d'analyse et de diffusion des résultats des comptes nationaux.

218. Quatre points principaux ont été développés lors de ce séminaire, à savoir : le Système de comptabilité nationale 2008 (SCN2008) ; l'analyse des résultats des comptes nationaux, la méthodologie de production des comptes nationaux trimestriels et les développements de l'outil informatique d'aide à la production des comptes nationaux.

219. Ces différents points ont fait l'objet de plusieurs communications. A l'issue des travaux, les résultats suivants ont été atteints : des notes d'analyse économiques ont été rédigées ; les participants ont été instruits à certains changements du SCN2008 et leurs conséquences sur les comptes des sociétés financières, les capacités techniques rédactionnelles des participants ont été renforcées et l'on dispose d'un projet de manuel méthodologique d'élaboration des comptes nationaux trimestriels (CNT). Les participants ont fait des recommandations à AFRISTAT portant notamment sur l'adoption en 2011 des nomenclatures révisées d'activités et de produits des Etats membres et sur celle du manuel méthodologique de production des CNT en 2010.

220. Pour les actions futures, AFRISTAT poursuivra son programme de renforcement des capacités en analyse économique en organisant des ateliers ciblés selon les problématiques spécifiques. Il continuera les appuis techniques relatifs à l'accélération de la production des comptes nationaux.

221. Dans le cadre du développement des méthodes alternatives de production statistique, AFRISTAT a commencé des réflexions sur le développement des comptes satellites et des matrices de comptabilité sociales.

Autres activités de comptabilité nationale

222. Les travaux du PCI-Afrique réalisés dans le cadre du Programme de renforcement des capacités statistiques (PRCS) ont abouti à la consolidation de la matrice de la décomposition des emplois du PIB des pays sous la supervision d'AFRISTAT pour la période 2006 - 2009. Une guide de validation des données de décomposition des emplois du PIB a été élaboré.

223. Par ailleurs, des appuis techniques en méthodes de décomposition du PIB et de traitement des domaines spécifiques de la comptabilité nationale ont été réalisés au Tchad, au Cameroun, au Bénin et Sao Tomé et Príncipe. Ces appuis ont permis :

- au Tchad, de renforcer les capacités des comptables nationaux dans le traitement et la validation des données de décomposition du PIB 2009, de passer en revue les matrices de décompositions des PIB des années 2007 et 2008 et d'évaluer les méthodes des estimations des ISLBM, de traitement de l'administration publique pour l'année de base 2005 ;
- au Cameroun, de valider la méthodologie d'estimation des activités de prostitution et de vente des stupéfiants proposée par AFRISTAT ;
- au Benin, de renforcer les capacités des comptables nationaux dans les domaines spécifiques de la comptabilité nationale à savoir le traitement des dépenses des Administrations Publiques, des dépenses des Institutions sans But Lucratif au Service des Ménages (ISBLM) et ;

- à Sao Tomé et Príncipe, de finaliser la matrice de décomposition du PIB 2009 en positions élémentaires, de rédiger le rapport pays 2009 et de remplir le questionnaire métadonnées 2010.

3.1.3.4 Nomenclatures

224. Le processus de révision des nomenclatures d'activités (NAEMA) et des produits (NOPEMA) est à sa phase finale. Les versions révisées et le document des notes explicatives sont disponibles et seront présentées aux instances statutaires d'AFRISTAT après un atelier de validation par les cadres des Etats membres. Elles sont en attente de validation par les experts des pays et des institutions, puis d'adoption par les instances statutaires d'AFRISTAT. L'atelier de validation technique est prévu au plus tard au premier trimestre 2011.

3.1.4 Appui pour le renforcement des capacités de diffusion statistique

225. Au cours de la période sous revue, AFRISTAT a poursuivi ses activités de veille technologique et de fourniture d'appuis techniques pour permettre aux Etats de se doter de bases de données socio-économiques et de banques de données d'enquêtes centralisées, et de mieux communiquer.

3.1.4.1 Communication institutionnelle

226. Les activités de soutien à la communication institutionnelle ont consisté en l'appui à la gestion des sites internet, à l'amélioration de la connectivité et à la mise en place d'une plate-forme éditoriale commune à AFRISTAT et aux INS.

Gestion des sites internet et amélioration de la connectivité

227. L'appui à la gestion des sites internet et à l'amélioration de la connectivité est une activité courante qui consiste à assurer le suivi quotidien des sites Internet des Etats membres. Ainsi, les problèmes de connexion des sites du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire, du Gabon et du Togo ont été résolus en ligne. Des rapports de fonctionnalités ont été élaborés et transmis aux gestionnaires des sites. Les appuis ont aussi concerné les migrations des sites statiques vers des sites dynamiques, notamment pour le Gabon et le Togo.

228. Dans le cadre du Projet d'appui de la France au processus d'intégration régionale en son volet statistique, AFRISTAT a assuré le suivi et la maintenance des sites des pays membres de la CEDEAO et organisé un atelier à la création et à la gestion des sites dynamiques.

229. Le suivi des sites met un accent particulier sur leur actualisation en termes de données conjoncturelles et de facilités de navigation. Un rapport de fonctionnalité des sites de Gambie, du Ghana, du Liberia, du Nigeria et de la Sierra Leone a été rédigé et envoyé aux gestionnaires des sites respectifs. Ce rapport fait état des anomalies constatées au niveau de chacun des sites et propose des actions correctives pour leur meilleur fonctionnement.

230. L'atelier relatif à la création et à la gestion des sites dynamiques s'est tenu du 13 au 17 décembre, dans les locaux d'AFRISTAT. Il a permis de former dix gestionnaires des sites Internet des INS des cinq (5) pays anglophones de l'espace CEDEAO.

Projet de plate-forme éditoriale commune des INS

231. Les activités du Projet « Du chiffre à l'information : mieux communiquer avec internet » ont démarré au début du second semestre 2010. Après la consultation restreinte lancée en décembre 2009, AFRISTAT a recruté la société de services Aphania pour assurer les activités de formation et de mise en place d'une plate-forme éditoriale commune à AFRISTAT et aux INS prévues dans le cadre du projet. Un séminaire de formation destiné aux directeurs généraux des INS accompagnés des webmasters a regroupé une vingtaine de participants au Cefil à Libourne du 30 août au 3 septembre 2010. Un autre atelier destiné aux webmasters, a permis, au cours du mois de décembre, de former huit gestionnaires de sites aux techniques informatiques mises en œuvre sur la plate-forme.

3.1.4.2 Appui au développement et à la gestion des Bases de données socio-économiques centralisée et des banques de données d'enquêtes

232. Les cadres de la Direction générale des statistiques du Gabon et de l'INS du Niger ont été formés aux principes de fonctionnement de la base de données de type 2gLDB et à l'utilisation des outils de consultation et de publication automatique.

233. A la demande de la Commission de la CEDEAO, AFRISTAT a apporté une assistance à l'INSTAT du Mali et à l'INS du Niger pour installer la base de données StatBase et former le personnel chargé de sa gestion à son utilisation. Les INS de ces deux pays ont été dotés par la Commission de la CEDEAO de matériel informatique composé d'un ordinateur de bureau haut de gamme, d'un portable, d'une imprimante réseau et de deux unités externes de stockage à grande capacité pour le renforcement de leurs capacités de diffusion.

234. Par ailleurs, AFRISTAT a réalisé du 4 au 24 juillet 2010, un état des lieux en système d'information géographique pour la Gambie et le Liberia.

235. Les activités de la composante « base de données » du PRCS-BAD n'ont pas encore démarré. Il s'agira particulièrement d'appuyer les Etats membres dans la formation et l'exécution de la documentation et l'archivage des données d'enquêtes.

4. ETUDES ET RECHERCHE APPLIQUEE

236. Au cours de l'année 2010, les activités de recherche se sont poursuivies à travers la mise en œuvre des projets MIGMAC (Mesurer les Inégalités de Genre des Ménages ouest-Africains en matière de Consommation), sur l'évaluation des dépenses de R&D pour la santé et la contribution à la réalisation des activités de recherche conduites en partenariat avec d'autres institutions.

4.1 Mise en œuvre du projet MIGMAC

237. Les activités du projet MIGMAC se sont poursuivies avec l'analyse exploratoire des premiers résultats produits, sur la base des données disponibles et des fiches d'éligibilité saisies. Ce premier travail a valorisé les résultats produits par un groupe de stagiaires venant des écoles de statistique (ISSEA et ENSAE-Sénégal) qui ont été encadrés par AFRISTAT. Les travaux de ce groupe ont porté, d'une part, sur la catégorisation des ménages en fonction de leur structure de consommation et, d'autre part, sur la catégorisation des ménages en fonction de leur structure démographique, en tenant compte des contributeurs aux dépenses du ménage.

238. Ces deux éléments (analyse des ménages en fonction de leur structure démographique et analyse des ménages en fonction de leur consommation) sont en train d'être exploités conjointement pour produire une analyse comparative de la consommation des ménages en fonction de leur situation démographique. Cela aboutira à la rédaction d'un rapport d'étude comparative qui sera proposé à publication dans la collection Études d'AFRISTAT. Des fiches synthétiques pays pourront également être produites pour chaque pays.

239. Enfin, les aspects méthodologiques de l'élaboration des différentes typologies fourniront des éléments pour la rédaction d'une note qui sera proposée à la collection Méthodes d'AFRISTAT. Ces différents documents devraient être finalisés pour la mi-2011.

4.2 Mise en œuvre du Projet d'évaluation des dépenses de R&D pour la santé

240. La clôture des activités du projet sur l'évaluation des dépenses de recherche et développement (R&D) pour la santé est intervenue le 31 décembre 2010. La tenue, du 6 au 8 décembre 2010, de l'atelier de validation des résultats du projet a permis aux participants des pays pilotes (Burkina Faso, Cameroun, Mali) et du Global forum for Health Research (GFHR) de valider le rapport méthodologique ainsi que les supports méthodologiques produits pour la collecte des données (questionnaires, manuels des concepts et définitions, nomenclatures, manuel de l'agent enquêteur).

241. Au terme de sa mise en œuvre, le projet a permis d'élaborer des outils méthodologiques harmonisés pour la collecte des données, de proposer une stratégie d'identification des principaux acteurs du secteur, de constituer une base de données de ces acteurs et de produire une note méthodologique de synthèse pour l'évaluation des dépenses de recherche et développement pour la santé.

242. En perspectives, les pays se sont engagés à exploiter les outils développés afin d'envisager l'élaboration des comptes satellites des dépenses de recherche et développement pour la santé, de contribuer à la production systématique de statistiques sur la recherche et développement pour la santé et de produire un rapport national d'analyse sur la méthodologie d'évaluation des dépenses de recherche et développement pour la santé. Dans ce processus, les pays pilotes ont souhaité pouvoir bénéficier de l'appui technique et financier d'AFRISTAT, éventuellement du Global Forum for Health Research.

4.3 Autres activités de recherche

243. AFRISTAT a pris part au sixième colloque francophone sur les sondages, organisé en mars 2010 à Tanger au Maroc par la Société Française de Sondage et d'autres institutions partenaires. L'objet de ce colloque, était de faire le point sur l'état des pratiques et des méthodes dans les divers domaines de la méthodologie des sondages. Au cours de ce colloque, AFRISTAT a organisé une session sur le thème «sondage et mesure de l'emploi, des migrations et de la pauvreté en Afrique », présidé une autre session thématique portant sur l'agriculture et présenté deux communications sur : i) l'analyse comparative de la qualité des plans de sondage dans les enquêtes sur les dépenses des ménages en Afrique de l'Ouest : cas des pays de l'UEMOA et ii) l'effet de plan de sondage sur la qualité des indicateurs de l'emploi urbain : expérience des pays de l'Afrique de l'Ouest. Les communications d'AFRISTAT seront publiées dans les actes du colloque.

CONCLUSION

244. La plupart des appuis aux SSN et des activités du Plan d'actions 2010-2011 se sont réalisées dans le cadre des conventions de travail ou de projets/programmes financés par des partenaires. Outre les appuis directs et les formations, d'importants résultats en matière de développement méthodologique ont été atteints. Il s'agit notamment de la mise en place de méthodologies d'élaboration des comptes nationaux trimestriels, des indices des prix de la production industrielle et des services du coût de la construction. Un manuel sur les statistiques sociales a aussi été élaboré.

245. Concernant les conditions de réalisation des activités, une amélioration de la communication entre la Direction générale et les pays a permis aux experts d'avoir une bonne lisibilité de leur programme de travail. Cependant, il convient de souligner quelques difficultés. Les recommandations formulées lors des missions d'assistance technique d'AFRISTAT, notamment, dans les domaines des comptes nationaux et des statistiques d'entreprises ne sont pas toujours mises en œuvre. Les experts rencontrent souvent beaucoup de difficultés pour bien préparer leurs interventions dans les pays du fait que ceux-ci ne leur communiquent pas les informations demandées (bases de données, activités en cours, mise en œuvre des directives, etc.). Cela constitue une source d'allongement de la durée des missions. La mise en œuvre des règlements sur les statistiques d'entreprises a mis en exergue les difficultés de collaboration entre les INS et certaines administrations détentrices de données statistiques (DGI, chambres de commerce, justice, ...) et la non association d'AFRISTAT au démarrage de certaines activités pour lesquelles son intervention pourrait être sollicitée. Les départs de certains experts et agents du PAT en fin de contrat au cours de l'année a occasionné un surcroît de travail pour les autres.

246. Pour résoudre ces problèmes, la Direction générale procédera, courant premier trimestre 2011, au remplacement des experts à travers des recrutements. Par ailleurs, Elle réitère sa recommandation pour le renforcement de la coordination au sein des SSN et le suivi strict des recommandations formulées par les experts en mission.

ANNEXES

Annexe 1 : Suite donnée aux recommandations de la 21^{ème} et 22^{ème} réunion du Comité de direction et de la 19^{ème} session du conseil des ministres d'AFRISTAT

Recommandations	Etat de mise en œuvre	Résultats atteints	Commentaires
Mieux faire ressortir désormais la participation d'AFRISTAT aux activités des groupes de travail africains	Cela sera pris en compte dans les rapports d'activités	-	-
Organiser régulièrement le séminaire des cadres chargés de la programmation des activités au sein des INS	L'édition de 2010 n'a pas pu avoir lieu faute de crédits budgétaires	-	De telles réunions pourraient se tenir de façon biennale
Poursuivre la mise en œuvre des règlements relatifs à l'élaboration d'un répertoire d'entreprises national et à la production d'un indice harmonisé de la production industrielle (IHPI).	Des appuis directs ont été apportés aux Etats membres (Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Centrafrique, Congo, Guinée, Mali, Niger et Togo) à leur demande	<ul style="list-style-type: none"> - le Bénin, le Burundi, le Cameroun, le Centrafrique, le Congo, la Guinée, le Niger et le Togo disposent d'un répertoire d'entreprises conformes aux normes prescrites par le Règlement ; - Les répertoires du Burkina Faso et du Gabon ont été évalués et améliorés. 	Des efforts doivent être déployés pour renforcer la collaboration, d'une part, entre INS et autres sources nationales et, d'autre part, entre INS et AFRISTAT
Accélérer le traitement des demandes d'avis de non objection dans le but de réduire les délais d'émission de ces avis dans le cadre du PRCS-BAD	Des dispositions sont prises pour diligenter l'émission des avis de non objection	Le délai de traitement est d'environ deux jours	
Assurer la bonne exécution de ce programme dans le but d'accélérer la réalisation des activités programmées dans les Etats membres	-		Cette recommandation est adressée aux Etats membres.
Veiller aux bonnes conditions de la tenue des réunions de la Commission de contrôle de l'exécution du budget d'AFRISTAT	Ces réunions feront l'objet d'une convocation formelle et doivent se tenir un ou deux jours avant le Comité de direction	-	-
Mettre en œuvre les recommandations formulées par le Commissaire aux comptes	Cf. point n° 4 de l'ordre du jour du Comité de direction		
Finaliser les TDR de l'étude sur la restructuration institutionnelle d'AFRISTAT et la reconstitution du Fonds AFRISTAT pour la période 2016-2025 en : <ul style="list-style-type: none"> ➤ spécifiant plus clairement le rôle d'AFRISTAT en matière d'harmonisation statistique en Afrique ; ➤ soulignant le problème de la communication entre AFRISTAT et ses Etats membres ; ➤ précisant le processus de validation des produits des différentes phases de l'étude par le Comité de direction ; ➤ réécrivant la phase 4 de manière à la rendre conforme au chronogramme 	Les TDR tenant compte des amendements ont été finalisés et diffusés. Les travaux de l'étude ont démarré depuis octobre 2010.	TDR finalisés et diffusés	Etude en cours (voir point n°5 de l'ordre du jour)
Procéder à la diffusion de l'avis de recrutement du Directeur Général d'AFRISTAT dans les délais requis en vue de l'examen des dossiers de candidature à la réunion du Comité de direction d'octobre 2010, conformément au dispositif mis en place lors de sa 20 ^{ème} réunion	L'avis a été finalisé en prenant en compte les différentes observations et une présélection de trois candidatures sur examen des dossiers a été faite.	Avis finalisé et diffusé	

Annexe 2 : Appuis directs aux Etats

Annexe 2.1 : Missions d'appui direct aux pays

Pays : Bénin

Domaines	Objectifs	Résultats atteints	Sources de financement	Observations
Management des SSN : Organisation institutionnelle, coordination statistique et gestion stratégique	<ul style="list-style-type: none"> évaluer le dispositif mis en place pour la mise en œuvre du PRCS-BAD Bénin ; apporter des appuis conseils en la matière ; former les membres du comité de gestion du PRCS-BAD Bénin sur les différents outils de gestion et d'administration du programme. 	<ul style="list-style-type: none"> Les membres du comité de gestion du PRCS-BAD Bénin sont formés sur les différents outils de gestion et d'administration du programme ; Un appui est apporté au comité de gestion du PRCS-BAD Bénin pour l'élaboration de son programme d'activité 	PRCS-BAD	
	<ul style="list-style-type: none"> Examen par les pairs 	<ul style="list-style-type: none"> Rapport d'examen rédigé 	AFRISTAT	
Répertoires et statistiques d'entreprises	<ul style="list-style-type: none"> Former les cadres de l'INSAE sur le processus de création et de gestion du répertoire d'entreprises national à des fins statistiques Mettre en place un répertoire d'entreprises national à des fins statistiques au Bénin 	<ul style="list-style-type: none"> 3 cadres de l'INSAE sont formés sur le processus de création et de gestion d'un répertoire d'entreprises national à des fins statistiques Un répertoire national d'entreprises à des fins statistiques a été créé ; il comprend toutes les entreprises du secteur moderne et leurs établissements exerçant une activité économique sur le territoire national. Son champ sera élargi plus tard aux unités du secteur informel disposant d'un local et enregistrées au niveau de la DGID Des procédures de sa gestion ont été définies ; Une application Excel a été mise en place dans un premier temps pour la gestion du répertoire. 	Coopération française	
Comptabilité nationale	<ul style="list-style-type: none"> former les comptables nationaux sur l'outil de validation des données de décomposition, diagnostiquer la méthodologie de décomposition du PIB en vigueur au Bénin procéder à la validation des données de décomposition du PIB de 2007 à 2009. 	<ul style="list-style-type: none"> Les domaines spécifiques de la comptabilité nationale (le traitement des dépenses des Administrations Publiques, des dépenses des Institutions sans But lucratif au Service des Ménages) ont été diagnostiqués et les insuffisances ont été relevées et corrigées. Les activités illicites (prostitution et vente des stupéfiants) ont été évaluées la méthodologie de décomposition du PIB du Bénin a été améliorée 	PRCS-BAD	
Conditions de vie des ménages et Pauvreté	<ul style="list-style-type: none"> Assister l'INSAE dans l'élaboration de son rapport d'analyse approfondie des EDM 2008, à la suite de l'atelier sur l'analyse approfondie des EDM 2008 	<ul style="list-style-type: none"> Le rapport d'analyse approfondie du Bénin a été produit 	Projet de rénovation de l'IHPC	

Pays : **Burkina Faso**

Domaines	Objectifs	Résultats atteints	Sources de financement	Observations
Management des SSN : Organisation institutionnelle, coordination statistique et gestion stratégique Management des SSN : Organisation institutionnelle, coordination statistique et gestion stratégique	<ul style="list-style-type: none"> évaluer le dispositif mis en place pour la gestion du PRCS-BAD Burkina Faso ; apporter des appuis-conseils en la matière ; former les membres du Comité de gestion du PRCS-BAD sur les outils de gestion et d'administration du programme et sur les procédures de la BAD ; examiner l'état d'exécution technique du programme ; examiner le plan d'acquisition des biens et des services et les acquisitions effectuées ; évaluer les capacités de gestion de la coordination nationale. 	<ul style="list-style-type: none"> Des appuis conseils ont été donnés en vue de redimensionner le programme d'activité et de réaménager le budget ; Le point a été fait sur la situation du compte du programme. Des recommandations ont été formulées pour accélérer la mise en œuvre du Programme ; du programme ; 	PRCS-BAD	
	<ul style="list-style-type: none"> Document du Schéma directeur de la statistique 2010-2015 observé 	<ul style="list-style-type: none"> Note portant observations d'AFRISTAT élaborées et transmises 	AFRISTAT	
Répertoires et statistiques d'entreprises	<ul style="list-style-type: none"> Evaluer le processus de création et de gestion du répertoire d'entreprises en place 	<ul style="list-style-type: none"> Le processus de création et de gestion du répertoire d'entreprises a été évalué Des recommandations ont été faites pour le rendre conforme aux normes décrites par le règlement sur le répertoire d'avril 2009 	Coopération française	L'IHPI sera calculé au cours du second semestre après la collecte des complémentaire de base auprès des entreprises échantillonnées.
	<ul style="list-style-type: none"> Exploiter les données des entreprises industrielles issues du recensement au Burkina Faso 	<ul style="list-style-type: none"> Les données des entreprises industrielles issues du recensement des unités économiques de 2009 ont été exploitées 		
	<ul style="list-style-type: none"> Former les cadres nationaux du Burkina Faso sur le processus de mise en place d'un indice de la harmonisé production industrielle (IHPI) 	<ul style="list-style-type: none"> 2 cadres nationaux du Burkina Faso sont formés au processus de mise en place d'un indice harmonisé de la production industrielle (IHPI). 		
	<ul style="list-style-type: none"> Mettre en place un indice de la production harmonisé industrielle (IHPI) au Burkina Faso 	<ul style="list-style-type: none"> L'échantillon des entreprises a été mis en place. Les outils de la collecte complémentaire de base ont été élaborés Le dispositif de production et de publication a été mis en place 		
Comptabilité nationale	Appui à la réalisation des comptes nationaux 2006 et 2007 et au renforcement des capacités des nouveaux cadres aux techniques d'élaboration des comptes nationaux en utilisant le système ERETES	<ul style="list-style-type: none"> Les comptes nationaux 2006 finalisés Les capacités statistiques de l'équipe des comptes nationaux renforcée dans la technique d'élaboration des comptes 	UEMOA	<ul style="list-style-type: none"> Les travaux à venir porteront sur l'élaboration des comptes 2007 et-2008.
		<ul style="list-style-type: none"> Les bases locales des comptes 2007 sont centralisées et l'analyse des tendances des agrégats macroéconomiques effectuées; La cohérence des données officielles et celles contenues dans la base réalisées ; 		

Domaines	Objectifs	Résultats atteints	Sources de financement	Observations
		<ul style="list-style-type: none"> Première projection des CI effectuée; La réalisation des matrices de « qui à qui ». 		
Conditions de vie des ménages et Pauvreté	<ul style="list-style-type: none"> Traitement et analyse des données de l'EICVM 2009 	<ul style="list-style-type: none"> L'apurement des données est effectué. Le traitement et l'analyse des données se feront au cours du deuxième semestre 	INSD du Burkina Faso	<ul style="list-style-type: none"> L'INSD a accusé du retard sur le chronogramme défini
		<ul style="list-style-type: none"> L'apurement des données est effectué ; La méthodologie de détermination des seuils de la pauvreté a été revue (composition du panier, estimation des loyers fictifs, champ de la consommation finale courante des ménages) ; Les seuils de pauvreté 2009 et 2003 ont été estimés sur la base de la méthodologie révisée ; Une quinzaine de cadres de l'INSD ont été formés sur la mesure et l'analyse de la pauvreté ; Le plan d'analyse en vue de la rédaction du profil de pauvreté a été adopté. 	INSD du Burkina Faso	<ul style="list-style-type: none"> L'INSD a va démarré la rédaction du profil de pauvreté 2009 du Burkina Faso, lequel sera validé plus tard par AFRISTAT
		<ul style="list-style-type: none"> Le traitement et l'analyse des données ont été effectués. Le rapport d'analyse est cours de rédaction par l'INSD en relation avec AFRISTAT 		<ul style="list-style-type: none">
Statistiques démographiques, sociales et de l'état civil	<ul style="list-style-type: none"> Renforcer le système de collecte, d'exploitation et d'analyse des données de l'état civil au Burkina Faso 	<ul style="list-style-type: none"> Un ensemble de fiches de collecte (naissance, décès mariage) ont été révisés et sont disponibles. Des recommandations ont été formulées pour la mise en place d'un comité technique chargé de la validation des outils de collecte et de la stratégie de collecte ; Le rapport de l'analyse des données de l'état civil pour la phase pilote (2005-2007) a été examiné et des propositions d'amélioration faites. 	AFRISTAT	<ul style="list-style-type: none"> Une visite de courtoisie a eu lieu auprès du premier adjoint au Maire de la commune de Ouagadougou et du Service central d'état civil. La mission a rencontré les partenaires nationaux et internationaux des ministères en charge des questions d'état civil pour les sensibiliser sur l'importance de la coordination des activités.

Pays : **Burundi**

Domaines	Objectifs	Résultats atteints	Sources de financement	Observations
Répertoires et statistiques d'entreprises	<ul style="list-style-type: none"> Former les cadres nationaux du Burundi sur le processus de création et de gestion du répertoire d'entreprises national à des fins statistiques 	<ul style="list-style-type: none"> 17 cadres nationaux du Burundi sont formés sur le processus de création et de gestion d'un répertoire d'entreprises national à des fins statistiques 	Coopération française	<p>Une mission a été effectuée en février 2010 et un appui à distance a été apporté</p> <p>L'IHPI définitif sera calculé au cours du second semestre après la collecte complémentaire de base</p>
	<ul style="list-style-type: none"> Mettre en place un répertoire d'entreprises national à des fins statistiques au Burundi 	<ul style="list-style-type: none"> Un répertoire national d'entreprises à des fins statistiques comprenant des entreprises du secteur moderne est mis en place et les procédures de sa gestion ont été définies ; Une application Excel a été mise en place dans un premier temps pour la gestion du répertoire. 		
	<ul style="list-style-type: none"> Former les cadres nationaux du Burundi sur le processus de mise en place d'un indice de la harmonisé production industrielle (IHPI) 	<ul style="list-style-type: none"> 17 cadres nationaux du Burundi sont formés sur le processus de mise en place d'un indice harmonisé de la production industrielle (IHPI). 		
	<ul style="list-style-type: none"> Mettre en place un indice de la production harmonisé industrielle (IHPI) au Burundi 	<ul style="list-style-type: none"> L'IHPI a été mis en place. Les indices provisoires de l'année de base 2007 ont été calculés. 		
Analyse macro-économique	<ul style="list-style-type: none"> Mettre en place au service de conjoncture et prévisions à court terme de l'ISTEEBU une base de données conjoncturelle et un bulletin de conjoncture aux normes d'AFRISTAT 	<ul style="list-style-type: none"> Une première mission (sur deux prévues) a permis de faire un état des lieux et de démarrer la mise en place de la base de données et du bulletin de conjoncture. 	BAD/PRCI/FEF	<p>Le service de conjoncture et prévisions à court terme vient d'être mis en place au sein de l'ISTEEBU.</p> <p>Une première mission a été réalisée en juillet 2010. Une deuxième mission est programmée en 2011 pour finaliser la mise en place du bulletin de conjoncture et former les 7 agents nouvellement affectés au service.</p>

Pays : Cameroun

Domaines	Objectifs	Résultats atteints	Sources de financement	Observations
Répertoires et statistiques d'entreprises	<ul style="list-style-type: none"> Former les cadres nationaux du Cameroun sur le processus de création et de gestion du répertoire d'entreprises national à des fins statistiques 	<ul style="list-style-type: none"> 21 cadres nationaux du Cameroun sont formés sur le processus de création et de gestion d'un répertoire d'entreprises national à des fins statistiques 	Coopération française	Une mission a été effectuée en juin 2010
	<ul style="list-style-type: none"> Mettre en place un répertoire d'entreprises national à des fins statistiques au Cameroun 	<ul style="list-style-type: none"> Un répertoire national d'entreprises à des fins statistiques a été créé. Il comprend toutes les entreprises soumises au régime réel, réel simplifié, de base et libératoire d'imposition, exerçant une activité économique sur le territoire national. Son champ sera élargi plus tard aux associations, aux ONG, aux coopératives et groupes d'initiative commune. -Des procédures de sa gestion ont été définies 		
Management des SSN : Organisation institutionnelle, coordination statistique et gestion stratégique	<ul style="list-style-type: none"> Dispenser un cours sur la planification stratégique et la gestion axée du les résultats à l'ISSEA 	<ul style="list-style-type: none"> 28 élèves futurs ISE sont formés en planification stratégique et la gestion axée du les résultats à l'ISSEA 	MAE/EGIDE	
Développement de systèmes d'information pour le suivi des stratégies de développement économique et social (DSRP, OMD, stratégies sectorielles)	<ul style="list-style-type: none"> finaliser la méthodologie et les outils de collecte des données de l'enquête pilote sur la productivité du troupeau ; préparer et animer l'atelier de validation de la méthodologie et des outils de collecte ; former des formateurs (cadres de la Direction des Etudes, des Statistiques et de la Coopération (DESC) du MINEPIA et des Service Régionaux du Développement des Productions et des Industries Animales, des Pêches et de l'Aquaculture) 	<ul style="list-style-type: none"> Plan de sondage finalisé notamment, taille de l'échantillon fixée et méthode de tirage définie pour chaque degré de sondage ; les instruments nécessaires à la mise en œuvre du plan de sondage disponibles (base de sondage du MINADER, liste des ZD avec les localités) ; documents méthodologiques et de collecte révisés et validés au cours d'un atelier de 3 jours ; Les formateurs centraux de la DESC et les superviseurs régionaux formés à toute la méthodologie et aux outils d'enquête ; Un plan de communication adopté dans ses grandes lignes ; Chronogramme des activités de l'enquête pilote discuté et adopté 	Projet PAGT/FP	
Comptabilité nationale	<ul style="list-style-type: none"> finaliser la méthodologie d'estimation des activités illicites ; évaluer l'impact de ces activités illégales sur le PIB du Cameroun ; évaluer éventuellement l'impact de ces activités illégales sur la PPA ; 	<ul style="list-style-type: none"> La méthodologie d'estimation des activités illicites a été finalisée et expérimentée Les activités illicites (activités de prostitution et vente des stupéfiants) ont été évaluée 	PRCS -BAD	

Domaines	Objectifs	Résultats atteints	Sources de financement	Observations
Statistique des prix	<ul style="list-style-type: none"> Calculer les nouvelles pondérations pour l'indice national des prix rénové 	<ul style="list-style-type: none"> Les pondérations des 10 régions issues de l'enquête ECAM3 de 2007 sont disponibles et les capacités des cadres renforcées en ce qui concerne le calcul des pondérations. 	AFRISTAT	Les travaux d'initialisation du nouvel indice sont en cours à l'INS du Cameroun. Une expertise d'AFRISTAT avant la phase de production est souhaitable.

Pays : Centrafrique

Domaines	Objectifs	Résultats atteints	Sources de financement	Observations
Suivi de la conjoncture et prévision macroéconomique	<p>Projection des années 2007 et 2008 avec le modèle TABLO de la RCA, après actualisation des tableaux de base de 2006.</p> <ul style="list-style-type: none"> présentation des résultats au Ministère du Plan, en vue de la validation interne du modèle. suivi de l'état d'avancement du fichier du secteur primaire (atelier restreint). suivi de l'état d'avancement du guide méthodologique à la DGPS. suivi de l'avancement de la conjoncture à l'ICASEES et à la DGPS. 	<ul style="list-style-type: none"> Les membres du groupe restreint de modélisation ont appris à actualiser le modèle à partir des nouveaux éléments mis à disposition par les comptables nationaux ; Ils ont appris à utiliser le modèle TABLO pour simuler deux années réelles, sur la base d'un TRE 2006 actualisé ; Les autorités ont validé le modèle en interne et les membres du groupe élargi de modélisation ont participé à une séance de projection macroéconomique et ont discuté de la méthode ; L'état d'avancement du fichier primaire est vérifié L'état d'avancement du guide méthodologique est vérifié ; L'état d'avancement de la conjoncture est vérifié. 	BAD – projet PARCPE	<ul style="list-style-type: none"> Du 20 au 30 janvier 2010
Suivi de la conjoncture et prévision macroéconomique	<ul style="list-style-type: none"> Premier thème : retour sur les projections 2008, avec l'introduction de nouvelles hypothèses. deuxième thème : projection des années 2009, 2010 et 2011 avec le modèle TABLO de la RCA. Troisième thème : présentation du modèle aux institutionnels en vue de sa validation « externe », au cours d'un atelier d'une journée. 	<ul style="list-style-type: none"> Les membres du groupe restreint de modélisation ont pris en main le modèle TABLO et sont aptes à simuler trois années réelles, une en version « compte rapide rétrospectif » (année 2009), deux en version « prévision » (2010 et 2011) ; Le modèle est validé par les autorités et se substitue à l'ancien dans les travaux réglementaires de la DGPS ; Les données du fichier primaire sont discutées et validées par les services techniques concernés 	BAD – projet PARCPE	<ul style="list-style-type: none"> Du 25 juin au 2 juillet
	<ul style="list-style-type: none"> Mettre en place une enquête d'opinion auprès des opérateurs économiques (traitement et analyse) 	<ul style="list-style-type: none"> Les cadres ont été formés et ont réalisé une première publication 	BAD – projet PARCPE	<ul style="list-style-type: none">
	<ul style="list-style-type: none"> Former les agents de la DGPS à l'élaboration d'une note de prévision 	<p>Les cadres sont aptes à rédiger une note de prévision</p>	BAD – projet PARCPE	<ul style="list-style-type: none">
Statistiques des prix à la consommation	<ul style="list-style-type: none"> Appui technique à l'ICASEES pour préparer l'officialisation de l'IHPC de Bangui 	<ul style="list-style-type: none"> la base des données a été analysée; les prix moyens et les indices mensuels des séries pour l'année 2009 et les mois de janvier et février 2010 ont été recalculés ; les indices de la période de janvier 2009 à février 2010 ont été recalculés ; la maquette des données de base pour les tableaux et graphiques de la publication mensuelle sur l'évolution des prix à Bangui a été constituée et renseignée ; la maquette de publication avec l'exemple du mois de février 2010 a été réalisée ; un argumentaire pour le passage au nouvel indice et un guide de l'utilisateur ont été élaborés. 	PARCPE	<ul style="list-style-type: none"> Le nouvel indice est prêt pour remplacer l'ancien. Le budget de la cérémonie d'officialisation est prévu dans le PARCPE. Cependant, en attendant que ce budget soit effectivement mis en place, rien n'empêche de remplacer déjà l'ancien indice par le nouveau avant la cérémonie officielle. Ceci permettrait de désengorger le service des statistiques des prix qui fait face à un surcroît de travail.

Pays : Comores

Domaines	Objectifs	Résultats atteints	Sources de financement	Observations
Management des SSN : Organisation institutionnelle, coordination statistique et gestion stratégique	<ul style="list-style-type: none"> évaluer le dispositif mis en place pour la mise en œuvre du PRCS-BAD ; apporter des appuis conseils en la matière ; former les membres du comité de gestion du PRCS-BAD sur les différents outils de gestion et d'administration du programme. 	<ul style="list-style-type: none"> Les membres du comité de gestion du PRCS-BAD sont formés sur les différents outils de gestion et d'administration du programme ; Un appui est apporté au comité de gestion du PRCS-BAD pour l'élaboration de son programme d'activité 	PRCS-BAD	

Pays : Congo

Domaines	Objectifs	Résultats atteints	Sources de financement	Observations
Statistiques des prix à la consommation	<ul style="list-style-type: none"> Appui technique au CNSEE pour le calcul des IHPC à Brazzaville et à Pointe-Noire 	<ul style="list-style-type: none"> les données de l'année de base 2005 à Pointe-Noire ont été apurées; les prix moyens et des indices mensuels de l'année de base à Pointe-Noire ont été calculés, les indices des quatre premiers mois de l'année 2009 pour Pointe-Noire et Brazzaville ont été calculés; la maquette de présentation des données de base pour les tableaux et graphiques de la publication mensuelle sur l'évolution des prix à Brazzaville a été réalisée. 	PACDIP	
	<ul style="list-style-type: none"> Appui technique au CNSEE pour la préparation de l'officialisation de l'IHPC 	<ul style="list-style-type: none"> la saisie, l'apurement des données des variétés homogènes des mois de janvier à mars à Pointe-Noire ont été réalisées; le personnel des directions départementales de la statistique de Pointe-Noire (4) et de Brazzaville (7) aux ont été formées aux opérations d'apurement et de traitement à Pointe-Noire ; les données de base pour les tableaux et graphiques pour la publication dans les deux villes ont été constituées et mises à jour; Les deux indices sont officiels depuis le 30 août 2010 		

Management des SSN : Organisation institutionnelle, coordination statistique et gestion stratégique	<ul style="list-style-type: none"> Participer à l'atelier de lancement de la SNDS et à l'adoption de la feuille de route pour son élaboration ; Former les acteurs impliqués dans le processus d'élaboration de la SNDS en planification stratégique et en gestion axée sur les résultats ; Appuyer l'organisation des travaux de réalisation du diagnostic du SSN du Congo ; Participer à l'examen par les pairs 	<ul style="list-style-type: none"> La feuille de route pour l'élaboration de la SNDS est adoptée ; Le processus d'élaboration de la SNDS est lancé ; Les acteurs impliqués dans le processus d'élaboration de la SNDS en planification stratégique et en gestion axée sur les résultats sont formés ; Le secrétariat de l'examen par les pairs est assuré et le rapport rédigé 	BAD	
Conditions de vie des ménages et Pauvreté	<ul style="list-style-type: none"> Réaliser la deuxième enquête congolaise auprès des ménages 	<ul style="list-style-type: none"> La méthodologie de l'enquête est finalisée. Elle intègre le volet QUIBB 	PACDIP/AFRISTAT	<ul style="list-style-type: none"> Le CNSEE a accusé du retard sur le chronogramme défini
	<ul style="list-style-type: none"> Réaliser la deuxième enquête congolaise auprès des ménages 	<ul style="list-style-type: none"> La méthodologie de l'enquête est finalisée. Elle intègre le volet QUIBB La formation des superviseurs a été effectuée 	PACDIP/AFRISTAT	<ul style="list-style-type: none"> Le CNSEE a accusé du retard sur le chronogramme défini. La collecte des données aura lieu à partir de février 2011
	<ul style="list-style-type: none"> Traitement et analyse de l'enquête sur l'emploi et le secteur informel en milieu urbain du Congo (EESIC) 	<ul style="list-style-type: none"> Le traitement est effectué et les résultats de l'enquête sont obtenus Les rapports provisoires sont en cours de lecture 	PACDIP/AFRISTAT	<ul style="list-style-type: none">
	<ul style="list-style-type: none"> Traitement et analyse de l'enquête sur l'emploi et le secteur informel en milieu urbain du Congo (EESIC) 	<ul style="list-style-type: none"> Les plans d'analyse des rapports des phases 1 et 2 de l'enquête ont été élaborés ; Les tableaux d'analyse des phases 1 et 2 de l'enquêtes ont été produits ; La validation des rapports d'analyse des phases 1 et 2 de l'enquête est actuellement en cours. 	PACDIP/AFRISTAT	<ul style="list-style-type: none"> Les rapports d'analyse des phases 1 et 2 seront transmis au CNSEE dans le courant du premier trimestre de l'année 2011.
Répertoires et statistiques d'entreprises	<ul style="list-style-type: none"> Former les cadres du CNSEE sur le processus de création et de gestion du répertoire d'entreprises national à des fins statistiques 	<ul style="list-style-type: none"> 9 cadres du CNSEE sont formés sur le processus de création et de gestion d'un répertoire d'entreprises national à des fins statistiques 	PACDIP/AFRISTAT	<ul style="list-style-type: none">

Pays : Côte d'Ivoire

Domaines	Objectifs	Résultats atteints	Sources de financement	Observations
Management des SSN : Organisation institutionnelle, coordination statistique et gestion stratégique	<ul style="list-style-type: none"> évaluer le dispositif mis en place pour la gestion du PRCS-BAD ; apporter des appuis-conseils en la matière ; former les membres du Comité de gestion du PRCS-BAD sur les outils de gestion et d'administration du programme et sur les procédures de la BAD ; examiner l'état d'exécution technique du programme ; 	<ul style="list-style-type: none"> Des appuis conseils ont été donnés en vue de redimensionner le programme d'activité et de réaménager le budget ; Le point a été fait sur la situation du compte du programme. Le rapport d'activité du premier trimestre a été élaboré. 	PRCS-BAD	

Domaines	Objectifs	Résultats atteints	Sources de financement	Observations
	<ul style="list-style-type: none"> examiner le plan d'acquisition des biens et des services et les acquisitions effectuées ; évaluer les capacités de gestion de la coordination nationale. 			
Comptabilité nationale	<ul style="list-style-type: none"> Appuyer les comptables nationaux dans les travaux de publication des comptes nationaux 2007, des comptes provisoires 2008 et une formation sur la réalisation du tableau des comptes économiques intégrés (TCEI) à l'aide du système ERETES. 	Les documents de publication des résultats des comptes nationaux 2007 et des comptes provisoires 2008 ont été rédigés et l'équipe a été formée à la démarche d'élaboration des comptes des secteurs institutionnels avec l'outil ERETES	UEMOA	
Statistiques sociodémographiques	<ul style="list-style-type: none"> Examiner le cadre institutionnel de la mise en œuvre de l'activité d'exploitation des faits d'état civil et suggérer de nouvelles stratégies y afférents ; Apprécier la méthodologie de collecte des données de l'état civil ; Examiner les techniques d'analyse et de calcul des indicateurs (taux de couverture et taux démographiques issus de l'exploitation des données de l'état civil 	<ul style="list-style-type: none"> Le cadre institutionnel en matière d'exploitation des faits d'état civil en Côte d'Ivoire est examiné et les suggestions sont faites ; La méthodologie de collecte est appréciée et validée ; Les techniques d'analyse et de calcul des indicateurs sont examinés 	AFRISTAT	

Pays : **GABON**

Domaines	Objectifs	Résultats atteints	Sources de financement	Observations
Développement de systèmes d'information pour le suivi des stratégies de développement économique et social (DSRP, OMD, stratégies sectorielles)	<ul style="list-style-type: none"> réaliser un diagnostic succinct des statistiques de la santé, de l'éducation et de l'emploi, c'est-à-dire apprécier dans quelles conditions les données de ces secteurs sont élaborées et traitées, comment elles sont transmises à la DGS et comment la DGS les compile ; proposer une organisation pratique de la chaîne de production et de diffusion des statistiques de source administrative ; former les principaux responsables de la compilation des statistiques sociales à la gestion du processus de production et de diffusion des 	<ul style="list-style-type: none"> Le diagnostic du processus de production des statistiques des secteurs de la santé, de l'éducation et d'emploi ont été réalisés et a permis de constater que les structures sectorielles de production de statistique de l'emploi, de l'enseignement technique, de la formation professionnelle, de l'insertion et de la réinsertion sociale ne sont pas opérationnelles et que celles de la santé, de l'éducation nationale, de la santé et de l'enseignement supérieur fonctionnent relativement bien mais avec des faiblesses en matière de supervision et du contrôle de la qualité de la collecte, dans la non uniformisation des outils de collecte et de traitement des données. Les principaux animateurs de ces structures sectorielles de production de statistique et de la Direction Générale de la Statistique et des Etudes Economiques ont été identifiés et formés au 	PRCS-GABON	

Domaines	Objectifs	Résultats atteints	Sources de financement	Observations
	<p>statistiques relatives à leurs secteurs ;</p> <ul style="list-style-type: none"> • obtenir une chaîne de traitement complète permettant de produire des statistiques de la santé, de l'éducation et de l'emploi ; • procéder au renforcement des capacités du personnel en charge de ces systèmes statistique. 	<p>processus de production de statistique dans leur secteur respectif.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Une douzaine de cadres gabonais du SSN ont été formés au traitement des données statistiques avec CsPRO et SPSS. 		
<p>Management des SSN : Organisation institutionnelle, coordination statistique et gestion stratégique</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Mettre à jour le cadre de renforcement et de développement des capacités statistiques, élaboré par le gouvernement avec l'appui de la FAO en 2008. 	<ul style="list-style-type: none"> • Diagnostic du système de statistiques agricoles actualisé ; • les nouvelles demandes de données pour le suivi et évaluation de la « politique d'émergence » et du PASAC prises en compte ; • Un programme à court terme intégrant les actions de relance de la production des statistiques agricoles minimum et la résolution des contraintes institutionnelles et organisationnelles élaboré ; • Un programme de moyen et long termes comprenant des investissements nécessaires à la mise en place d'un système de statistiques agricoles complet élaboré ; • un chronogramme et un budget pour la mise en œuvre des actions proposées élaboré ; • Une série de recommandations formulées par la mission. 		
<p>Répertoires et statistiques d'entreprises</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Former les cadres la DGS sur le processus de création et de gestion du répertoire d'entreprises national à des fins statistiques • Mettre en place un répertoire d'entreprises national à des fins statistiques au Gabon 	<ul style="list-style-type: none"> • 9 cadres de la DGS sont formés sur le processus de création et de gestion d'un répertoire d'entreprises national à des fins statistiques • Un répertoire national d'entreprises à des fins statistiques a été créé ; Il comprend des entreprises du secteur moderne exerçant une activité économique sur le territoire national. • Des procédures de sa gestion ont été définies ; • Une application Excel a été mise en place dans un premier temps pour la gestion du répertoire. 	<p>Coopération française</p>	

Pays : Guinée

Domaines	Objectifs	Résultats atteints	Sources de financement	Observations
Répertoires et statistiques d'entreprises	<ul style="list-style-type: none"> Mettre en place un répertoire d'entreprises national à des fins statistiques en Guinée 	<ul style="list-style-type: none"> Un répertoire national d'entreprises à des fins statistiques a été créé. Il comprend les entreprises industrielles du secteur moderne. -Des procédures de sa gestion ont été définies Une application Excel a été mise en place dans un premier temps pour la gestion du répertoire. 	Coopération française	Une mission a été effectuée en mars 2010
	<ul style="list-style-type: none"> Calculer l'IHPI définitif 2006, 2007, 2008, 2009 en Guinée 	<ul style="list-style-type: none"> L'IHPI des quatre trimestres 2006, 2007, 2008 et 2009 ont été calculés ; Le document de publication de l'IHPI a été élaboré ; Le lancement officiel de la production et de la publication de l'IHPI a été réalisé au niveau du ministère du plan et de la coopération internationale 		
Statistiques des prix à la consommation Statistiques des prix à la consommation	<ul style="list-style-type: none"> Dépanner l'application CHAPO ; Lancer les calculs de l'indice de juin 2010. 	<ul style="list-style-type: none"> La panne de CHAPO résolue L'indice de juin 2010 calculé La base de données est sauvegardée 	PRCS/BAD	<ul style="list-style-type: none"> Mission effectuée du 17 au 20 août 2010
	<ul style="list-style-type: none"> Apporter un appui à l'équipe PCI dans le traitement des données de l'année 2009 et l'apurement des données des services de santé et des produits pharmaceutiques de 2010. 	<ul style="list-style-type: none"> Les capacités des responsables prix de la République de Guinée sont renforcées en matière de traitement des données des prix du PCI 		
	<ul style="list-style-type: none"> Finalisation des travaux de rénovation de l'IHPC 2008 	<ul style="list-style-type: none"> les données de l'année de base 2008 (prix et indice) sont apurés ; les prix de base sont calculés et saisis dans l'application CHAPO ; les indices de l'année de base 2008 et ceux de l'année 2009 sont calculés et analysés ; les publications flash-prix et 6 pages sont mises en place ; l'argumentaire de passage à l'IHPC 2008 est élaboré en français. 	IHPC UEMOA 2	<ul style="list-style-type: none">
Statistiques sociodémographiques	Finaliser le questionnaire du recensement général de la population et de l'habitat pilote de la Guinée	<ul style="list-style-type: none"> Le questionnaire a été amendé 	--	<ul style="list-style-type: none">

Pays : **Guinée Bissau**

Domaines	Objectifs	Résultats atteints	Sources de financement	Observations
Informatique et développement de bases de données	<ul style="list-style-type: none"> • Mettre en œuvre la base de données Statbase pour la diffusion des données dans un cadre harmonisé. • Former au moins deux (2) Administrateurs de Statbase • Former le personnel de saisie des données dans Statbase 	<ul style="list-style-type: none"> • L'application Statbase installée et testée ; • Deux (2) administrateurs de Statbase formés ; • Deux (2) personnes formées au module « Gestion des données » de Statbase. 	CEDEAO	Du matériel informatique a été acheté et livré par la Commission de la CEDEAO ; la formation en Statbase a été assurée par AFRISTAT
Indice des Prix à la Consommation	<ul style="list-style-type: none"> • finaliser les travaux de rénovation de l'IHPC 2008 	<ul style="list-style-type: none"> • les données de l'année de base 2008 (prix et indice) sont apurés ; • les prix de base sont calculés et saisis dans l'application CHAPO ; • les indices de l'année de base 2008 et ceux de l'année 2009 sont calculés et analysés ; • les publications flash-prix et 6 pages sont mises en place ; • l'argumentaire de passage à l'IHPC 2008 est élaboré en français. 	IHPC UEMOA 2	Mission effectuée 4 au 12 février 2010

Pays : Mali

Domaines	Objectifs	Résultats atteints	Sources de financement	Observations
Management des SSN : Organisation institutionnelle, coordination statistique et gestion stratégique	<ul style="list-style-type: none"> évaluer le dispositif mis en place pour la gestion du PRCS-BAD ; apporter des appuis-conseils en la matière ; former les membres du Comité de gestion du PRCS-BAD sur les outils de gestion et d'administration du programme et sur les procédures de la BAD ; examiner l'état d'exécution technique du programme ; examiner le plan d'acquisition des biens et des services et les acquisitions effectuées ; évaluer les capacités de gestion de la coordination nationale. 	<ul style="list-style-type: none"> Des appuis conseils ont été donnés en vue de redimensionner le programme d'activité et de réaménager le budget ; Le point a été fait sur la situation du compte du programme ; Le rythme de réalisation des activités a connu une accélération ; Le rapport d'activité du premier trimestre a été repris suivant le format requis ; 	PRCS-BAD	
Informatique et développement de bases de données	<ul style="list-style-type: none"> Mettre en œuvre la base de données Statbase pour la diffusion des données dans un cadre harmonisé. Former au moins deux (2) Administrateurs de Statbase Former le personnel de saisie des données dans Statbase 	<ul style="list-style-type: none"> L'application Statbase installée et testée ; Deux (2) administrateurs de Statbase formés ; Trois (3) personnes formées au module « Gestion des données » de Statbase. 	CEDEAO	Du matériel informatique a été acheté et livré par la Commission de la CEDEAO ; la formation en Statbase a été assurée par AFRISTAT
Comptabilité nationale	Appuyer les comptables nationaux dans les travaux de synthèse des comptes nationaux définitifs de l'année 2007 et de renforcer les capacités des nouveaux cadres dans les techniques d'élaboration des comptes nationaux en utilisant le système ERETES.	la synthèse des comptes nationaux 2007 a été réalisée et les agents ont été formés aux techniques de production des comptes nationaux	UEMOA	Le tableau des comptes économiques intégrés à réaliser
Développement de systèmes d'information pour le suivi des stratégies de développement économique et social (DSRP, OMD, stratégies sectorielles)	<ul style="list-style-type: none"> Valider le rapport d'analyse rédigé dans le cadre d'une collaboration entre l'ASDI et l'INSTAT sur le thème « Inégalité de genre, croissance et lutte contre la pauvreté au Mali », dans le cadre d'un atelier organisé par l'ASDI Bamako 	<ul style="list-style-type: none"> Des observations et remarques ont été faites par rapport au rapport cité ; Participation active aux travaux de l'atelier 	AFRISTAT	Deux experts du CERA et du DASD ont représenté AFRISTAT à cet atelier qui s'est déroulé le 18 mai 2010 au Grand Hôtel de Bamako
Statistiques sociodémographiques	<ul style="list-style-type: none"> Evaluer le système de traitement (vérification, codification, saisie) mis en place dont les méthodes, les outils, l'organisation du personnel ; Appuyer l'équipe du traitement à élaborer une stratégie d'apurement des données et élaborer les spécifications de contrôle de cohérence et de correction 	<ul style="list-style-type: none"> Le système de traitement des données du recensement général de la population et de l'habitat de 2009 a été évalué et des amendements ont été apportés ; Une stratégie d'apurement des données a été retenue 		

Pays : **Mauritanie**

Domaines	Objectifs	Résultats atteints	Sources de financement	Observations
Management des SSN : Organisation institutionnelle, coordination statistique et gestion stratégique	<ul style="list-style-type: none"> évaluer le dispositif mis en place pour la gestion du PRCS-BAD ; apporter des appuis-conseils en la matière ; former les membres du Comité de gestion du PRCS-BAD sur les outils de gestion et d'administration du programme et sur les procédures de la BAD ; examiner l'état d'exécution technique du programme ; examiner le plan d'acquisition des biens et des services et les acquisitions effectuées ; évaluer les capacités de gestion de la coordination nationale. 	<ul style="list-style-type: none"> Des appuis conseils ont été donnés en vue de redimensionner le programme d'activité et de réaménager le budget ; Le point a été fait sur la situation du compte du programme ; La coordination a été sensibilisée pour accélérer la mise en œuvre du projet ; Le rapport d'activité du premier trimestre a été repris suivant le format requis ; 	PRCS-BAD	
	<ul style="list-style-type: none"> procéder à une mise à jour de la Stratégie nationale de développement de la statistique (SNDS) ; aligner sa période sur celle du CSLP révisé, à savoir 2011-2015 	<ul style="list-style-type: none"> Plan d'action 2007-2012 mis à jour ; Arrimage de la période de la SNDS actualisée à celle du CSLP révisé, 2011-2015 Recommandations sur la finalisation de la SNDS actualisée 	PNUD-Mauritanie	
Conditions de vie des ménages et Pauvreté	<ul style="list-style-type: none"> Exploitation approfondie de l'EPCV 2008 	<ul style="list-style-type: none"> Rapport rédigé et restitué 	PNUD	<ul style="list-style-type: none">

Pays : Niger

Domaines	Objectifs	Résultats atteints	Sources de financement	Observations
Informatique et développement de bases de données	<ul style="list-style-type: none"> Mettre en œuvre la base de données Statbase pour la diffusion des données dans un cadre harmonisé. Former au moins deux (2) Administrateurs de Statbase Former le personnel de saisie des données dans Statbase 	<ul style="list-style-type: none"> L'application Statbase installée et testée ; Deux (2) administrateurs de Statbase formés ; Quatre (4) personnes formées au module « Gestion des données » de Statbase. 	CEDEAO	Du matériel informatique a été acheté et livré par la Commission de la CEDEAO ; la formation en Statbase a été assurée par AFRISTAT
Comptabilité nationale	<ul style="list-style-type: none"> Appuyer les comptables nationaux dans les travaux de traitement des données sources des comptes nationaux 2007 	Les données sources ont été chargées dans la base des comptes 2007 et leur mise en cohérence réalisée.	UEMOA	Les travaux sont toujours en cours
Statistiques démographiques, sociales et de l'état civil	<ul style="list-style-type: none"> Appuyer le Niger pour l'exploitation des faits d'état civil 	<ul style="list-style-type: none"> Le programme pour l'accompagnement et le suivi des activités dans le domaine de l'état civil a été révisé et les activités à mettre en œuvre ont été définies Les procédures d'apurement ont été initiées et des orientations/recommandations sont proposées pour la mise en place d'un corpus de données pour la gestion, le suivi et la poursuite des l'activité Les indicateurs importants dans le cadre de la production d'information pour la planification au développement et la gestion du système d'état civil national ont été identifiés à travers un document du fonctionnement de l'état civil (2009) Des orientations ont été proposées pour l'élaboration des cartes statistiques à partir des données d'état civil. Une formation succincte a été dispensée et les logiciels, fichiers et documents ont été mis à disposition. La DNEC a été informée des résultats atteints et des contraintes pour l'exploitation des données sur les naissances. 	AFRISTAT	<ul style="list-style-type: none">

Pays : Sao Tome et Principe

Domaines	Objectifs	Résultats atteints	Sources de financement	Observations
Management des SSN : Organisation institutionnelle, coordination statistique et gestion stratégique	<ul style="list-style-type: none"> évaluer le dispositif mis en place pour la mise en œuvre du PRCS-BAD ; apporter des appuis conseils en la matière ; former les membres du comité de gestion du PRCS-BAD sur les différents outils de gestion et d'administration du programme. 	<ul style="list-style-type: none"> Les membres du comité de gestion du PRCS-BAD sont formés sur les différents outils de gestion et d'administration du programme ; Un appui est apporté au comité de gestion du PRCS-BAD pour l'élaboration de son programme d'activité ; Le point a été fait sur la situation du compte du projet 	PRCS-BAD	
	<ul style="list-style-type: none"> faire le point avec l'Institut National de la Statistique de Sao-Tomé et Principe (INE) sur l'état d'avancement du processus de validation (technique et politique) de la Stratégie nationale de développement de la statistique (SNDS) et sur la réalisation des documents de plaidoyers et sur le cadre législatif et la coordination statistique ; mener le plaidoyer auprès des décideurs politiques ; identifier avec les PTF et les autorités la meilleure manière de financer la SNDS (table ronde, appui budgétaire, autres) ; mettre au point un programme de travail avec l'INE jusqu'à la mise en œuvre de la SNDS. 	<p>Des recommandations ont été formulées sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> L'adoption de la loi statistique par l'Assemblée nationale ; L'adoption de la SNDS par le gouvernement ; la définition d'un programme biennuel d'actions prioritaires (2011-2012) en collaboration avec toutes les entités du SSN ; la mise à disposition d'un conseiller en matière d'organisation institutionnelle et de coordination statistique ; la tenue de réunions régulières du Conseil National de la Statistique (CNS) ; l'accélération du processus d'adhésion de Sao Tomé et Principe à AFRISTAT par la ratification du traité, le dépôt des instruments de ratification auprès du Gouvernement malien et le paiement de la contribution au Fonds AFRISTAT ; l'élaboration rapide d'un programme de formation continue. 	AFRISTAT	
Comptabilité nationale	<ul style="list-style-type: none"> démarrer le processus de rénovation des comptes nationaux en appliquant tout en utilisant l'outil informatique ERETES : mise en place d'une nouvelle année de base des comptes nationaux 2008 	<ul style="list-style-type: none"> Etat des lieux des comptes nationaux effectué Nouvelles nomenclatures (branches, produits, source...) élaborées Année de base 2008 choisie Calendrier des travaux élaborés Formation sur le SCN93 et l'outil ERETES effectuée. 	Sao Tome/ Projet PIR-PALOP (Programme régional pour les statistiques des pays africains de langue officielle portugaise)	Les travaux sont toujours en cours
	<ul style="list-style-type: none"> Assister les experts nationaux dans l'élaboration de la matrice de décomposition du PIB 2009 de SaoTomé et Principé en position élémentaires Former les comptables nationaux en méthodes de décomposition et de validation des données de décomposition 	<ul style="list-style-type: none"> L'équipe des comptables nationaux a été formée en méthodes de décomposition du PIB L'équipe a été formée en méthode de validation des données de décomposition du PIB La matrice de décomposition du PIB 2009 	PRCS-BAD	

Domaines	Objectifs	Résultats atteints	Sources de financement	Observations
	<p>du PIB</p> <ul style="list-style-type: none"> Appuyer les experts nationaux dans la rédaction du rapport pays 2009 Appuyer les experts nationaux dans le remplissage du questionnaire métadonnées. 	<p>en positions élémentaires a été réalisée</p> <ul style="list-style-type: none"> Le rapport pays 2009 a été rédigé Le questionnaire métadonnées 2009 a été rempli 		

Pays : **Sénégal**

Domaines	Objectifs	Résultats atteints	Sources de financement	Observations
<p>Management des SSN : Organisation institutionnelle, coordination statistique et gestion stratégique</p>	<ul style="list-style-type: none"> évaluer le dispositif mis en place pour la mise en œuvre du PRCS-BAD ; apporter des appuis conseils en la matière ; former les membres du comité de gestion du PRCS-BAD sur les différents outils de gestion et d'administration du programme. 	<ul style="list-style-type: none"> Un rappel a été fait sur les différents outils de gestion et d'administration du programme ; Un appui est apporté au comité de gestion du PRCS-BAD pour le réaménagement du programme d'activité ; Le point a été fait sur la situation du compte du projet ; Le programme et le budget réaménagés ont été envoyés à AFRISTAT Le projet a connu une accélération dans sa mise en œuvre 	<ul style="list-style-type: none"> PRCS-BAD 	
<p>Statistiques démographiques, sociales et de l'état civil</p>	<p>L'objectif général de la mission est d'appuyer l'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD) dans le lancement de l'enquête test auprès des centres d'état civil des régions de Dakar, de Diourbel et Tambacounda</p> <p>Plus spécifiquement,</p> <ul style="list-style-type: none"> d'évaluer les outils de collecte des faits d'état civil ; d'évaluer la méthodologie de collecte et les outils de gestion ; de former les agents ; d'élaborer un programme de travail pour aboutir à la diffusion des résultats. Valider le rapport général de l'enquête test de l'exploitation des faits d'état civil 	<ul style="list-style-type: none"> Les outils de collecte des données de l'état civil sont améliorés et validés pour la généralisation de la collecte ; les outils de formation, les outils de gestion et de suivi de collecte sont améliorés et prêts pour la formation et le suivi de la collecte ; les agents de terrain sont formés en fonction du calendrier de la mission et de l'enquête ; un programme de travail est élaboré. Le rapport général de l'enquête test a été amendé 	<p>AFRISTAT</p>	

Pays : Tchad

Domaines	Objectifs	Résultats atteints	Sources de financement	Observations
Comptabilité nationale	<ul style="list-style-type: none"> Validation des données de décomposition de 2009 et évaluation des méthodes de traitement des administrations publiques et des ISLBM 	<ul style="list-style-type: none"> Les données de décompositions 2009 sont disponibles et les méthodes de traitement des APU et des ISBLM évaluées 	PRCS-BAD	L'opération se poursuivra dans 4 Etats membres d'AFRISTAT dans le second semestre 2010

Pays : Togo

Domaines	Objectifs	Résultats atteints	Sources de financement	Observations
Management des SSN : Organisation institutionnelle, coordination statistique et gestion stratégique	<ul style="list-style-type: none"> évaluer le dispositif mis en place pour la mise en œuvre du PRCS-BAD ; apporter des appuis conseils en la matière ; former les membres du comité de gestion du PRCS-BAD sur les différents outils de gestion et d'administration du programme. 	<ul style="list-style-type: none"> Un rappel a été fait sur les différents outils de gestion et d'administration du programme ; Un appui est apporté au comité de gestion du PRCS-BAD pour le réaménagement du programme d'activité ; Le point a été fait sur la situation du compte du projet ; L'envoi des documents comptable se fait désormais dans le respect de la périodicité retenu 	<ul style="list-style-type: none"> PRCS-BAD 	<ul style="list-style-type: none">
Management des SSN : Organisation institutionnelle, coordination statistique et gestion stratégique	<ul style="list-style-type: none"> Les projets de textes organisant l'activité statistique observés 	<ul style="list-style-type: none"> Note portant observations d'AFRISTAT élaborées et transmises 	AFRISTAT	
Répertoires et statistiques d'entreprises	<ul style="list-style-type: none"> Former les cadres nationaux du Togo sur le processus de création et de gestion du répertoire d'entreprises national à des fins statistiques Mettre en place un répertoire d'entreprises national à des fins statistiques au Togo 	<ul style="list-style-type: none"> 5 cadres nationaux du Togo sont formés sur le processus de création et de gestion d'un répertoire d'entreprises national à des fins statistiques Un répertoire national d'entreprises à des fins statistiques a été créé. Il comprend les entreprises du secteur moderne ; Des procédures de sa gestion ont été définies ; Une application Excel a été mise en place dans un premier temps pour la gestion du répertoire. 	Coopération française	Une mission a été effectuée en mai 2010
Comptabilité nationale	<ul style="list-style-type: none"> Réaliser les comptes nationaux 2007 	<ul style="list-style-type: none"> la synthèse des comptes nationaux 2007 a été réalisée et les agents ont été formés aux techniques de production des comptes nationaux 	UEMOA	Les travaux des comptes 2008 ont commencé
Conditions de vie des ménages et Pauvreté	<ul style="list-style-type: none"> Assister la DGSCN dans l'élaboration de son rapport d'analyse approfondie des EDM 2008, à la suite de l'atelier sur l'analyse approfondie des EDM 2008 	<ul style="list-style-type: none"> Le rapport d'analyse approfondie du Togo a été produit 	Projet de rénovation de l'IHPC	L'atelier de validation de ce rapport d'analyse aura lieu dans le courant du premier trimestre de l'année 2011

Commission de la CEDEAO

Pays : **Gambie**

Domaines	Objectifs	Résultats atteints	Sources de financement	Observations
Informatique, diffusion et communication	<ul style="list-style-type: none"> Former au moins deux (2) gestionnaires du site de l'INS. Mettre en œuvre la base de données Statbase pour la diffusion des données dans un cadre harmonisé. Former au moins deux (2) Administrateurs de Statbase. Equiper l'INS de matériels informatiques pour la gestion des sites et bases de données. 	<ul style="list-style-type: none"> L'application Statbase est installée ; Deux (2) administrateurs de Statbase formés ; Deux (2) gestionnaires de site formés à la création et gestion d'un site Web ; Réseau d'échanges de données et d'expériences mis en place ; Matériel informatique acheté. 	CEDEAO	Matériel informatique : Ordinateur et système complet, Scanner, onduleur.
	<ul style="list-style-type: none"> Former deux cadres à la création et la gestion de site Internet dynamique 	<ul style="list-style-type: none"> deux cadres de l'INS ont été formés à la création et à la gestion de sites Internet dynamiques avec PHP et Joomla 	CEDEAO	
	<ul style="list-style-type: none"> Faire un état des lieux en SIG 	<ul style="list-style-type: none"> Un état des lieux sur le système d'information géographique a été fait 	CEDEAO	

Pays : **Ghana**

Domaines	Objectifs	Résultats atteints	Sources de financement	Observations
Informatique, diffusion et communication	<ul style="list-style-type: none"> Former au moins deux (2) gestionnaires du site de l'INS. Mettre en œuvre la base de données Statbase pour la diffusion des données dans un cadre harmonisé. Former au moins deux (2) Administrateurs de Statbase. Equiper l'INS de matériels informatiques pour la gestion des sites et bases de données. 	<ul style="list-style-type: none"> Deux (2) gestionnaires de site formés à la création et gestion d'un site Web ; Réseau d'échanges de données et d'expériences mis en place. Procédures d'acquisition du matériel lancées. Statbase installée 	CEDEAO	L'INS n'a pas réagi à l'achat du matériel informatique, malgré nos rappels réitérés.
	<ul style="list-style-type: none"> Former deux cadres à la création et la gestion de site Internet dynamique 	<ul style="list-style-type: none"> deux cadres de l'INS ont été formés à la création et à la gestion de sites Internet dynamiques avec PHP et Joomla 	CEDEAO	

Pays : Libéria

Domaines	Objectifs	Résultats atteints	Sources de financement	Observations
Informatique, diffusion et communication	<ul style="list-style-type: none"> Former au moins deux (2) gestionnaires du site de l'INS. Mettre en œuvre la base de données Statbase pour la diffusion des données dans un cadre harmonisé. Former au moins deux (2) Administrateurs de Statbase. Equiper l'INS de matériels informatiques pour la gestion des sites et bases de données. 	<ul style="list-style-type: none"> L'application Statbase installée ; Deux (2) gestionnaires de site formés à la création et gestion d'un site Web ; Deux (2) administrateurs et un (1) agent de saisie formés à l'administration et à la gestion de Statbase ; Réseau d'échanges de données et d'expériences mis en place ; Matériel informatique acheté, livré et installé. 	CEDEAO	Matériel informatique : Ordinateur et système complet, Scanner, onduleur.
	<ul style="list-style-type: none"> Former deux cadres à la création et la gestion de site Internet dynamique 	<ul style="list-style-type: none"> deux cadres de l'INS ont été formés à la création et à la gestion de sites Internet dynamiques avec PHP et Joomla 	CEDEAO	

Pays : Nigeria

Domaines	Objectifs	Résultats atteints	Sources de financement	Observations
Informatique, diffusion et communication	<ul style="list-style-type: none"> Former au moins deux (2) gestionnaires du site de l'INS. Mettre en œuvre la base de données Statbase pour la diffusion des données dans un cadre harmonisé. Former au moins deux (2) Administrateurs de Statbase Equiper l'INS de matériels informatiques pour la gestion des sites et bases de données. 	<ul style="list-style-type: none"> Un (1) gestionnaire de site formé à la création et gestion d'un site Web ; L'application Statbase installée et testée ; Un (1) administrateur de Statbase formé ; Réseau d'échanges de données et d'expériences mis en place ; Matériel informatique acheté, livré et installé. 	CEDEAO	Pour raison de calendrier, le second gestionnaire n'a pu participer à l'atelier de formation. Matériel informatique : Ordinateur et système complet, Scanner, onduleur.
	<ul style="list-style-type: none"> Faire un état des lieux en SIG 	<ul style="list-style-type: none"> Un état des lieux sur le système d'information géographique a été fait 	CEDEAO	
	<ul style="list-style-type: none"> Former deux cadres à la création et la gestion de site Internet dynamique 	<ul style="list-style-type: none"> deux cadres de l'INS ont été formés à la création et à la gestion de sites Internet dynamiques avec PHP et Joomla 	CEDEAO	

Pays : **Sierra Leone**

Domaines	Objectifs	Résultats atteints	Sources de financement	Observations
Informatique, diffusion et communication	<ul style="list-style-type: none"> Former au moins deux (2) gestionnaires du site de l'INS. Mettre en œuvre la base de données Statbase pour la diffusion des données dans un cadre harmonisé. Former au moins deux (2) Administrateurs de Statbase Former le personnel de saisie des données dans Statbase Equiper l'INS de matériels informatiques pour la gestion des sites et bases de données. 	<ul style="list-style-type: none"> Deux (2) gestionnaires de site formés à la création et gestion d'un site Web ; Réseau d'échanges de données et d'expériences mis en place. Matériel informatique acheté et livré. 	CEDEAO	Matériel informatique : Ordinateur et système complet, Scanner, onduleur.
	<ul style="list-style-type: none"> Former deux cadres à la création et la gestion de site Internet dynamique 	<ul style="list-style-type: none"> deux cadres de l'INS ont été formés à la création et à la gestion de sites Internet dynamiques avec PHP et Joomla 	CEDEAO	

Annexe 3 : Evaluation des coûts des appuis directs aux Etats membres en FCFA

Pays		Appui						Ateliers/Séminaires	Source de financement			
		Management des SSN : Organisation Institutionnelle et coordination statistique	Comptabilité nationale et gestion macroéconomique	Conjoncture et prévision économiques	Enquêtes auprès des ménages	Statistiques sociales et du développement rural	Conditions de vie des ménages et analyse la pauvreté	Communication, Informatique / Bases de données	Nombre de cadres formés / coûts	AFRISTAT	Autres	Total*
Bénin	Nb jours/expert	12	19	16	24				15	41	30	71
	Coût	2 970 390	4 753 097	3 742 287	6 690 720				15 804 020	9 983 922	23 976 592	33 960 513
Burkina	Nb jours/expert	6	34	18	19	5	8	8	34	79	19	98
	Coût	1 858 120	8 639 447	4 093 960	4 226 197	1 309 783	1 773 693	1 773 693	19 500 923	12 827 215	30 348 602	43 175 818
Burundi	Nb jours/expert			34					6	25	9	34
	Coût			8 284 647					8 269 585	11 180 302	5 373 930	16 554 232
Cameroun	Nb jours/expert	6		17	8	11			21	34	8	42
	Coût	2 315 120		4 785 424	2 785 295	2 738 203			19 655 054	12 957 533	19 321 561	32 279 095
Centrafrique	Nb jours/expert			59					12	34	25	59
	Coût			16 101 864					16 888 020	12 139 414	20 850 469	32 989 884
Comores	Nb jours/expert	7							8	7		7
	Coût	2 538 757							10 443 342	5 625 599	7 356 500	12 982 099
Congo	Nb jours/expert	12		44	58				12	114		114
	Coût	3 050 240		10 815 714	13 908 027				12 268 647	16 764 748	23 277 880	40 042 629
Côte d'Ivoire	Nb jours/expert	7	14	5		6			25	32		32
	Coût	1 715 957	3 259 913	1 316 483		1 421 620			18 301 587	9 891 409	16 124 153	26 015 561
Gabon	Nb jours/expert			7		23		39	11	55	14	69
	Coût			1 924 857		5 531 244		9 094 130	10 022 667	11 992 184	14 580 713	26 572 898
Guinée	Nb jours/expert			19					12	19		19
	Coût			4 191 797					12 093 304	7 633 714	8 651 387	16 285 101

Annexe 3 : Evaluation des coûts des appuis directs aux Etats membres en FCFA (suite)

Pays		Appui						Ateliers/Séminaires	Source de financement			
		Management des SSN : Organisation Institutionnelle et coordination statistique	Comptabilité nationale et gestion macroéconomique	Conjoncture et prévision économiques	Enquêtes auprès des ménages	Statistiques sociales et du développement rural	Conditions de vie des ménages et analyse la pauvreté	Communication , Informatique/ Bases de données	Nombre de cadres formés / coûts	AFRISTAT	Autres	Total*
Guinée-Bissau	Nb jours/expert	7		16				15	13	5	33	38
	Coût	1 974 157		3 890 287				3 905 750	15 422 862	2 816 100	22 376 956	25 193 056
Guinée Equatoriale	Nb jours/expert								6			0
	Coût								9 192 467	5 694 967	3 497 500	9 192 467
Mali	Nb jours/expert	3		5	3				17	8	3	11
	Coût	329 510		1 316 483	329 510				8 780 109	3 827 610	6 928 002	10 755 612
Mauritanie	Nb jours/expert	14						23		11	14	23
	Coût	3 767 113						3 956 244		15 905 282	6 503 830	17 124 809
Niger	Nb jours/expert		13	5		7		13		20	11	27
	Coût		3 524 277	1 316 483		1 749 357		3 200 077		15 577 759	4 903 820	20 464 132
Sao Tomé	Nb jours/expert	7	66								73	73
	Coût	3 063 629	17 243 921							10 312 849	9 994 700	20 307 549
Sénégal	Nb jours/expert	9		5		7			19	21		21
	Coût	2 211 630		1 316 483		1 623 957			19 791 838	8 991 187	15 952 721	24 943 908
Tchad	Nb jours/expert		8							18	8	8
	Coût		2 565 393						11 677 367	5 443 467	8 799 293	14 242 761
Togo	Nb jours/expert	8	27	17					15	52	0	52
	Coût	1 721 243	6 392 790	3 908 224					14 876 720	10 153 824	16 745 154	26 898 978
Total*	Nb jours/expert	98	181	267	112	59	31	75	275	624	199	823
	Coût	27 515 866	46 378 838	67 004 993	27 939 748	14 374 164	5 729 937	17 973 651	254 471 555	169 643 696	291 745 054	461 388 751